



REPUBLIQUE DU BÉNIN

Ministère à la Présidence de la République chargé de la  
Coordination des Politiques de mise en œuvre des Objectifs  
du Millénaire pour le Développement et des Objectifs de  
Développement Durable



# Rapport de Suivi du Premier Trimestre 2014

PLAN D' ACTIONS DE L' INITIATIVE 1000 JOURS  
POUR LA REALISATION DES OMD AU BENIN



*Au service  
des peuples  
et des nations*

# AVANT PROPOS

En avril 2013, le Secrétaire Général des Nations Unies a invité les Gouvernements des Etats membres à redoubler d'efforts et d'engagements pour donner une chance à la réalisation des OMD en 2015.

En réponse à cet appel et conformément à sa volonté politique de lutter contre la pauvreté et les exclusions de toutes sortes, le Gouvernement du Bénin, sous le leadership du Président de la République Dr Boni YAYI, a adopté un plan d'actions couvrant 1000 jours pour la réalisation des OMD. Ce plan dénommé « plan d'actions de l'initiative 1000 jours pour la réalisation des OMD » a été élaboré de façon participative et inclusive avec tous les ministères impliqués dans les différents objectifs de développement.

Le présent rapport, le premier, restitue le suivi de l'exécution dudit plan au titre du premier trimestre 2014. Il est la confirmation de l'attachement du Gouvernement du Bénin au respect des engagements internationaux liés à la déclaration du Millénaire de septembre 2000 sur les OMD.

Mieux, le Bénin a fait des progrès certains dans la réalisation des OMD au cours de cette dernière décennie, des progrès qui l'inscrivent parmi les 9 pays d'Afrique subsaharienne sur 47, faisant partie du « peloton de tête » des pays en bonne voie d'atteindre ou ayant déjà atteint au minimum cinq (5) cibles d'OMD. Mais pour conserver cette position, il est important que la dynamique des efforts actuels soient maintenus et ce, avec des mesures appropriées assises sur la synergie entre les différents ministères pour relever un certain nombre de défis qui jalonnent encore la marche du Bénin vers les OMD.

Le but de cet exercice est d'une part, de renforcer la dynamique du suivi dans notre administration, d'opérer en douce la révolution des données, car sans données, la politique économique reste aveugle et d'autre part, de surveiller et de contrôler les progrès enregistrés par rapport aux indicateurs des OMD.

Enfin, ce rapport de suivi est pour le Bénin, le point de départ d'une nouvelle dynamique de partage d'expériences et de bonnes pratiques afin que tous les ministères sectoriels clés intervenant dans la réalisation des OMD aient de bonnes performances en matière d'exécution de leurs interventions.

Je m'en voudrais de ne pas exprimer la reconnaissance du Gouvernement du Bénin à la mission résidente du Programme des Nations Unies pour le Développement, notre partenaire stratégique dans le cadre des OMD, pour l'appui technique et financier qu'il apporte à la mise en place de la plateforme de suivi de l'initiative 1000 jours.

Mes remerciements vont également à tous les partenaires au développement qui appuient l'exécution de l'initiative 1000 jours pour la réalisation des OMD au Bénin.



**Fulbert AMOUSSOUGA GERO**  
Ministre à la Présidence de la République Chargé de la Coordination  
des Politiques de Mise en Œuvre des Objectifs du Millénaire  
pour le Développement et des Objectifs de Développement Durable

<b>GLOSSAIRE</b> .....	<b>5</b>
<b>LISTE DES TABLEAUX</b> .....	<b>6</b>
<b>RESUME EXECUTIF</b> .....	<b>7</b>
<b>INTRODUCTION</b> .....	<b>11</b>
<b>I. METHODOLOGIE DE SUIVI DU PLAN D’ACTIONS : UN CADRE DE SUIVI RENFORCÉ</b> .....	<b>12</b>
1. Calcul du TEP d’une intervention au cours d’une période .....	13
2. Calcul du TEP d’un ministère au cours d’une période .....	14
3. Calcul du TEP d’un OMD au cours d’une période .....	14
4. Calcul du TEP du Plan d’Actions au cours d’une période .....	15
<b>II. ANALYSE DE LA PROGRAMMATION DES INTERVENTIONS DU PLAN D’ACTIONS DANS LE BUDGET 2014</b> .....	<b>16</b>
1. Situation des OMD au Bénin .....	16
2. Programmation des OMD dans le budget 2014 .....	17
<b>III. NIVEAU DE REALISATION DU PLAN D’ACTIONS DE L’INITIATIVE 1000 JOURS PAR OMD AU 31 MARS 2014</b> .....	<b>21</b>
1. Situation de réalisation des OMD au Bénin .....	21
2. Niveau de réalisation des OMD dans le budget 2014 .....	23
<b>IV. ENSEIGNEMENTS TIRÉS DES PERFORMANCES ENREGISTRÉES AU PREMIER TRIMESTRE 2014</b> .....	<b>39</b>
1. Au niveau Central .....	39
2. Au niveau déconcentré .....	41

3. Au niveau décentralisé .....	41
<b>V. PROPOSITION DE RECOMMANDATIONS .....</b>	<b>43</b>
<b>CONCLUSION .....</b>	<b>45</b>
<b>ANNEXES .....</b>	<b>46</b>
ANNEXE 1 : Structures consultées et rencontrées dans le cadre de la rédaction du rapport de suivi ...	46
ANNEXE 2 : PROGRAMMATION DES INTERVENTIONS .....	48

**Taux d'Exécution Physique (TEP) :** Le TEP d'une intervention au cours d'une période donnée est la somme des poids des mesures/tâches entièrement exécutées sous cette intervention au cours de la période.

**Taux d'Exécution Physique d'un ministère TEP (M) :** Le TEP (M) d'un Ministère, au cours d'une période donnée est la moyenne pondérée des TEP des interventions dont la mise en œuvre relève de ce ministère au cours de la période ; les poids étant ceux des interventions.

**Le Taux d'Exécution Physique d'un OMD TEP (OMD) :** Le TEP(OMD) d'un OMD au cours d'une période donnée est la moyenne pondérée des **TEP (M)** des ministères ou des regroupements de ministères sous l'OMD au cours de la période ; les poids étant ceux des ministères (ou regroupement de ministères).

**Le Taux d'Exécution Physique du Plan d'Actions TEP(PA) :** Le TEP(PA) du Plan d'Actions au cours d'une période est la moyenne arithmétique des TEP des OMD au cours de la période.

**Le Taux d'Exécution Financière (TEF) :** Le TEF d'une intervention au cours d'une période donnée est le ratio de la somme des montants ordonnancés et des montants programmés.

# LISTE DES TABLEAUX

<b>Tableau 1 :</b>	Synthèse des taux d'exécution du plan d'actions de l'Initiative 1000 jours au 31 mars 2014 par OMD et par ministère .....	10
<b>Tableau 2 :</b>	Ministères concernés par la mise en œuvre du plan d'actions de l'initiative 1000 jours .....	13
<b>Tableau 3 :</b>	Pondération associée aux ministères par OMD .....	14
<b>Tableau 4 :</b>	Prise en compte de l'Initiative 1000 jours dans le BGE (millions de FCFA) .....	18
<b>Tableau 5 :</b>	Synthèse des taux d'exécution du plan d'actions de l'Initiative 1000 jours au 31 mars 2014 par OMD .....	21
<b>Tableau 6 :</b>	Synthèse des taux d'exécution du plan d'actions de l'Initiative 1000 jours au 31 mars 2014 par OMD et par ministère .....	22
<b>Tableau 7 :</b>	Taux d'exécution des interventions de l'OMD 1 .....	23
<b>Tableau 8 :</b>	Niveau d'exécution des OMD 2 et 3 .....	24
<b>Tableau 9 :</b>	Taux d'exécution des interventions du MEMP .....	26
<b>Tableau 10 :</b>	Taux d'exécution des interventions du MESFTPRIJ .....	27
<b>Tableau 11 :</b>	Taux d'exécution des interventions du MCAAT .....	28
<b>Tableau 12 :</b>	Taux d'exécution des interventions de l'OMD 4 .....	29
<b>Tableau 13 :</b>	Taux d'exécution des interventions de l'OMD 5 .....	30
<b>Tableau 14 :</b>	Taux d'exécution des interventions de l'OMD 6 .....	31
<b>Tableau 15 :</b>	Taux d'exécution de l'OMD 7 .....	33
<b>Tableau 16 :</b>	Taux d'exécution des interventions du MTPT et MEMIP .....	34
<b>Tableau 17 :</b>	Taux d'exécution des interventions du MUHA et MECGCCRPRNF .....	35
<b>Tableau 18 :</b>	Taux d'exécution des interventions du secteur de l'eau .....	36
<b>Tableau 19 :</b>	Taux d'exécution des interventions du secteur de l'énergie .....	37
<b>Tableau 20 :</b>	Synthèse des contraintes spécifiques au MTPT .....	37

# RESUME EXECUTIF

**1.** Le présent rapport rend compte de l'exécution des actions prioritaires inscrites dans le plan d'actions de l'Initiative 1000 jours pour la réalisation des OMD au titre du premier trimestre 2014. Il est élaboré selon une démarche méthodologique participative en quatre phases. La première phase a consisté en l'élaboration d'une application de suivi par le Ministère en charge de la coordination des politiques des OMD ; la seconde phase quant à elle, a consisté au renseignement de l'application de suivi par les DPP et DRFM des Ministères clés OMD. Il s'agissait pour ces Ministères de produire la programmation des « activités OMD » ensuite de renseigner sur leur niveau d'exécution. La troisième phase a consisté en des missions de vérification des déclarations des DPP et DRFM. Il s'est agi de discuter avec les DPP, DRFM et autres structures sectorielles intervenant dans l'exécution des dépenses OMD afin de collecter les preuves et justifications des performances renseignées dans l'application de suivi. La dernière phase a consisté à vérifier auprès des structures sous tutelles, les structures déconcentrées et les Mairies, l'exécution des transferts et/ou subventions reçus en lien avec les « activités OMD ». On pourra retenir de façon globale, que le premier trimestre 2014 a été un trimestre de préparation administrative et d'exécution des dépenses de transfert en faveur de l'Initiative. De l'analyse des résultats, il ressort des disparités en termes de performances entre Ministères et entre OMD.

**2.** L'analyse de l'exécution financière du Plan d'Actions fait ressortir que 43 894,24 millions FCFA ont été ordonnancés au premier trimestre de l'année 2014 sur une dotation budgétaire de 76 551,03 millions FCFA prévue pour le premier trimestre, soit environ un taux d'exécution financière de 57,34%.

**3.** Les raisons qui expliquent ce taux très moyen de mobilisation des ressources varient d'un Ministère à un autre. Quatre raisons sont globalement évoquées. Il s'agit de : (i) les procédures contraignantes de passation des marchés et/ou des dossiers d'appel d'offre infructueux, ou encore la non libération de la contrepartie nationale sont à l'origine de la non-exécution de certaines activités ; c'est le cas notamment du Ministère en charge des Travaux Publics ; (ii) l'installation très tardive des acteurs sectoriels de la chaîne de dépenses DRFM et régisseur, c'est le cas notamment au Ministère en charge de l'Environnement et celui en charge de l'Urbanisme et de certains projets au Ministère en charge de l'Enseignement Primaire; (iii) le lancement tardif (mi-février) du Budget Général de l'Etat 2014 et (iv) les grèves et la validation tardive du PTA intégré des Ministères, c'est le cas notamment du Ministère de la Santé. Cependant, l'argument de grève est peu soutenable lorsqu'on observe que de nombreux autres Ministères ont eu des performances appréciables malgré les épisodes de grèves subies par toute l'administration.

**4.** Par rapport à la réalisation physique du Plan d'Actions, il a été enregistré au premier trimestre 2014, un taux d'exécution de 76,60% base trimestrielle, soit un taux de 19,15% base annuelle<sup>1</sup>. Cette performance appréciable s'explique essentiellement par deux raisons. Il s'agit de : (i) la forte intensité des ressources extérieures dans la réalisation de certaines activités. Ces ressources n'étant pas retracées au SIGFIP, échappent donc aux taux de réalisation financière calculés à partir des données tirées du SIGFIP. Cet argument conforte la thèse de ce qu'en présence de ressources extérieures d'appui à l'exécution de certaines activités, certains Ministères préfèrent se rabattre sur ces ressources au détriment des ressources sur budget national. Les données factuelles confortent cette idée en ce sens que des Ministères tels que le MUHA, le MAEP et le

<sup>1</sup> La cible à atteindre par les Ministères sectoriels clés OMD est de 100% base trimestrielle et de 25% base annuelle.

Ministère de la Santé, avec un taux d'exécution financière modéré dans certaines activités, arrivent cependant à réaliser de très bonnes performances en terme de taux d'exécution physique et (ii) la possibilité d'une surestimation des coûts des activités dans la programmation de celles-ci ; si bien qu'à leur exécution, autant de ressources financières ne se révèlent plus nécessaires.

5. En ce qui concerne l'OMD1 : « **Éliminer l'extrême pauvreté et la faim** », les interventions du MAEP n'ont pas encore connu un début de démarrage dans les rubriques de l'aménagement agricole, de la sécurité foncière, de la sécurité alimentaire et du financement. En revanche, le Ministère en charge de la Microfinance a fait des efforts considérables, notamment à travers les transferts de ressources au FNM pour le renforcement des capacités de production des jeunes et des femmes.

6. Pour l'OMD2 : « **Assurer l'éducation primaire universelle** » et l'OMD3 : « **Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes** », la tendance des interventions est largement positive. Les niveaux élevés des taux de réalisation financière sont le reflet de l'effectivité des transferts de ressources à destination des Mairies, Directions Départementales de l'Enseignement Primaire, Circonscriptions Scolaires et écoles. La notification de ces transferts dans les structures bénéficiaires étant intervenue courant Avril-Mai, l'exécution des activités liées à ces transferts n'a pu être une réalité au cours du premier trimestre, d'où un taux d'exécution physique globalement faible. La mise en place d'un système de suivi sectoriel efficace s'avère donc nécessaire afin de mobiliser les entités décentralisées et déconcentrées pour une exécution diligente des activités liées aux transferts réalisés. Cependant, il est à noter que dans le domaine de l'alphabétisation, beaucoup reste à faire, les réalisations étant largement en dessous des prévisions.

7. Pour les OMD 4-5-6, **relevant exclusivement du secteur de la santé**, les taux d'exécution financière et physique sont encore très faibles. L'exécution financière enregistre un taux de 39,30% , 0,12% et 2,89% respectivement pour les OMD 4, 5 et 6. Quant aux taux d'exécution physique, ils s'affichent à 20,72% et 3,84% respectivement pour les **OMD 4 et 5**. Les mouvements de débrayage et la validation tardive du plan de travail intégré du Ministère de la Santé ont négativement affecté les progrès attendus dans ce secteur. Le secteur de la santé, compte tenu de son importance dans les OMD, devra déployer davantage d'efforts afin de procéder à un rattrapage au cours des trimestres à venir. Une véritable prise en main de l'Initiative 1000 jours pour les OMD est nécessaire dans ce Ministère.

8. L'OMD7 **assurer un environnement durable** enregistre des taux d'exécution mitigés dans l'ensemble de ses composantes à savoir l'assainissement de base (57,09% et 118,20% respectivement taux d'exécution financière et physique), les routes et les transports (3,30% et 48,60%), l'environnement (0% et 22%), le secteur de l'eau et le secteur de l'énergie (85,08% et 112,60%). Les Ministères sectoriels en charge de cet OMD, sont liés par des préoccupations spécifiques qui handicapent leur contribution à la réalisation de cet OMD. Il s'agit pour les Ministères en charge de l'Environnement et de l'Urbanisme de la mise en place tardive des acteurs sectoriels de la chaîne des dépenses. Quant au Ministère en charge des Travaux Publics, les difficultés sont liées aux procédures de passation des marchés publics et à la mobilisation de la contrepartie nationale relative aux projets de désenclavement. Des actions hardies sont recommandées afin de contenir les conséquences dans ce dernier cas.

9. Au regard de l'analyse de la mise en œuvre au premier trimestre du plan d'actions, un certain nombre de recommandations de politique se dégagent. Il s'agit de façon générale de :

- i) prendre des mesures afin de lancer le Budget Général de l'Etat au plus tard mi-janvier de chaque année;
- ii) Mettre à disposition déjà en début octobre de l'année T, les informations budgétaires sur les transferts et subventions de l'année T+1 au profit des structures décentralisées et déconcentrées afin de



- leur permettre d'affiner leurs prévisions budgétaires;
- iii) renforcer les capacités des acteurs sur la méthodologie de calcul des taux de réalisation physique et sur l'utilisation de l'application conçue pour le suivi de la mise en œuvre des actions de l'Initiative 1000 jours ;
- iv) faire valider les PTA intégrés des Ministères clés OMD au plus tard fin janvier ;
- v) réorganiser le calendrier sectoriel de discussion et d'arbitrage budgétaire afin de disposer au plus tard, courant premier trimestre de l'année en cours des besoins en ressources des structures déconcentrées pour l'année suivante ;
- vi) prendre les dispositions afin d'avoir en place tous les acteurs sectoriels de la chaîne PPBS avant l'entrée en vigueur du PTA.

**10.** De façon spécifique et dans la perspective d'améliorer aussi bien les taux d'exécution financière que physique au cours des trimestres à venir, il faut :

- i) prendre des mesures afin de réduire le délai entre le chargement des crédits sur le SIGFIP (DGB) et la matérialisation de la mise à disposition des ressources au niveau du compte des Ministères et autres structures (DGTCP) ;
- ii) mettre en place un système de suivi efficace et de reddition de compte afin de suivre et de contrôler l'exécution des transferts/subventions. Ce système au niveau des Ministères sectoriels doit être intégré et concerner toutes les structures bénéficiant de ressources publiques. Les données factuelles démontrent une perte de contrôle total des Directions centrales des Ministères sur l'exécution des ressources transférées aux structures déconcentrées ou sous tutelle. Au niveau des structures décentralisées, notamment les mairies, le système de reddition trimestrielle des comptes qui implique une centralisation des informations au niveau des Préfectures puis ensuite à l'attention des Ministères sectoriels concernés doit de nouveau être activé ainsi que celui relatif au Comité National des Finances Locales (CONAFIL). L'activation et l'efficacité de ces différents systèmes de suivi devraient améliorer l'efficacité dans la gestion des ressources transférées. Les Ministères sectoriels clés OMD, le Ministère en charge de la Décentralisation et le CONAFIL doivent davantage s'engager à cet effet.
- iii) réaliser un PTA intégré et un système de suivi évaluation intégré, actualisable chaque mois au niveau de tous les Ministères clés OMD.
- iv) prendre les mesures idoines afin de mettre à disposition toutes les contreparties nationales concernées par les interventions OMD (MEF et Ministères sectoriels concernés).
- v) organiser des séances de travail périodiques entre la Direction Nationale du Contrôle des Marchés Publics (DNCMP), la Direction Générale du Budget (DGB), le Contrôle Financier (CF) et la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP) afin de discuter des problèmes spécifiques des Ministères en termes de mobilisation de ressources et de marchés publics et d'apporter des solutions adaptées aux différents problèmes identifiés.

**11.** Outre ces recommandations, la mission de suivi des réalisations physiques a identifié des contraintes limitantes qui peuvent compromettre le progrès ou la position du Bénin dans un certain nombre d'OMD, notamment dans l'agriculture (OMD1), l'éducation pour tous (OMD2) et l'équité genre (OMD3). Ces secteurs nécessitent une priorité relative en termes de mise à disposition des ressources financières. En effet, en l'absence de disponibilité des ressources mobilisées en faveur des semences, c'est toute la campagne agricole qui est ainsi menacée, maintenant ainsi un risque énorme sur la sécurité alimentaire et la lutte contre la faim. De même, lorsque les subventions en direction des écoles sont insuffisantes par rapport au besoin, c'est toute la politique de l'éducation pour tous et la parité dans l'enseignement entre garçons et filles qui sont ainsi mises en danger.

**Tableau 1 : Synthèse des taux d'exécution du plan d'actions de l'Initiative 1000 jours au 31 mars 2014 par OMD et par ministère**

OMD/MINISTERE		Montant (en millions de FCFA)		Taux d'Exécution Financière (TEF), base ordonnancement	Taux d'Exécution Physique (TEP)	
		Montant programmé	Montant ordonnancé		Base annuelle (cible moyenne 25%)	Base trimestrielle (cible 100%)
OMD 1	MAEP	2142,017949	368,559	17,21%	53,62%	214,50%
	MICROFINANCE	2327,49205	2167,1267	93,11%	34,50%	138,00%
<b>TOTAL OMD 1</b>		<b>4469,509999</b>	<b>2535,6857</b>	<b>56,73%</b>	<b>45,97%</b>	<b>183,90%</b>
OMD 2 & 3	MEMP	33 339,63	28 906,89	86,70%	10,20%	40,80%
	MESFTPRIJ	5 623,115	3 628,42	64,62%	21,20%	84,80%
	MCAAT	48,26	68,15	141,22%	2,56%	10,24%
<b>TOTAL OMD 2 &amp; 3</b>		<b>34 476,61</b>	<b>32 071,24</b>	<b>93,02%</b>	<b>14,59%</b>	<b>58,36%</b>
OMD 4	SANTE INFANTILE	5016,58	1971,558	39,30%	5,18%	20,72%
OMD 5	SANTE MATERNELLE	1709	2,13	0,12%	0,96%	3,84%
OMD 6	Lutte contre le VIH, le paludisme et d'autres maladies	17 671,87	511,07	2,89%	27,46%	109,83%
<b>TOTAL OMD SANTE</b>		<b>24 397,45</b>	<b>2 484,75</b>	<b>10,18%</b>	<b>11,20%</b>	<b>44,80%</b>
OMD 7	MTPT	3505	115,66276	3,30%	12,15%	48,60%
	MEMIP	0	0	-	27,50%	110,00%
	MUHA <sup>2</sup>	4723,774127	2696,7671	57,09%	29,55%	118,20%
	MECGCCRPRNF	289	0	0,00%	5,50%	22,00%
	MEPMEDER	4689,688652	3990,13515	85,08%	28,15%	112,60%
<b>TOTAL OMD 7</b>		<b>13207,46278</b>	<b>6802,56501</b>	<b>51,51%</b>	<b>20,74%</b>	<b>82,95%</b>
<b>TOTAL DU PLAN D' ACTIONS DE L'INITIATIVE 1000 JOURS</b>		<b>76 551,03</b>	<b>43 894,24</b>	<b>57,34%</b>	<b>19,15%</b>	<b>76,60%</b>

Source : DPP/Ministères sectoriels, DCSP-OMD, 2014

2 Y compris ressources extérieures

# INTRODUCTION

**12.** Le Secrétaire Général des Nations Unies a lancé le 4 avril 2013, l'Initiative 1000 jours pour l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) d'ici 2015. Cette initiative vise la consolidation des acquis et l'accélération des progrès pour l'atteinte des OMD et appelle des actions urgentes en faveur des OMD et le respect des engagements des donateurs en matière d'aide.

**13.** Reconnaissant le rôle important que les engagements internationaux comme ceux de la Déclaration du Millénaire de septembre 2000 sur les OMD ont joué dans les progrès sociaux réalisés au Bénin, le Gouvernement de la République du Bénin, dans le cadre de l'opérationnalisation de ces engagements, a adopté le 16 octobre 2013, un plan d'actions intitulé « **Initiative 1000 jours pour la réalisation des OMD** », couvrant la période 2014-2015.

**14.** Ce plan d'actions présente un ensemble d'interventions à mener d'ici à 2015 à l'effet d'atteindre ou d'approcher les différentes cibles. Ces interventions sont ciblées dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'énergie et de l'eau, de l'assainissement, de l'autonomisation des femmes et des filles, de la pauvreté, de l'emploi, et du cadre de vie. Elles sont en cohérence avec la Stratégie de Croissance pour la Réduction de la Pauvreté SCRP (2011-2015) et sont déclinées en mesures clés et activités prioritaires à mener.

**15.** La mise en oeuvre effective de ce plan est essentielle pour consolider les acquis et accélérer la marche vers l'atteinte de tous les OMD. C'est pourquoi, le Gouvernement du Bénin, à travers le Ministère à la Présidence de la République Chargé de la Coordination des Politiques de Mise en oeuvre des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et des Objectifs de Développement Durable (ODD), s'est engagé à assurer un suivi rigoureux de l'exécution du plan d'actions.

**16.** Le présent rapport fait le point des résultats du suivi de la mise en oeuvre du plan d'actions de l'Initiative 1000 jours au titre du premier trimestriel de l'année 2014. Il est structuré autour de quatre points à savoir: i) la méthodologie de suivi du plan d'actions ; ii) l'analyse de la programmation des interventions du plan d'actions dans le Budget Général de l'Etat (BGE) 2014; iii) le point de réalisation des actions au niveau de chaque OMD; et iv) les propositions de recommandations par OMD et par Ministère.

# I. METHODOLOGIE DE SUIVI DU PLAN D' ACTIONS : UN CADRE DE SUIVI RENFORCÉ

**17.** La démarche méthodologique adoptée pour assurer le suivi du Plan d'actions repose sur une approche participative qui a étroitement associé tous les départements ministériels impliqués dans la mise en oeuvre des actions et interventions retenues au niveau de chaque OMD.

**18.** Elle est structurée autour de trois grandes étapes : i) la mise en place d'un comité interministériel chargé du suivi de l'exécution des dépenses liées à l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) ; ii) l'élaboration d'une application de suivi du plan d'actions de l'Initiative 1000 jours et iii) la vérification des données sur la programmation et l'exécution financière et physique auprès des Directions des Ressources Financières et du Matériel (DRFM) et des Directions de la Programmation et de la Prospective (DPP) d'une part et, auprès des entités et organismes déconcentrés, décentralisés ou sous tutelle bénéficiant de transferts et/ou de subventions, d'autre part.

**19.** Le Cadre de suivi des OMD a été renforcé par la mise en place d'un comité interministériel chargé du suivi du plan d'actions de l'initiative 1000 jours. Ce comité a pour mission de : i) recueillir toutes les difficultés des ministères sectoriels et de leurs structures déconcentrées dans l'exécution des dépenses liées à l'atteinte des OMD ; ii) proposer des approches de solutions aux acteurs de la chaîne de dépenses pour une exécution à 100% base ordonnancement des dépenses des OMD ; iii) faire remonter au Conseil des Ministres, les difficultés qui nécessiteraient des décisions ministérielles ; iv) accompagner les ministères sectoriels concernés dans l'exécution de leurs dépenses ; v) produire un rapport trimestriel accompagné des états statistiques afin de renseigner le Gouvernement sur le niveau d'exécution desdites dépenses.

**20.** Une application de suivi du plan d'actions a été élaborée. C'est une maquette qui permet de suivre l'exécution physique et financière des interventions prévues dans le plan d'actions de l'Initiative. Elle permet en outre d'identifier les principaux goulots et contraintes liées à la non-exécution des actions /activités/ tâches. L'application est structurée autour de sept des huit Objectifs du Millénaire pour le Développement. Chacune des actions est déclinée en interventions et mesures / tâches.

**21.** Un mécanisme de vérification des données a été mis en place. Il a consisté à vérifier la fiabilité et la conformité des données inscrites dans l'application par les DRFM et les DPP. Il s'est agi essentiellement d'obtenir auprès des DPP et des DRFM les preuves et justifications des données entrées dans la base (factures, bordereau de transfert, relevé de compte au trésor, bordereau de paiement). Ensuite, vérifier auprès des entités déconcentrées, décentralisées ou sous tutelle bénéficiant de transferts/subventions à savoir les directions départementales (santé et éducation), les circonscriptions scolaires, les écoles, les Collèges d'Enseignement Général et les lycées, les hôpitaux de zone, les Directions Générales, les Mairies et les receveur-percepteurs, l'effectivité des ressources reçues afin d'apprécier le niveau d'exécution de leur programme de travail annuel (PTA).

**22.** Le suivi des interventions concerne onze Ministères comme présenté dans le tableau n°2

**Tableau 2: Ministères concernés par la mise en œuvre du plan d'actions de l'initiative 1000 jours**

Objectifs	Ministères
OMD1	MAEP, MCMEJF
OMD 2	MEMP, MESFTRIJ, MCAAT
OMD3	MCMEJF, MEMP, MESFTRIJ, MCAAT
OMD 4-5 et 6	MS
OMD 7	MUHA, MS, MERPMEDER, MTPT, MEMIP

Source : Plan d'actions de l'Initiative 1000 jours, 2014

**23.** Un responsable de suivi de l'application est désigné au niveau de chaque DPP des Ministères concernés afin de mieux renseigner l'application devant permettre de suivre l'exécution physique et financière des interventions prévues dans le plan d'actions. L'application doit être renseignée par les DPP au plus tard quinze jours après la fin de chaque trimestre, soit le 15 Avril 2014 pour le premier trimestre, le 15 juillet 2014, pour le deuxième trimestre, le 15 Octobre 2014 pour le troisième trimestre et le 15 janvier 2015 pour le quatrième trimestre de chaque année et ainsi de suite. Les fichiers remplis chaque trimestre doivent être transmis au Ministère à la Présidence de la République chargé de la Coordination des Politiques de mise en oeuvre des OMD et des ODD qui coordonne l'élaboration du rapport trimestriel de suivi du plan d'actions.

**24.** La méthode de calcul des différents taux est présentée comme il suit. Les différentes interventions contenues dans le plan d'actions de l'Initiative 1000 jours pour la réalisation des OMD au Bénin ont été déclinées en mesures et/ou tâches par les différents ministères concernés par la mise en œuvre dudit plan d'actions. Par ailleurs, il a été procédé, par chacun desdits ministères, à la pondération des mesures et/ou tâches et des interventions dont la mise en œuvre relève du département ministériel, de manière à ce que :

- la somme des poids (en pourcentage) des mesures et/ou tâches d'une intervention soit égale à 100% ;
- la somme des poids (en pourcentage) des interventions d'un département ministériel soit égale à 100%.

**25.** Ainsi, le calcul des différents taux d'exécution est inspiré de la méthodologie harmonisée de calcul du taux d'exécution physique (TEP) proposée par la Direction Générale de Suivi des Projets et Programmes (DGSP) en 2013.

Désignons par :

- $I_i$ , les différentes interventions ;
- $M_i$ , les différents ministères ;
- $OMD_i$ , les différents OMD et ;
- PA, le plan d'actions.

### 1. Calcul du TEP d'une intervention au cours d'une période

Le TEP d'une intervention au cours d'une période donnée est la somme des poids des mesures/tâches entièrement exécutées sous cette intervention au cours de la période.

$$TEP(I) = \sum_{i=1}^k p_i \text{ des mesures entièrement exécutées}$$

avec (I) = intervention et  $p_i$  = poids de la mesure/tâche  $i$ ,  $i = 1, \dots, k$

## 2. Calcul du TEP d'un ministère au cours d'une période

Le poids des différentes interventions au sein d'un ministère étant connu, le TEP du ministère au cours d'une période donnée est la moyenne pondérée des TEP des interventions dont la mise en œuvre relève de ce ministère au cours de la période. Autrement dit :

$$TEP(M) = \frac{1}{100} \sum_{i=1}^n p(I_i) * TEP(I_i)$$

avec (M) = Ministère, p(I<sub>i</sub>) = poids de l'intervention i, et  $\sum_{i=1}^n p(I_i) = 100$ ,  $i = 1, \dots, n$

## 3. Calcul du TEP d'un OMD au cours d'une période

En vue de faciliter le calcul du TEP d'un OMD, il a été jugé nécessaire de procéder à la pondération des ministères et regroupements de ministères au sein de chaque OMD. Ainsi, en fonction de la nature, du nombre et du coût des interventions relevant de chaque ministère au sein d'un OMD, les poids contenus dans le tableau ci-après ont été attribués à chaque ministère ou regroupement de ministères.

**Tableau 3: Pondération associée aux ministères par OMD**

OMD	MINISTERE/REGROUPEMENT DE MINISTERES	Poids (%)
OMD 1	MAEP	60
	MCMFEJF	40
<b>TOTAL OMD 1</b>		<b>100</b>
OMD 2 & 3	MEMP	55
	MESFTPRIJ	42
	MCAAT	3
<b>TOTAL OMD 2 &amp; 3</b>		<b>100</b>
OMD 4	SANTE INFANTILE	100
OMD 5	SANTE MATERNELLE	100
OMD 6	LUTTE CONTRE LE VIH, LE PALUDISME ET D'AUTRES MALADIES	100
OMD 7	ROUTES & TRANSPORTS	25
	ENVIRONNEMENT ET CADRE DE VIE	20
	EAU	35
	ENERGIE	20
<b>TOTAL OMD 7</b>		<b>100</b>

Source: MPR/CP-OMD-ODD

Le poids des différents ministères ou regroupements de ministères au sein d'un OMD étant connu, le TEP de l'OMD au cours d'une période donnée est la moyenne pondérée des TEP des ministères ou des regroupements de ministères sous l'OMD au cours de la période. Autrement dit :

$$TEP (OMD) = \frac{1}{100} \sum_{i=1}^n p(M_i) * TEP(M_i)$$

avec  $p(M_i)$  = poids du ministère (regroupement de ministères)  $i$ , et  $\sum_{i=1}^n p(M_i) = 100$ ,  $i = 1, \dots, n$

#### 4. Calcul du TEP du Plan d'Actions au cours d'une période

Pour l'ensemble du plan d'actions (PA), son TEP au cours d'une période donnée est la moyenne arithmétique des TEP des OMD au cours de la période. Autrement dit :

$$TEP (PA) = \frac{1}{6} \sum_{i=1}^6 TEP(OMD_i)$$

## II. ANALYSE DE LA PROGRAMMATION DES INTERVENTIONS DU PLAN D' ACTIONS DANS LE BUDGET 2014

### 1. Situation des OMD au Bénin

**26.** A deux ans de l'échéance de mise en oeuvre des OMD, l'atteinte des cibles peut être caractérisée par deux situations. La première où les cibles sont déjà atteintes ou ayant une forte probabilité d'atteinte et la seconde où les cibles nécessitent encore des efforts substantiels.

**27.** S'agissant des cibles déjà atteintes ou ayant une forte probabilité d'atteinte, les dernières évaluations montrent que cinq cibles pour cinq différents OMD seront assurément atteintes à l'horizon 2015 si les efforts actuels se maintiennent. Il s'agit de la cible 1C ; cible 2A, cible 3A ; cible 4A et la cible 7C.

**28.** Pour ce qui est de la cible 1C, « *Réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population qui souffre de la faim* » de l'OMD1». Le Bénin fait partie des 11 pays africains ayant reçu une distinction de la FAO pour récompenser les efforts des pays ayant abouti à l'atteinte de la cible 1C relative à la réduction de la faim de moitié à trois ans avant échéance.

**29.** S'agissant de la Cible 2A « *D'ici 2015, donner à tous les enfants, garçons et filles, partout, dans le monde, les moyens d'achever un cycle complet d'études primaires* », le Bénin se trouve dans une dynamique qui, si elle est maintenue, lui permettra d'atteindre cette cible. En effet, le taux brut de scolarisation a continué de s'améliorer passant de 92,9% en 2006 à 108% en 2013 attestant d'un progrès remarquable dans la scolarisation des enfants au niveau de l'enseignement primaire.

**30.** Pour ce qui est de la cible 3A « *Éliminer les disparités entre les sexes dans les enseignements primaire et secondaire d'ici à 2005 si possible, et à tous les niveaux de l'enseignement en 2015 au plus tard* » le Bénin a réalisé un progrès significatif sur l'évolution du rapport filles/garçons de l'accès à l'école primaire passant de 37% en 1990 à 93% en 2011. Si cette tendance se poursuit, le Bénin pourra atteindre la cible 3A, voir l'OMD3 « Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes ».

**31.** En ce qui concerne la cible 4A « *Réduire de deux tiers entre 1990 et 2015, le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans* », le Bénin a connu des progrès de plus de 64% de réduction du taux de mortalité infantile, faisant passer le taux de mortalité des moins de cinq ans de 195 pour mille à 70 pour mille entre 1990 et 2011. Le Bénin se trouve ainsi donc sur la bonne trajectoire dans l'atteinte de la cible de 65 pour mille.

**32.** S'agissant de la Cible 7C, « *Réduire de moitié d'ici 2015, le pourcentage de la population qui n'a pas accès de façon durable à un approvisionnement en eau potable et à l'hygiène de base* », le Bénin est passé d'une proportion de personne ayant accès à l'eau potable de 50% en 1990 à 71,3% en 2011. Si la dynamique actuelle se maintient, la Cible 7C et notamment le volet relatif à l'accès de façon durable à un approvisionnement en eau potable sera atteinte à l'horizon 2015.

**33.** Au total, avec ces progrès, le Bénin est cité parmi les 9 pays d'Afrique subsaharienne (sur 47), faisant partie du « peloton de tête » des pays en bonne voie d'atteindre ou ayant déjà atteint au minimum 5 cibles



**d'OMD.** Mais pour conserver cette position, il est important que les efforts actuels soient maintenus et des mesures appropriées prises pour relever un certain nombre de défis qui jalonnent encore la marche du Bénin vers les OMD.

**34. Pour ce qui est des OMD nécessitant des efforts substantiels,** il s'agit notamment de la cible 1A de l'OMD1, « Réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population dont le revenu est inférieur à un dollar par jour ». Malgré l'amélioration des conditions d'existence des ménages pauvres avec un taux de pauvreté non monétaire qui est passé de 44,1% en 2006 à 29,5% en 2011, la pauvreté monétaire est restée plus ou moins stable (35,2% en 2009 et 36,20% en 2011).

**35.** En termes de renforcement des interventions, le secteur des infrastructures est au premier rang des secteurs nécessitant des efforts d'investissement soutenus en raison de l'état actuel des ouvrages. En dépit des investissements louables réalisés dans les routes desservant les principaux pôles régionaux et urbains, l'évolution de la densité routière reste en deçà de la cible de 0,5Km/1000 habitants. Pour insuffisance de ressources, les pistes rurales ne sont pas régulièrement entretenues. Par ailleurs, les tendances actuelles en matière d'accès à l'énergie électrique ne sont pas de nature à favoriser l'accélération de la croissance et l'accès aux autres sources d'énergie modernes et durables reste limité.

**36.** Les difficultés pour assurer l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes en 2015 sont encore importantes. Le renversement des tendances actuelles appelle un effort hardi pour parvenir à la parité dans l'emploi. En effet, la proportion de femmes ayant un emploi salarié dans le secteur non agricole s'élève à 7,3% en 2011 et les femmes sont les plus nombreuses dans l'artisanat, le commerce et la restauration. Au niveau de l'Institution parlementaire, la proportion des femmes parlementaires était de 10% pour la législature 2007-2011, avant de baisser à 8,43% pour la législature actuelle 2011-2015.

**37.** En matière d'assainissement et d'environnement, les tendances d'évolution des différents indicateurs peuvent être améliorées. Le Bénin enregistre un faible taux d'accès à l'hygiène et à l'assainissement de base. Environ 78% des ménages jettent leurs ordures dans la nature et seulement 32,3% de la population utilise des infrastructures d'assainissement améliorées. S'agissant de l'environnement, la proportion des terres protégées, bien qu'en progression (23,9% en 2010, contre 11,4% en 2002), demeure encore faible.

## **2. Programmation des OMD dans le budget 2014**

**38.** Face à cette situation des OMD au Bénin, le Gouvernement s'est attelé à l'opérationnalisation du plan d'actions de l'Initiative 1000 jours à travers le Budget Général de l'Etat (BGE) Exercice 2014. Pour ce faire, une dotation de 230,61 milliards de francs CFA a été inscrite au Budget 2014 contre une prévision budgétaire de 417,350 milliards dans le plan d'actions, soit 55,26% des ressources prévues. Toutefois, les OMD1 et OMD5 ont bénéficié d'une attention particulière et affichent des dotations de plus de 100% au budget du plan d'actions de l'Initiative Il convient de noter que les ressources de certains PTF, liées à la mise en oeuvre des interventions, ne sont pas prises en compte dans le BGE.

**39.** Par ailleurs, il convient de noter que ces dépenses liées aux OMD au niveau de certains ministères coïncident avec celles retenues au titre des dépenses sociales prioritaires dans le cadre de la mise en oeuvre du Programme Economique et financier conclu avec le FMI.

Tableau 4 : Prise en compte de l'Initiative 1000 jours dans le BGE (millions de FCFA)

OMD	Montant prévu dans le plan d'actions de l'initiative au titre de 2014	Montant prévu au BGE, Gestion 2014	Proportion
OMD1	48 334,00	56 781,49	117,48%
OMD2 & 3	107 722,00	84 037,16	78,01%
OMD4	4 759,00	3 315,00	69,66%
OMD5	1 203,00	3 224,82	268,06%
OMD6	34 676,00	4 907,27	14,15%
OMD7	220 656,00	78 352,57	35,51%
ENSEMBLE OMD	<b>417 350,00</b>	<b>230 618,31</b>	<b>55,26%</b>

Source : DPP/Ministères sectoriels, DCSP-OMD, 2014

### 2.1. Programmation budgétaire de l'OMD 1

40. A moins de deux ans de l'échéance fixée pour l'atteinte des OMD, tous les indicateurs relatifs à l'OMD 1, « **Éliminer l'extrême pauvreté et la faim** », ne se situent pas sur la trajectoire idéale pour atteindre la cible fixée en 2015. La situation révèle que le phénomène de la pauvreté persiste au Bénin et il n'est pas évident de réussir à inverser la tendance avant l'échéance fixée aux OMD. L'incidence de la pauvreté monétaire est encore largement au-dessus des attentes. En matière d'emploi productif et de travail décent, les attentes sont encore grandes. Cependant, le Bénin est sur la bonne trajectoire pour la réduction de la proportion de la population qui souffre de la faim.

41. Au regard de la situation actuelle au niveau de l'OMD 1, 56,78 milliards de FCFA ont été inscrits au Budget Général de l'Etat pour la mise en oeuvre des interventions retenues dans le plan d'actions contre une prévision de 48,33 milliards, soit une programmation de 117,48% des ressources du plan d'actions. Ce dépassement, par rapport aux prévisions de l'Initiative 1000 jours, résulte de la prise en compte de deux nouvelles interventions non prévues dans le plan d'actions. Il s'agit des actions relatives à l'emploi des jeunes et à la microfinance.

42. Au total, toutes les cinq interventions prévues pour assurer l'élimination de l'extrême pauvreté et la faim sont prises en compte dans le BGE, exercice 2014. Il s'agit des interventions relatives i) : aux semences, engrais et produits phytosanitaires et vétérinaires ii) à l'aménagement agricole et à la sécurité foncière ; iii) à la mécanisation agricole et les innovations technologiques ; iv) au financement et marché ; iv) à la nutrition et à la sécurité alimentaire.

### 2.2. Programmation budgétaire de l'OMD 2 et 3

43. La majorité des indicateurs liés à l'OMD 2 « **Assurer l'éducation primaire universelle** » peine à suivre le sentier idéal pour atteindre la cible fixée en 2015. Cependant, concernant l'éducation primaire, l'indicateur lié au taux net de scolarisation se situe sur une bonne trajectoire. De nombreux efforts restent encore à faire en matière d'alphabétisation car le taux d'analphabétisme des personnes âgées de 15 ans et plus est en deçà des attentes par rapport au rythme d'évolution attendu au niveau du sentier des OMD et les femmes demeurent défavorisées.

44. En ce qui concerne, l'OMD 3, la situation de l'accès égalitaire se règle progressivement surtout au niveau du primaire où, si les efforts se poursuivaient et s'intensifiaient, la cible pourrait être atteinte. Cependant,

il n'en est pas de même pour le secondaire, le technique et le supérieur dans lesquels les filles demeurent sous représentées. Par ailleurs, les femmes sont très peu impliquées à un haut niveau dans le processus de développement.

**45.** Face à ces tendances, trente interventions ont été retenues dans le plan d'actions pour l'atteinte des OMD 2 et 3. La mise en oeuvre de ces interventions a été prise en compte dans le BGE 2014 à l'exception des actions relatives à : (i) l'harmonisation des programmes et documents d'accompagnement selon l'Approche Par Compétence (APC) et les sous-cycles dans le primaire; ii) l'amélioration de la gestion des ressources humaines et iii) l'allocation équitable du personnel enseignant dans le secondaire. Ceci essentiellement pour des raisons de disponibilité financière.

**46.** Au total, 84,037 milliards de FCFA ont été inscrits et mobilisés pour les OMD 2 et 3, dans le BGE contre une prévision de 107,72 milliards de FCFA programmés dans le plan d'actions soit un taux de prise en compte de 78% du plan d'actions. Ces ressources représentent 82,492 milliards de francs CFA pour l'enseignement primaire et 1,54 milliards pour la formation technique et professionnelle.

### **2.3. Programmation budgétaire de l'OMD 4**

**47.** La tendance d'évolution du taux de mortalité infanto-juvénile est assez cohérente avec le sentier OMD concerné. Si le rythme d'évolution est maintenu, il serait raisonnable d'espérer atteindre la cible prescrite (65 pour 1000) en 2015. Il en est de même du taux de mortalité infantile. Le niveau de la proportion d'enfants de 1 an vaccinés contre la rougeole est également satisfaisant et en cohérence avec le sentier des OMD.

**48.** Pour l'ensemble des interventions nécessaires au maintien du rythme d'évolution actuelle, une enveloppe d'environ 3,315 milliards de francs CFA a été allouée à l'exécution des actions de cet objectif au titre de 2014, sur une prévision de ressources de 4,759 milliards de FCFA du plan d'actions 1000 jours, soit une programmation financière de 69,66%.

**49.** Au niveau des interventions de cet objectif, il convient de noter la mise en oeuvre des mesures relatives au renforcement de la prise en charge de la pneumonie, de la diarrhée et de la Planification Familiale dans les formations sanitaires et dans la communauté et celles relatives au renforcement du personnel des centres de références par la mise à disposition des pédiatres et/ou délégation de tâches n'ont pas de dotation budgétaire pour l'année 2014.

### **2.4. Programmation budgétaire de l'OMD 5**

**50.** La plupart des indicateurs de l'OMD 5 relatif à l'amélioration de la santé maternelle sont encore très loin des valeurs cibles prévues. A deux ans de l'échéance fixée, le niveau élevé des indicateurs révèle que la santé maternelle demeure encore une problématique. Le taux de mortalité maternelle semble hors d'atteinte et le taux de prévalence de la contraception piétine encore. A l'opposé, la proportion d'accouchements assistés et la couverture en soins prénataux semblent être sur la bonne trajectoire pour la réalisation de l'OMD 5.

**51.** Les ressources inscrites au BGE pour l'atteinte de cet objectif sont de 3,224 milliards de FCFA contre une prévision de 1,203 milliards dans le plan d'actions de l'Initiative 1000 jours. Cette augmentation des ressources par rapport à la programmation du plan d'action provient de la forte dotation faite pour l'amélioration et le renforcement de la couverture en accouchements assistés en liaison avec la politique gouvernementale sur les césariennes, soit 3,083 milliards contre une programmation de 298 millions de francs CFA.

### **2.5. Programmation budgétaire de l'OMD 6**

**52.** L'OMD 6, relatif à la maîtrise du VIH/Sida, du paludisme et des autres maladies, pourra être atteint d'ici 2015 dans une certaine mesure. En effet, le taux de prévalence du VIH/Sida se situe à un niveau très

appréciable, en deçà de la cible visée pour 2015 et la lutte et le traitement contre la tuberculose semblent porter des fruits, car le Bénin est en passe d'atteindre les normes de l'OMS en la matière. Cependant, le paludisme sévit toujours et la proportion d'enfants de moins de 5 ans souffrant de fièvre et traités avec les médicaments anti-paludéens appropriés est encore trop faible. L'atteinte de l'ODM 6 requiert que les nombreuses actions en cours dans ce sens se poursuivent, que les efforts soient maintenus et que les appuis soient consolidés. Les ressources inscrites au budget 2014 afin d'atteindre cet objectif sont de 4,9 milliards sur une prévision de 34,6 milliards soit une prise en compte d'environ 14,15% pérennisés.

#### **2.6. Programmation budgétaire de l'ODM 7**

**53.** En ce qui concerne l'ODM 7, la Cible 7C, relative à la réduction de moitié, d'ici à 2015, du pourcentage de la population qui n'a pas d'accès de façon durable à un approvisionnement en eau potable ni à des services d'assainissement de base, sera probablement atteinte à l'horizon 2015 au regard des performances enregistrées ces dernières années.

**54.** Au plan budgétaire, une dotation de 78,21 milliards a été inscrite en 2014 sur une prévision de 220,66 milliards de francs CFA, soit 35,45% pour assurer un environnement durable. Les interventions de cet objectif portent sur les routes, l'énergie, l'eau et le cadre de vie. Toutes les interventions du plan d'actions sont prises en compte dans le BGE, à l'exception de la sécurisation de l'énergie électrique pour la production et la distribution de l'eau; et le renforcement du système de suivi évaluation au niveau du secteur de l'eau.

### III. NIVEAU DE REALISATION DU PLAN D' ACTIONS DE L' INITIATIVE 1000 JOURS PAR OMD AU 31 MARS 2014

#### 1. Situation de réalisation des OMD au Bénin

55. L'analyse de l'exécution financière du plan d'actions fait ressortir qu'un montant total de 43 894,24 millions FCFA a été ordonnancé au premier trimestre de l'année 2014 sur une dotation budgétaire de 76 551,03 millions FCFA prévue pour le premier trimestre, soit environ un taux d'exécution financière de 57,34%.

56. Par rapport à la réalisation physique du plan d'actions, il a été enregistré au premier trimestre 2014, un taux d'exécution de 76,60% base trimestrielle, soit un taux de 19,15% base annuelle.

Tableau 5 : Synthèse des taux d'exécution du plan d'actions de l'Initiative 1000 jours au 31 mars 2014 par OMD

OMD	Taux d'exécution financière (TEF), base ordonnancement	Taux d'exécution physique (TEP), base annuelle (cible moyenne 25%)	Taux d'exécution physique (TEP), base trimestrielle (cible 100%)
OMD 1	56,73%	45,97%	183,90%
OMD 2 & 3	93,02%	14,59%	58,36%
OMD 4	39,30%	5,18%	20,72%
OMD 5	0,12%	0,96%	3,84%
OMD 6	2,89%	27,46%	109,83%
OMD 7	51,51%	20,74%	82,95%
<b>ENSEMBLE</b>	<b>57,34%</b>	<b>19,15%</b>	<b>76,60%</b>

Source : DPP/Ministères sectoriels, DCSP-OMD, 2014

57. Cependant, il convient de noter que le niveau de réalisation financière cache plusieurs disparités. En effet, si au niveau de l'exécution des interventions au titre des OMD 5 et 6, il est noté un très faible niveau de réalisation, les OMD 2 et 3 ont enregistré, quant à eux, un niveau de réalisation financière supérieur à 90% (tableau5).

**Tableau 6: Synthèse des taux d'exécution du plan d'actions de l'Initiative 1000 jours au 31 mars 2014 par OMD et par ministère**

OMD/MINISTERE		Montant (en millions de FCFA)		Taux d'Exécution Financière (TEF), base ordonnancement	Taux d'Exécution Physique (TEP)	
		Montant programmé	Montant ordonnancé		Base annuelle (cible moyenne 25%)	Base trimestrielle (cible 100%)
OMD 1	MAEP	2142,017949	368,559	17,21%	53,62%	214,50%
	MICROFINANCE	2327,49205	2167,1267	93,11%	34,50%	138,00%
<b>TOTAL OMD 1</b>		<b>4469,509999</b>	<b>2535,6857</b>	<b>56,73%</b>	<b>45,97%</b>	<b>183,90%</b>
OMD 2 & 3	MEMP	33 339,63	28 906,89	86,70%	10,20%	40,80%
	MESFTPRIJ	5 623,115	3 628,42	64,62%	21,20%	84,80%
	MCAAT	48,26	68,15	141,22%	2,56%	10,24%
<b>TOTAL OMD 2 &amp; 3</b>		<b>34 476,61</b>	<b>32 071,24</b>	<b>93,02%</b>	<b>14,59%</b>	<b>58,36%</b>
OMD 4	SANTE INFANTILE	5016,58	1971,558	39,30%	5,18%	20,72%
OMD 5	SANTE MATERNELLE	1709	2,13	0,12%	0,96%	3,84%
OMD 6	Lutte contre le VIH, le paludisme et d'autres maladies	17 671,87	511,07	2,89%	27,46%	109,83%
<b>TOTAL OMD SANTE</b>		<b>24 397,45</b>	<b>2 484,75</b>	<b>10,18%</b>	<b>11,20%</b>	<b>44,80%</b>
OMD 7	MTPT	3505	115,66276	3,30%	12,15%	48,60%
	MEMIP	0	0	-	27,50%	110,00%
	MUHA <sup>2</sup>	4723,774127	2696,7671	57,09%	29,55%	118,20%
	MECGCCRPRNF	289	0	0,00%	5,50%	22,00%
	MEPMEDER	4689,688652	3990,13515	85,08%	28,15%	112,60%
<b>TOTAL OMD 7</b>		<b>13207,46278</b>	<b>6802,56501</b>	<b>51,51%</b>	<b>20,74%</b>	<b>82,95%</b>
<b>TOTAL DU PLAN D' ACTIONS DE L' INITIATIVE 1000 JOURS</b>		<b>76 551,03</b>	<b>43 894,24</b>	<b>57,34%</b>	<b>19,15%</b>	<b>76,60%</b>

Source : DPP/Ministères sectoriels, DCSP-OMD, 2014

## 2. Niveau de réalisation des OMD dans le budget 2014

### 2.1 Niveau de réalisation des interventions de l'OMD1

**58. Au 31 mars 2014, les interventions relatives à l'OMD1 ont enregistré un taux d'exécution financière de 56,73%, pour une réalisation physique de 45,97%, base annuelle et de 183,90% en base trimestrielle.**

**59.** Au niveau du MAEP, le taux d'exécution financière est de 17,21% et de 53,62% pour la réalisation physique, base annuelle. Ce taux d'exécution physique largement au-dessus du taux d'exécution financière résulte de l'implication des ressources extérieures au SIGFIP dans l'exécution de plusieurs interventions.

**60.** Pour ce qui est du Ministère en charge de la Microfinance, le taux d'exécution financière s'établit à 93,11%, pour une réalisation physique de 34,50%, base annuelle. Cette différence entre la réalisation financière et la réalisation physique résulte du fait que le Ministère a essentiellement effectué des activités de transferts de ressources, notamment au Fonds National de la Microfinance (FNM) et à l'Agence Nationale de la Promotion de l'Emploi (ANPE). Le FNM affiche 74% comme taux d'exécution financière et physique des ressources reçues. Quant à l'ANPE, les taux sont de 9,64% et 6,65% respectivement pour l'exécution physique et l'exécution financière. Si le premier trimestre en général est un trimestre de préparation administrative à l'ANPE, le fort taux de réalisation au niveau du FNM pourrait permettre d'ajuster le taux de réalisation physique des activités OMD du Ministère de la Microfinance. Ceci suggère une absence d'un système de suivi intégré des activités de toutes les structures sous tutelle, déconcentrées ou décentralisées. La mise en place d'un système de suivi intégré pourrait permettre de corriger le taux d'exécution physique des transferts.

**Tableau 7: Taux d'exécution des interventions de l'OMD 1**

INTERVENTIONS	Taux d'exécution financière	Taux d'Exécution Physique (TEP)	
		Base annuelle (cible moyenne 25 %)	Base trimestrielle (cible 100%)
<b>MAEP</b>			
Intervention A»: Semences, engrais et produits phytosanitaires et vétérinaires	26,57%	29,63%	118,52%
Intervention B»: Aménagements agricoles et sécurité foncière	22,33%	58,00%	232,00%
Intervention C»: Mécanisation agricole et innovations technologiques	10,52%	28,68%	114,72%
Intervention D»: Financement et marché	21,83%	55,00%	220,00%
Intervention E»: Nutrition et sécurité alimentaire	50,00%	90,00%	360,00%
<b>TOTAL MAEP</b>	<b>17,21%</b>	<b>53,62%</b>	214,48%
<b>MECMEJF</b>			0,00%
Intervention A: Renforcement des capacités d'autonomisation	98,22%	55,00%	220,00%
Intervention B: Facilitation d'accès à l'emploi	55,85%	14,00%	56,00%
<b>TOTAL MICROFINANCE</b>	<b>93,11%</b>	<b>34,50%</b>	138,00%
<b>ENSEMBLE OMD 1</b>	<b>56,73%</b>	<b>45,97%</b>	183,88%

Source : DPP/MAEP, DPP/MECMEJF, DCSP-OMD, 2014

**61. Au total, les actions de suivi initiées par le Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche doivent se poursuivre au niveau de l'OMD 1 en vue de conforter notamment les résultats du Bénin au niveau de la cible 1C : « Réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population qui souffre de la faim ».**

## 2.2. Niveau de réalisation des interventions de l'OMD 2 et de l'OMD 3

**62.** Le taux d'exécution physique des interventions prévues dans le plan d'actions de l'Initiative 1000 jours pour la réalisation des OMD 2 et 3 est de 14,59% au 31 mars 2014 pour une réalisation financière de 93,02%. Ce fort niveau de réalisation financière résulte d'une part, du volume important des transferts (aux structures déconcentrées et décentralisées) réalisés par les Ministères concernés et, d'autre part, de l'augmentation des ressources ordonnancées en faveur de certaines interventions relevant du ministère en charge de l'enseignement secondaire et du ministère en charge de l'alphabétisation par rapport aux prévisions au titre du premier trimestre 2014. De plus, beaucoup d'interventions du plan d'actions de l'Initiative 1000 jours, non programmées au titre du premier trimestre 2014, ont été exécutées par anticipation (notamment les transferts). Ces comportements liés soit à l'actualisation en cours d'exercice des PTA ou à des décisions politiques, pourraient donner l'illusion d'un taux d'exécution financière très important, car la méthode de calcul veut que le taux d'exécution financière soit apprécié par le ratio du volume des dépenses ordonnancées sur le volume des dépenses programmées.

**63.** Il est important d'indiquer que les crédits délégués et les crédits du FADEC, objets des transferts réalisés, n'ont pas encore connu de réalisation physique au niveau des structures bénéficiaires. Ces transferts effectués entre mi-février et mi-mars par les Ministères ne sont notifiés aux structures décentralisées qu'à fin avril d'où l'absence totale d'utilisation de ces crédits au titre du premier trimestre 2014.

**Tableau 8: Niveau d'exécution des OMD 2 et 3**

Ministère en charge de	Taux d'exécution financière	Taux d'exécution physique	
		Base annuelle (cible moyenne 25 %)	Base trimestrielle (cible 100%)
Enseignement primaire	86,70%	10,20%	40,8%
Education secondaire, technique et formation professionnelle	64,62%	21,20%	84,8%
Alphabétisation	141,22%	2,56%	10,2%
<b>ENSEMBLE OMD 2&amp;3</b>	<b>93,02%</b>	<b>14,59%</b>	<b>58,4%</b>

Source : DPP/Ministères sectoriels, DCSP-OMD, 2014

**64. Au niveau de l'enseignement maternel et primaire** [Tableau 9], la mise en oeuvre des mesures/actions identifiées pour les différentes interventions a permis d'atteindre un taux d'exécution physique de 10,20%, base annuelle pour une réalisation financière de 86,70%. Les interventions relatives au renforcement du Partenariat Public-Privé pour la création des cantines dans les zones défavorisées n'ont pas connu d'exécution au premier trimestre 2014. Le retard dans l'exécution de cette activité pourrait compromettre l'accessibilité universelle de l'éducation primaire surtout dans les zones défavorisées où la situation précaire des ménages n'est pas un facteur favorisant la scolarisation. L'efficacité de la mesure de gratuité de l'éducation primaire est intimement liée à la capacité du système à nourrir les enfants issus de familles pauvres et vulnérables.



**65.** Les ressources transférées aux structures déconcentrées et décentralisées pour les besoins d'investissement sont disponibles dans les recette-perceptions vers la fin de mars-2014, occasionnant ainsi un retard dans l'exécution de certaines activités prévues pour être réalisées au cours du premier trimestre.

**66.** Ce retard dans l'exécution des activités qui n'est pas seulement l'apanage des structures déconcentrées, risque de faire perdre deux trimestres, soit 180 jours sur les 730 jours de mise en œuvre du plan d'actions de l'Initiative 1000 jours pour les OMD. Par conséquent, la contribution de l'Initiative à la réalisation des OMD se trouvera ainsi significativement réduite.

**67.** Afin de garantir une bonne exécution de l'initiative, il est important d'accélérer les dépenses et de mettre en place un cadre de suivi efficace. La réduction de la lourdeur administrative et la formation des acteurs de la chaîne des dépenses au niveau déconcentré et décentralisé s'avèrent indispensables.

**Tableau 9 : Taux d'exécution des interventions du MEMP**

INTERVENTIONS	Taux d'exécution financière	Taux d'exécution physique	
		Base annuelle (cible moyenne 25 %)	Base trimestrielle (cible 100%)
<b>Intervention A</b> : Accroître le taux net de scolarisation dans les communes ayant les plus faibles taux net de scolarité	95,86%	30,00%	120,00%
<b>Intervention B</b> : Assurer l'intégration des enfants à besoins spécifiques dans le système éducatif	-	0,00%	0,00%
<b>Intervention C</b> : Développer les opportunités d'accès pour les enfants non scolarisés et déscolarisés ayant dépassé l'âge d'entrée à l'école	-	0,00%	0,00%
<b>Intervention D</b> : Assurer une couverture équitable des besoins en infrastructures et en enseignants	95,87%	20,00%	80,00%
<b>Intervention E</b> : Renforcer le partenariat public / privé	0,00%	0,00%	0,00%
<b>Intervention F</b> : Réduire les taux d'abandon et de redoublement dans l'enseignement primaire	0,00%	0,00%	0,00%
<b>Intervention G</b> : Créer et renforcer les cantines scolaires dans les milieux défavorisés	0,00%	0,00%	0,00%
<b>Intervention H</b> : Renforcer la qualification des enseignants et du personnel d'encadrement	61,50%	26,00%	104,00%
<b>Intervention I</b> : Harmoniser tous les programmes et documents et documents d'accompagnement selon l'APC et les sous cycles	-	-	-
<b>Intervention J</b> : Rendre disponible et à temps dans toutes les écoles les intrants pédagogiques		0,00%	0,00%
<b>Intervention K</b> : Promouvoir le bien-être en milieu scolaire	83,58%	10,00%	40,00%
<b>Intervention L</b> : Expérimenter les langues nationales à l'école primaire	0,00%	20,00%	80,00%
<b>Intervention M</b> : Améliorer les compétences en lecture et en calcul dans les premières années d'enseignement	0,00%	0,00%	0,00%
<b>Intervention N</b> : Organiser les examens de fin de cycle		0,00%	0,00%
<b>Intervention O</b> : Améliorer la gestion pédagogique	0,00%	0,00%	0,00%
<b>Intervention P</b> : Améliorer la gestion financière		0,00%	0,00%
<b>Intervention Q</b> : Améliorer la gestion des ressources humaines	-	-	-
<b>Intervention R</b> : Renforcer le pilotage du système		0,00%	0,00%
<b>Intervention S</b> : Accroître les TBS des filles dans l'enseignement primaire	32,94%	0,00%	0,00%
<b>ENSEMBLE MEMP</b>	<b>86,70%</b>	<b>10,20%</b>	<b>40,80%</b>

Source : DPP/Ministères sectoriels, DCSP-OMD, 2014

68. Au niveau de l'Enseignement Secondaire, de la Formation Technique et Professionnelle, de la Reconversion et de l'Insertion des Jeunes, il est enregistré un taux d'exécution physique de 21,20%, base annuelle pour une réalisation financière de 64,62% [Tableau 10]. Ce taux de réalisation financière est lié à la réalisation

d'activités non programmées pour le premier trimestre (intervention K) mais ordonnancées et celle relative à la formation initiale et continue des enseignants et du corps de contrôle. Certaines interventions (interventions E et I) ont un taux d'exécution physique de 5% et des réalisations financières de 0%. Cette situation est essentiellement due à la préparation administrative en lien avec ces interventions. Par ailleurs, les mesures spéciales de soutien en faveur des élèves défavorisés pour assurer une plus grande égalité dans l'accès au secondaire et l'allocation équitable du personnel enseignant n'ont fait l'objet de programmation pour l'année 2014. Ceci risque de compromettre l'atteinte des cibles notamment dans les milieux ruraux où la majorité des ménages vivent en situation de pauvreté et de précarité avancée. Enfin, les activités relatives au renforcement des capacités des enseignants et de l'inspection pédagogique dans les établissements sont prévues pour le premier trimestre mais n'ont pas été exécutées.

**Tableau 10 : Taux d'exécution des interventions du MESFTPRIJ**

INTERVENTIONS	Taux d'exécution financière	Taux d'exécution physique	
		Base annuelle (cible moyenne 25 %)	Base trimestrielle (cible 100%)
<b>Intervention A</b> : Renforcement des infrastructures en quantité, en qualité et de façon équitable	5%	10,00%	40,00%
<b>Intervention B</b> : Allocation équitable du personnel enseignant	Non programmées pour 2014		
<b>Intervention C</b> : Prise de mesures spéciales de soutien en faveur des élèves défavorisés pour assurer une plus grande égalité dans l'accès au secondaire			
<b>Intervention D</b> : Formation initiale et continue des enseignants et du corps de contrôle (CP et inspecteurs)	100,00%	100,00%	400,00%
<b>Intervention E</b> : Mise à disposition des établissements des programmes d'études et guides pédagogiques pour les deux cycles selon l'approche par compétences	0%	5,00%	20,00%
<b>Intervention F</b> : Renforcement des capacités des professeurs à la mise en œuvre des programmes selon l'APC	0%	0,00%	0,00%
<b>Intervention G</b> : Accroissement de l'accès à l'ETFP	16,07%	10,00%	40,00%
<b>Intervention H</b> : Recrutement et formation des enseignants et formateurs	0,00%	0,00%	0,00%
<b>Intervention I</b> : Développement des offres de formation professionnelle	0%	5,00%	20,00%
<b>Intervention J</b> : Renforcement de l'inspection pédagogique dans les établissements	0%	0,00%	0,00%
<b>Intervention K</b> : Amélioration de l'accès des filles à l'enseignement secondaire général	100% <sup>3</sup>	100,00%	400,00%
<b>ENSEMBLE MESFTPRIJ</b>	<b>64,62%</b>	<b>21,20%</b>	<b>84,80%</b>

Source : DPP/Ministères sectoriels, DCSP-OMD, 2014

3 Non prévue

**69. En ce qui concerne les interventions du secteur de l’alphabétisation, il est enregistré un taux d’exécution physique de 2,56% pour une réalisation financière de 141,22%** [Tableau 11]. Ce fort taux d’exécution financière est lié à la réalisation d’activités non programmées pour le premier trimestre. Quant au faible taux de réalisation physique, il est lié au retard observé dans la mise en place des ressources. Il apparaît donc important de mettre en place un système de suivi et de contrôle efficace d’une part, et de faire réaliser (ou d’initier/ Prévoir/d’envisager) des missions d’inspection d’autre part, afin de vérifier la non diversion des ressources ainsi mobilisées à d’autres fins.

**70.** Il faut également signaler que les interventions relatives au développement des opportunités d’accès pour les enfants non scolarisés et déscolarisés ayant dépassé l’âge d’entrée à l’école et à l’expérimentation des langues nationales à l’école primaire, sont communes au MEMP et MCAAT. Au niveau du MEMP, le taux d’exécution physique de l’intervention relative à l’expérimentation des langues nationales à l’école primaire est de 20% contre 0% au niveau du MCAAT. Les décaissements de ressources financières au niveau de cette intervention sont programmés pour compter du second trimestre 2014.

**Tableau 11 : Taux d’exécution des interventions du MCAAT**

INTERVENTIONS	Taux d’exécution financière	Taux d’exécution physique	
		Base annuelle (cible moyenne 25 %)	Base trimestrielle (cible 100%)
<b>Intervention C</b> : Développer les opportunités d’accès pour les enfants non scolarisés et déscolarisés ayant dépassé l’âge d’entrée à l’école	141,22%	3,20%	12,80%
<b>Intervention L</b> : Expérimenter les langues nationales à l’école primaire	-	0,00%	0,00%
<b>ENSEMBLE MCAAT</b>	<b>141,22%</b>	<b>2,56%</b>	<b>10,24%</b>

Source : DPP/Ministères sectoriels, DCSP-OMD, 2014

**71.** Inversement, le taux d’exécution physique de l’intervention relative au développement des opportunités d’accès pour les enfants non scolarisés et déscolarisés ayant dépassé l’âge d’entrée à l’école est de 3,20% au niveau du MCAAT pour une réalisation financière de 141,22% et de 0% au niveau du MEMP. Au niveau du MCAAT, les ressources ordonnancées (68,149 millions) au titre du premier trimestre de l’année 2014 pour la mise en oeuvre des mesures/actions de cette intervention sont supérieures à celles prévues (48,257 millions). Le choix de cette option n’a pas été motivé par une explication crédible. Ni l’actualisation du PTA, ni un choix politique ne justifient cette dépense. Il y a des risques de penser que le supplément de ressources ainsi mobilisées pourrait servir à d’autres fins. Une mission d’inspection pourrait être diligentée pour faire la lumière sur l’utilisation de ces ressources. Au niveau du MEMP, aucune ressource n’a été ordonnancée pour la mise en oeuvre des mesures/tâches de cette intervention.

**72.** Aussi, cette asymétrie dans l’exécution de ces deux interventions communes aux deux ministères suggère-t-elle une meilleure harmonisation et symbiose afin d’éviter les doubles emplois. Le Secrétariat Technique du Plan Décennal du Développement du Secteur de l’Education (ST/PDDSE) devra oeuvrer pour l’harmonisation des interventions et tâches au niveau des deux ministères.

### 2.3. Niveau de réalisation des interventions de l'OMD 4

73. Les ressources financières affectées aux interventions en faveur de l'OMD 4 ont été ordonnancées à 39,30% pour un taux d'exécution physique de 5,18%. De l'ensemble des interventions de cet OMD, seule l'intervention C relative à la promotion des soins essentiels aux nouveau-nés y compris la réanimation du nouveau-né a connu un début de mise en œuvre. Les mouvements de grève dans l'administration seraient la raison principale de ce niveau d'exécution. Cette raison ne paraît pas pertinente en ce sens que de nombreux autres Ministères ont mieux performé alors qu'ils étaient en face des mêmes difficultés.

**Tableau 12 : Taux d'exécution des interventions de l'OMD 4**

INTERVENTIONS	Taux d'exécution financière	Taux d'exécution physique	
		Base annuelle (cible moyenne 25 %)	Base trimestrielle (cible 100%)
<b>Intervention A</b> : Prévention des pathologies des nouveau-nés	0,00%	0,00%	0,00%
<b>Intervention B</b> : Amélioration du mécanisme de référence des nouveau-nés	0,00%	0,00%	0,00%
<b>Intervention C</b> : Promotion des soins essentiels aux nouveau-nés y compris la réanimation du nouveau-né	53,82%	18,50%	74,00%
<b>Intervention J</b> : mise en place d'un mécanisme de collecte, d'analyse des données du niveau communautaire et du secteur privé	0,00%	0,00%	0,00%
<b>Intervention K</b> : Développement du partenariat avec les mairies et les radios locales pour la mobilisation communautaire et la pérennisation de la MEO des interventions	0,00%	0,00%	0,00%
<b>Intervention L</b> : Renforcement de compétence des RC	0,00%	0,00%	0,00%
<b>Intervention M</b> : Amélioration de l'état nutritionnel des enfants de moins de cinq ans	0,00%	0,00%	0,00%
<b>ENSEMBLE OMD 4</b>	<b>39,30%</b>	<b>5,18%</b>	<b>20,72%</b>

Source : DPP/MS, DCSP-OMD, 2014

### 2.4. Niveau de réalisation des interventions de l'OMD 5

74. Au terme du premier trimestre 2014, les interventions prévues dans le plan d'actions de l'initiative 1000 jours pour accélérer l'atteinte de l'OMD 5 ont enregistré un taux d'exécution physique de 0,96%. Les ressources financières programmées pour le compte du trimestre n'ont pu être consommées qu'à hauteur de 0,12%. Il convient de souligner que seule l'intervention B relative à l'amélioration de la couverture des accouchements assistés a connu un début de mise en œuvre. Globalement, seule la préparation administrative est en cours de réalisation ce premier trimestre.

**Tableau 13 : Taux d'exécution des interventions de l'OMD 5**

INTERVENTIONS	Taux d'exécution financière	Taux d'exécution physique	
		Base annuelle (cible moyenne 25 %)	Base trimestrielle (cible 100%)
<b>Intervention A</b> : Améliorer la disponibilité, l'accès et la qualité des fonctions SONU dans les formations sanitaires et les hôpitaux	0,00%	0,00%	0,00%
<b>Intervention B</b> : Améliorer la couverture des accouchements assistés	0,59%	2,00%	8,00%
<b>Intervention C</b> : Améliorer le taux de couverture en planification familiale	0,00%	0,00%	0,00%
<b>ENSEMBLE OMD 5</b>	<b>0,12%</b>	<b>0,96%</b>	<b>3,84%</b>

Source : DPP/Ministères sectoriels, DCSP-OMD, 2014

### 2.5. Niveau de réalisation des interventions de l'OMD 6

**75.** Les interventions prévues dans le plan d'actions de l'Initiative 1000 jours pour accélérer l'atteinte de l'OMD 6 ont enregistré, au titre du premier trimestre 2014, un taux d'exécution physique de 27,46%, pour un taux de réalisation financière de 2,89%. [Tableau 14].

**76.** Au niveau des interventions visant à enrayer la propagation du VIH/SIDA d'ici 2015, le taux d'exécution financière est de 27,93% et de 17,86% pour la réalisation physique au 31 mars 2014. Les interventions ayant contribué à l'obtention de ce résultat sont celles relatives à la sensibilisation des jeunes à travers l'organisation des journées mondiales de lutte contre le Sida (**intervention B**) et à l'intensification des interventions de lutte contre le Sida en direction des MARP's en contractant des ONG (**intervention D**).

**77.** Pour ce qui est des interventions visant à assurer l'accès aux traitements contre le VIH/SIDA, elles ont enregistré, au titre du trimestre 2014, un taux d'exécution physique de 64,60% et une réalisation financière de 0,54%. Les ressources financières des interventions A (acquisition des médicaments ARV et des médicaments de prise en charge des infections opportunistes pour les PVVIH), celles de B (acquisition des réactifs pour le dépistage du VIH et pour le suivi biologique des PVVIH) et celles de D (recrutement de personnel qualifié pour les sites de prise en charge des PVVIH) non programmées pour le compte du premier trimestre ont été déjà ordonnancées, non pas pour des raisons d'anticipation, mais du fait de l'absence de rigueur dans la programmation financière. Les interventions B et D ont été exécutées à 100% au 31 mars 2014 tandis que l'intervention A a été exécutée à 80%. En l'absence d'argument convainquant pour expliquer cette forte disparité entre taux d'exécution financière et taux d'exécution physique, l'on est tenté de croire que cette forte différence est une conséquence de la surestimation des coûts prévisionnels; les interventions n'ayant pas besoin d'autant de ressources programmées pour être exécutées. Car il est tout à fait incompréhensible d'avoir des taux d'exécution physique à 100% alors que le taux d'exécution financière est en deçà de 1%.

**Tableau 14 : Taux d'exécution des interventions de l'OMD 6**

INTERVENTIONS	Taux d'exécution financière	Taux d'exécution physique	
		Base annuelle (cible moyenne 25 %)	Base trimestrielle (cible 100%)
<b>ENRAYER LA PROPAGATION DU VIH/SIDA</b>			
<b>Intervention A</b> : Organisation de deux campagnes de dépistage du VIH par département et par an en milieu scolaire, universitaire et chez les jeunes déscolarisés	0,00%	0,00%	0,00%
<b>Intervention B</b> : Sensibilisation des jeunes à travers l'organisation des journées mondiales de lutte contre le Sida	68,92%	3,00%	12,00%
<b>Intervention C</b> : Organisation de l'enquête de deuxième génération (ESDG) qui permettra de renseigner tous les indicateurs d'impact liés à l'OMD 6	0,00%	0,00%	0,00%
<b>Intervention D</b> : Intensification des interventions de lutte contre le Sida en direction des MARP's en contractant des ONG	53,31%	43,00%	172,00%
<b>ENSEMBLE ENRAYER PROPAGATION VIH/SIDA</b>	<b>27,93%</b>	<b>17,86%</b>	<b>71,44%</b>
<b>ASSURER L'ACCES AUX TRAITEMENTS CONTRE LE VIH/SIDA</b>			
<b>Intervention A</b> : Acquisition des médicaments ARV et des médicaments de prise en charge des infections opportunistes pour les PVVIH	0,27%	80,00%	320,00%
<b>Intervention B</b> : Acquisition des réactifs pour le dépistage du VIH et pour le suivi biologique des PVVIH	0,59%	100,00%	400,00%
<b>Intervention C</b> : Acquisition des consommables pour le suivi biologique des PVVIH	0,00%	0,00%	0,00%
<b>Intervention D</b> : Recrutement de personnel qualifié pour les sites de prise en charge des PVVIH	25,02%	100,00%	400,00%
<b>ENSEMBLE ASSURER L'ACCES AUX TRAITEMENTS CONTRE LE VIH/Sida</b>	<b>0,54%</b>	<b>64,60%</b>	<b>258,40%</b>
<b>MAITRISER LE PALUDISME ET D'AUTRES GRANDES MALADIES</b>			
<b>Intervention A</b> : Organisation de la campagne de distribution de masse de 2014	1,31%	27,00%	108,00%
<b>Intervention B</b> : Maintien de la distribution de routine aux enfants de moins d'un an	0,00%	0,00%	0,00%
<b>Intervention C</b> : Accès précoce et correct au diagnostic et au traitement des cas de paludisme à tous les niveaux de la pyramide sanitaire	0,00%	0,00%	0,00%
<b>Intervention D</b> : Réalisation en 2014 de l'enquête d'incidence, de prévalence et de mortalité liée à la tuberculose dans la population générale	0,00%	0,00%	0,00%

INTERVENTIONS	Taux d'exécution financière	Taux d'exécution physique	
		Base annuelle (cible moyenne 25 %)	Base trimestrielle (cible 100%)
<b>Intervention E</b> : Rendre fonctionnel l'état civil pour disposer des données fiables sur les décès dus à la tuberculose au sein de la population	0,00%	0,00%	0,00%
<b>Intervention F</b> : Détection précoce de toutes les formes de tuberculose et un accès rapide au dépistage et au traitement en particulier aux cas de tuberculose à frottis positifs	1,79%	17,00%	68,00%
<b>Intervention G</b> : Acquisition chaque année de médicaments antituberculeux de 1 <sup>ère</sup> et 2 <sup>ème</sup> ligne pour le traitement des patients tuberculeux	0,00%	0,00%	0,00%
<b>Intervention H</b> : Formation/recyclage chaque deux ans des prestataires des centres diagnostic de la tuberculose	0,00%	0,00%	0,00%
<b>Intervention I</b> : Réhabilitation des salles d'hébergement, de soins et des laboratoires de certains centres de diagnostic et les magasins de stockage des médicaments antituberculeux de niveau intermédiaire du programme	0,00%	0,00%	0,00%
<b>ENSEMBLE MAITRISER LE PALUDISME ET AUTRES GRANDES MALADIES</b>	<b>1,49%</b>	<b>6,80%</b>	27,20%
<b>ENSEMBLE OMD 6</b>	<b>2,89%</b>	<b>27,46%</b>	109,84%

Source : DPP/Ministères sectoriels, DCSP-OMD, 2014

**78.** En ce qui concerne les interventions visant la maîtrise du paludisme et autres grandes maladies, elles ont enregistré un taux d'exécution financière de 1,49% pour une réalisation physique de 6,80%.

**79.** Globalement, les performances du Ministère de la Santé au premier trimestre sont très faibles. Même les transferts en direction des structures sous tutelle telles que les CHD (Ouémé Plateau) par exemple ne sont pas encore notifiés aux bénéficiaires, ce qui montre qu'ils ont été tardivement exécutés. Le risque que les services offerts aux populations en pâtissent est élevé. Un Ministère qui mobilise à lui tout seul trois OMD ne saurait végéter dans une telle torpeur. La raison évoquée quant à l'effet des grèves n'est pas suffisante, étant donné que la grève a affecté tous les secteurs, mais des niveaux d'exécution acceptables ont été observés dans les autres Ministères. L'on pourra s'interroger sur le niveau d'adhésion des acteurs de ce Ministère aux interventions «1000 jours». Au cours de la rédaction de ce rapport de suivi, il est revenu de constater que la validation du PTA intégré du Ministère n'est intervenu qu'à la fin de mars, voire le début du mois d'avril. Ceci pourrait compromettre une mise en oeuvre diligente des interventions en lien avec la sphère de la santé. Toutes ces raisons appellent à un leadership porté à un haut niveau afin de repreciser l'importance des interventions «1000 jours». De plus, le fait que la plupart des OMD soit réalisée sur fond extérieur directement gérés par des coordonnateurs de projet, limite la traçabilité financière et le suivi physique des réalisations. Les partenaires qui appuient le Ministère de la Santé doivent aider à assurer l'exhaustivité du budget du Ministère, seul gage d'un suivi efficace des interventions.



## 2.6. Niveau de réalisation des interventions de l'OMD 7

80. Le taux d'exécution physique des interventions prévues dans le plan d'actions de l'Initiative 1000 jours pour accélérer l'atteinte de l'OMD 7 est de 20,74% au 31 mars 2014 pour 51,51% d'exécution financière essentiellement portée par le secteur de l'eau. Les interventions prévues dans le plan d'actions de l'Initiative 1000 jours relatives à l'assainissement de base ne sont pas prises en charge par les ministères sectoriels concernés au cours de ce premier trimestre. Ce fort taux d'exécution financière s'explique aussi par le fait que plusieurs Ministères de ce secteur dont le MTPT, le MUHA et le MERPMEDER ont effectué des paiements de dette au titre de livraison reçue dans le cadre de l'intervention en question l'année dernière. La réalisation physique étant donc plutôt observée l'année précédente. Ce type de programmation crée un effet d'optique donnant l'impression que les interventions sont exécutées, mais dans la réalité il ne s'agit que d'illusion car les dépenses effectuées concernent des réalisations physiques imputables à l'année précédente et pas à de nouveaux investissements. Il s'agit vraisemblablement d'une mauvaise programmation, car les interventions «1000 jours» ne doivent concerner que de nouveaux investissements et non des paiements de décomptes à titre de régularisation.

Tableau 15 : Taux d'exécution de l'OMD 7

SECTEUR	Taux d'exécution financière	Taux d'exécution physique	
		Base annuelle (cible moyenne 25 %)	Base trimestrielle (cible 100%)
Routes et transport	3,30%	8,02%	32,08%
Environnement et cadre de vie	53,80%	23,78%	95,12%
Eau	121,84%	18,10%	72,40%
Assainissement de base	-	-	-
Energie	11,65%	38,20%	152,80%
<b>ENSEMBLE OMD 7</b>	<b>51,51%</b>	<b>20,74%</b>	<b>82,96%</b>

Source : DPP/Ministères sectoriels, DCSP-OMD, 2014

81. Au niveau des routes et des transports, la mise en oeuvre des mesures/actions identifiées pour les différentes interventions a permis d'atteindre un taux d'exécution physique de 8,02% pour une réalisation financière de 3,30%. L'intervention relative à l'aménagement à court terme de huit sites de transport fluvio-lagunaires et dont la mise en oeuvre relève du ministère en charge de l'économie maritime a été exécutée à 27,50% pour une réalisation financière de 0%. Les interventions relevant du ministère en charge des travaux publics ont été exécutées à 12,15% pour une réalisation financière de 3,30% [voir Tableau 15].

82. Ce faible niveau de réalisation financière au niveau du MTPT, est lié à plusieurs fortes contraintes spécifiques en lien avec la nature des interventions et des autres acteurs.

83. Il se pose essentiellement au MTPT deux problèmes. Premièrement, celui relatif au versement de la contrepartie nationale qui fait généralement défaut et qui risque dans le cas de la construction de 15 ponts métalliques, de faire perdre 1 milliard de FCFA au Bénin d'ici fin août 2014. Dans ce cadre, une communication conjointe du MEF et du MTPT est en préparation pour informer le Conseil des Ministres. Deuxièmement, la reprise des procédures d'appel d'offre qui se sont révélées infructueuses prend du temps et constitue une contrainte quant à l'accélération des interventions. La DNCMP doit être instruite afin de réagir avec célérité sur tous les dossiers du MTPT.

**Tableau 16: Taux d'exécution des interventions du MTPT et MEMIP**

INTERVENTIONS	Taux d'exécution financière	Taux d'exécution physique	
		Base annuelle (cible moyenne 25 %)	Base trimestrielle (cible 100%)
<b>ROUTES ET TRANSPORT</b>			
<b>Intervention A</b> : Réhabilitation de 10.300 km de pistes rurales dans toutes les communes du Bénin sauf Cotonou	4,36%	11,00%	44,00%
<b>Intervention B</b> : Acquisition et installation de 15 ponts métalliques dans diverses localités du Bénin	0,00%	12,00%	48,00%
<b>Intervention C</b> : Poursuivre et achever le désenclavement des localités de So-Ava, Grand-Popo et Aguégus		10,00%	40,00%
<b>Intervention D</b> : Aménagement et bitumage de la route Akassato-Bohicon	2,17%	15,00%	60,00%
<b>Total MTPT</b>	<b>3,30%</b>	<b>12,15%</b>	<b>48,60%</b>
<b>Intervention E &amp; F</b> : Huit sites de transport fluvio-lagunaire aménagés à court-terme	–	27,50%	110,00%
<b>Total MEMIP</b>	–	<b>27,50%</b>	<b>110,00%</b>
<b>ENSEMBLE ROUTES ET TRANSPORTS</b>	<b>3,30%</b>	<b>8,02%</b>	<b>32,08%</b>

Source : DPP/Ministères sectoriels, DCSP-OMD, 2014

**84.** Pour ce qui est de l'environnement et du cadre de vie, le taux d'exécution physique s'établit à 23,78% au premier trimestre 2014 avec un taux de réalisation financière de 53,80% , ce dernier étant essentiellement porté par le MUHA.

**85.** La réalisation financière des interventions, dont la mise en oeuvre a été assurée par le Ministère en charge de l'Urbanisme, est de 57,09% pour une réalisation physique de 29,55% (base prévision annuelle). Ce fort taux d'exécution financière au niveau du MUHA s'explique par la prépondérance des ressources extérieures. Celle du ministère en charge de l'Environnement est de 0% pour une réalisation physique de 5,50%. La faible réalisation financière enregistrée au niveau du Ministère de l'Environnement et celui de l'Urbanisme (hors ressources extérieures ce taux plafonne à 3%) est essentiellement liée au retard dans la mise en place des acteurs de la chaîne des dépenses publiques (DRFM, DPP, Régisseurs), qui n'est intervenue qu'au cours du mois de mars 2014.

**86.** L'intervention relative à l'amélioration du système de drainage des eaux dans les principales villes au niveau du MUHA illustre bien l'importance des ressources extérieures dans l'atteinte des OMD. Pour ce cas précis, les ressources extérieures sont plus de cinq fois supérieures à la contrepartie nationale. Cependant, les actions doivent être menées pour une prise en compte effective de ces ressources au niveau du SIGFIP en vue d'assurer l'exhaustivité du Budget de l'Etat.

**Tableau 17 : Taux d'exécution des interventions du MUHA et MECGCCPRNF**

INTERVENTIONS	Taux d'exécution financière	Taux d'exécution physique	
		Base annuelle (cible moyenne 25 %)	Base trimestrielle (cible 100%)
<b>Environnement et Cadre de vie</b>			
<b>Intervention A</b> : Intensification des actions de reboisement	0,00%	5,50%	22,00%
<b>Intervention B</b> : Amélioration du système de drainage des eaux dans les principales villes	67,11%	38,00%	152,00%
<b>Intervention C</b> : Amélioration du système de gestion des déchets solides et des eaux usées	3,29%	14,00%	56,00%
<b>Intervention D</b> : Promotion de l'offre de logements à moindre coût au plus grand nombre	87,51%	13,50%	54,00%
<b>ENSEMBLE ENVIRONNEMENT &amp; CADRE DE VIE</b>	<b>53,80%</b>	<b>23,78%</b>	<b>95,12%</b>

Source : DPP/Ministères sectoriels, DCSP-OMD, 2014

**87.** En ce qui concerne les interventions dans le secteur de l'eau, elles ont enregistré une réalisation financière de 145,04% pour un taux d'exécution physique de 18,10% [Tableau 17]. L'écart observé entre la réalisation financière et l'exécution physique résulte du fait que des crédits au niveau du MERPMEDER ont été délégués et transférés vers les structures déconcentrées et décentralisées au cours du premier trimestre, alors que les réalisations physiques ne sont pas encore enregistrées au niveau des mairies et des structures déconcentrées.

**88.** Il faut signaler que les ressources financières de l'intervention A, relative à «l'augmentation du nombre de points d'eau principalement dans les départements à faible taux d'accès avec une attention accrue sur la réduction des disparités intra-communales et les zones hydro géologiquement difficiles et une préservation des acquis dans les régions déjà loties» et non programmée pour le compte du premier trimestre 2014 ont été ordonnancées à hauteur de 350,00 millions de FCFA, soit 23,91%<sup>4</sup> au cours du premier trimestre 2014, sans aucune exécution physique. L'intervention relative au «renforcement du système d'information et de suivi-évaluation et celle relative à la sécurisation de l'énergie électrique pour la production et la distribution de l'eau» ne sont pas prises en compte au budget, exercice 2014.

<sup>4</sup> Ce taux est calculé sur la base de la programmation financière du second trimestre 2014 en rapportant le montant ordonnancé au premier trimestre 2014 au montant programmé pour le second semestre de la même année

**Tableau 18 : Taux d'exécution des interventions du secteur de l'eau**

INTERVENTIONS	Taux d'exécution financière	Taux d'exécution physique	
		Base annuelle (cible moyenne 25 %)	Base trimestrielle (cible 100%)
<b>Intervention A</b> : Augmentation du nombre de points d'eau principalement dans les départements à faible taux d'accès avec une attention accrue sur la réduction des disparités intra-communales et les zone hydro géologiquement difficiles et une préservation des acquis dans les régions déjà loties	-	0,00%	0,00%
<b>Intervention B</b> : Accélération de la mise en œuvre de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE)	0,00%	0,00%	0,00%
<b>Intervention C</b> : Renforcement des capacités des communes en tant que maître d'ouvrage et leurs partenaires clés	0,00%	65,00%	260,00%
<b>Intervention D</b> : Renforcement du système d'information et de suivi-évaluation	-	0,00%	0,00%
<b>Intervention E</b> : Renforcement des systèmes d'alimentation en eau potable en milieu urbain et périurbain	177,40%	5,00%	20,00%
<b>Intervention F</b> : Amélioration de l'accès des couches défavorisées de la population urbaine et périurbaine à l'eau par les branchements à coûts réduits	0,00%	53,00%	212,00%
<b>Intervention G</b> : sécurisation de l'énergie électrique pour la production et la distribution de l'eau	-	0,00%	0,00%
<b>ENSEMBLE EAU</b>	<b>145,04%</b>	<b>18,10%</b>	<b>72,40%</b>

**Source** : DPP/MERPMEDER, DCSP-OMD, 2014

**89.** Pour les interventions du secteur de l'énergie, elles ont enregistré un taux d'exécution physique de 38,20% pour une réalisation financière de 11,65%. Les ressources financières de l'intervention relative à la promotion de l'accès des ménages aux équipements de cuisson à gaz programmée pour le compte du second trimestre ont été ordonnancées à hauteur de 15,86%<sup>5</sup> au cours du premier trimestre 2014 pour une réalisation physique de 50%.

<sup>5</sup> Ce taux est calculé sur la base de la programmation financière du second trimestre 2014 en rapportant le montant ordonnancé au premier trimestre 2014 au montant programmé pour le second semestre de la même année

**Tableau 19 : Taux d'exécution des interventions du secteur de l'énergie**

INTERVENTIONS	Taux d'exécution financière	Taux d'exécution physique	
		Base annuelle (cible moyenne 25 %)	Base trimestrielle (cible 100%)
<b>Intervention A</b> : Développement de l'électrification rurale	0,00%	40,00%	160,00%
<b>Intervention B</b> : Développement du réseau de distribution de l'électricité en zone urbaine	11,55%	10,00%	40,00%
<b>Intervention C</b> : Promotion de l'accès des ménages aux équipements de cuisson à gaz	15,86%	50,00%	200,00%
<b>Intervention D</b> : Promotion de l'accès des ménages aux foyers améliorés	53,14%	20,00%	80,00%
<b>ENSEMBLE ENERGIE</b>	<b>11,65%</b>	<b>38,20%</b>	<b>152,80%</b>

Source : DPP/MERP MEDER, DCSP-OMD, 2014

**Tableau 20 : Synthèse des contraintes spécifiques au MTPT**

Interventions	Contraintes
Intervention A Réhabilitation de 10. 300 km de pistes rurales dans toutes les communes du Bénin sauf Cotonou	<p>La contrepartie nationale doit être transférée sur le compte spécial du fonds routier avant le 31 décembre 2014. La lettre de saisine à cet effet est en cours de transmission au MEF. La part du partenaire (Pays-Bas) est versée et l'activité se mène déjà sur le terrain.</p> <p>Communes bénéficiaires identifiées ; DAO lancés. Il reste cependant la contrepartie nationale à charger à 100% pour favoriser l'accélération des travaux.</p>
Intervention B Acquisition et installation de 15 ponts métalliques dans diverses localités du Bénin	<p>Trois appels d'offres sont passés. La sélection des entreprises qui doivent réaliser les appuis pour ponts restée infructueuse (prix hors norme) et donc reprise du DAO, ce qui prendra en moyenne 2 ou 3 mois encore en temps normal ; à moins que des instructions soient données à la DNCMP pour une procédure d'urgence qui, dans ce cas précis, s'avère indispensable.</p> <p>Afin de débloquer sa part de financement évaluée à 1 milliard destinée à commander les ponts métalliques, la KFW attend que le Gouvernement béninois réalise les appuis au plus tard le 31 août, donc nécessité d'engager une procédure d'urgence à la DNCMP, ceci engendre la perte de ce don qui n'est pas reconductible. Le Bénin ayant déjà bénéficié d'un prolongement de délai.</p> <p>Afin de réaliser les appuis avant le 31 août, le MTPT a initié une communication (conjointe MTPT et MFE<sup>6</sup>) pour autorisation de paiement d'avance spéciale de 70% aux entreprises adjudicataires.</p>

<sup>6</sup> Au 11 juin 2014, la Communication attend toujours l'avis du Ministre de l'Economie et des Finances.

Interventions	Contraintes
<p>Intervention C Poursuite et achever le désenclavement des localités de So-Ava, Grand-Popo et Aguégus</p>	<p>Projet initié depuis 2010, avec un don de 200 millions de l'UEMOA après les inondations que le Bénin a connues dans la même année (Ablo à Grand Popo ; Aguégus ; So-Ava).</p> <p>Le projet est resté sans suite du fait de l'absence de déblocage du complément sur budget national. La difficulté réside dans le choix des Directions départementales pour la réalisation des travaux ; ce choix revient moins cher à l'Etat ; la DNCMP s'y est opposé arguant qu'il s'agit d'une procédure irrégulière.</p> <p>Un relevé du CM a demandé la réalisation en régie par transfert des ressources au profit des directions qui pourront réaliser les travaux mais toujours en respect des dispositions de la DNCMP. Ces contradictions apparentes sont en cours d'examen et une rencontre avec la DNCMP, la SG/PR, le CF pourra mettre de trouver une solution rapide à la situation.</p>

## IV. ENSEIGNEMENTS TIRÉS DES PERFORMANCES ENREGISTRÉES AU PREMIER TRIMESTRE 2014

90. Dans le souci de mieux corroborer les arguments justifiant les écarts enregistrés entre les niveaux des exécutions financière et physique, des investigations approfondies ont été faites sur le terrain auprès de certains acteurs impliqués dans la gestion et la mise en oeuvre des actions «1000 jours». Ces acteurs sont notamment, les DPP, les DRFM, les Coordonnateurs de Projet, les Maires, les Receveurs-percepteurs, les Directeurs de collèges et d'écoles, les Directeurs départementaux, les Chefs de Circonscription Scolaire, les Directeurs d'hôpitaux, les Coordonnateurs de zone sanitaire, etc. Différentes opinions sont exprimées tant au niveau central, déconcentré que décentralisé pour justifier les écarts enregistrés entre les taux de réalisation financière et ceux de réalisation physique.

### 1. Au niveau Central

#### 1.1. Au titre de l'écart entre réalisation financière et physique

91. Six arguments essentiels sont exprimés pour expliquer les écarts enregistrés entre les niveaux d'exécution financière et physique. Il s'agit de :

- i. l'imposition faite par la lettre de notification de crédit, de faire les transferts de toutes les ressources aux entités déconcentrées et décentralisées courant le premier trimestre ;
- ii. l'affectation, par les ministères en application du principe 80-20, de faibles pondérations aux tâches considérées comme «préparation administrative» (TdR, Plan de consommation de crédit, DAO, etc.) et de transfert qui ont essentiellement lieu au cours du premier trimestre ;
- iii. l'exécution d'interventions non programmées au titre du premier trimestre au niveau de certains ministères (MESFTPRIJ, MEMP, MCAAT) ;
- iv. paiements de dettes effectués pour la régularisation des livraisons reçues au titre de l'année dernière dans certains Ministères (MEMP, MTPT, MUHA, MERPMEDER) ;
- v. l'utilisation des Ordres de Paiements (OP) domiciliés dans les comptes au Trésor Public.

92. Une analyse couplée des données factuelles et des opinions exprimées au niveau central permet de réfuter certains arguments relatifs :

- (i) aux paiements des dettes de l'année antérieure qui est, entre autres, la conséquence d'une mauvaise programmation et d'un détournement des ressources de leurs destinations privilégiées. Cette situation est surtout rendue possible par le fait que les dépenses dans le SIGFIP ne se font pas par activité mais par chapitre de dépenses ; ceci permet aux DRFM de prendre les ressources destinées aux dépenses sociales prioritaires pour exécuter des «dépenses non OMD», donc non sociales prioritaires;
- (ii) à l'utilisation des ordres de paiement (OP). Les frais de missions, carburant et perdiem ne représentant pas une part importante des dépenses d'investissement, il n'est donc pas exact de justifier les niveaux d'exécution financière très élevé par les OP. Cette pratique porte un risque de diversion de ressources, que des missions d'inspection pourront élucider.

## 1.2. Au titre des interventions/Mesures/Tâches/Actions non exécutées

**93.** Les opinions exprimées par les acteurs justifient la non mise en oeuvre de certaines interventions. Il s'agit du fait que :

- (i) le premier trimestre est généralement un trimestre de préparation administrative ;
- (ii) plusieurs tâches relevant de la préparation administrative sont réalisées pour faciliter le démarrage effectif des activités qui connaîtront un début de réalisation dès le second trimestre ;
- (iii) le lancement du Budget Général de l'Etat à mi-février et la notification des transferts aux structures décentralisées (Mairies) à fin avril expliquent en partie la non-exécution de certaines activités ;
- (iv) les procédures contraignantes de passation des marchés et/ou des dossiers d'appel d'offre infructueux sont à l'origine de la non-exécution de certaines activités.
- (v) plusieurs projets ou Ministères (MECGCCRPNF, MUHA, MAEP) n'ont pas pu avoir en place les acteurs de la chaîne de dépenses, notamment les DRFM et les Régisseurs, ce qui au cours du premier trimestre a sérieusement entravé leur capacité d'action.

**94.** Une analyse de ces opinions exprimées par les acteurs sur le terrain permet de comprendre la non réalisation des tâches relatives à la mise en oeuvre de certaines interventions mais elles ne justifient pas la non programmation pour 2014 des actions prévues dans le plan d'actions.

## 1.3. Au titre des fortes contraintes

**95.** De fortes contraintes ont globalement limité la mise en oeuvre de l'Initiative 1000 jours pour les OMD au premier trimestre 2014. Il s'agit de la non libération à temps de la contrepartie nationale sur les interventions cofinancées avec les partenaires d'une part et des procédures complexes en lien avec la passation des marchés publics d'autre part.

## 1.4. Observations spécifiques

**96.** Le faible taux d'exécution financière au niveau du Ministère des Travaux Publics et des Transports est lié à plusieurs fortes contraintes spécifiques en lien aussi bien avec la nature des interventions que des autres acteurs.

**97.** Il se pose essentiellement au MTPT deux problèmes. Premièrement, le versement de la contrepartie ou la prise en charge de la partie nationale qui fait généralement défaut et qui risque dans le cas de la construction de 15 ponts métalliques<sup>7</sup> de faire perdre 1 milliard de FCFA au Bénin si d'ici fin août des actions hardies ne sont pas menées pour remédier aux défaillances. Deuxièmement, la reprise des procédures d'appel d'offre qui se sont révélées infructueuses prend du temps et constitue une contrainte quant à l'accélération des interventions. La Direction Nationale de Contrôle des Marchés Publics (DNCMP) doit pouvoir être mise à contribution dans ce dernier cas.

**98.** Les faibles taux de réalisation financière (sur ressource nationale) au MUHA s'expliquent par une forte composante de ses activités qui sont exécutées sur ressources extérieures et qui n'ont aucune traçabilité dans le SIGFIP. En complément de cette cause, ce Ministère avec le Ministère en charge de l'Environnement ont installé les acteurs sectoriels de la chaîne de dépense (DRFM et Régisseurs) seulement courant mars-avril, ce qui a davantage plombé leur niveau d'activités.

<sup>7</sup> Ces ponts sont à installer sur les tronçons : Bassila-Adjimon (Bassila) ; Perma-Tchoumi Tchoumi (Natitingoun) ; Dunkassa-Kalalé (Kalalé) ; Bérubouay-Yara (Bembèrèkè) ; Kouandé-Guilmaro (Kouandé) ; Sèkèrè-Souédarou (Bembèrèkè) ; Aguiakpa-Ayahouta (Zè) ; Houmbo-Djèdjè-Sokou (Ifangni) ; Ouèdèmè-Azinzonsa (Lokossa) ; Agondogoui-Gougouta (Aplahoué) ; Kpakpamè-Agbankpodji (Zakpota) ; Dovi Dovè-Sagon (Zangnanado) ; Sagon-Tévèdji (Ouinhi) ; Sèto-Gbadagba (Djidja)



## 2. Au niveau déconcentré

**99.** Le niveau déconcentré concerne essentiellement les directions départementales, les circonscriptions scolaires, les coordinations de zone. La première observation faite est la quasi absence du suivi des ressources transférées. L'absence de suivi observé concerne aussi bien la non compatibilité des ressources transférées aux besoins exprimés et avec la politique du Gouvernement, mais aussi et surtout une absence quasi-totale de suivi dans l'exécution des ressources transférées. Cette absence de suivi met à mal l'appréciation des progrès réalisés.

**100.** Ainsi, face déjà à l'insuffisance des ressources transférées par rapport aux besoins réels où la meilleure stratégie est de les rationaliser au mieux, l'absence de suivi vient aggraver davantage les conséquences liées à l'insuffisance des ressources transférées. Donnant ainsi la possibilité aux gestionnaires de ces crédits d'en disposer selon leur désidérata et de justifier du très faible niveau de réalisation par leur insuffisance. Par conséquent, l'absence de suivi associée à l'insuffisance des ressources transférées sont des facteurs propices à la diversion et au détournement des ressources.

**101.** Les ressources transférées aux structures déconcentrées pour les besoins d'investissement ne sont souvent perçues par les recettes-perceptions qu'en fin mars ; ceci compromet dangereusement la réalisation des interventions de l'Initiative 1000 jours pour la réalisation des OMD dans les structures déconcentrées.

**102.** Ce retard dans l'exécution des activités qui n'est pas seulement l'apanage des structures déconcentrées, risque de réduire de deux trimestres (2014 et 2015) ), soit de 180 jours la durée effective d'exécution du plan d'actions de l'Initiatives 1000 jours pour les OMD. Par conséquent, la contribution de l'initiative à l'atteinte des OMD se trouvera ainsi significativement réduite.

**103.** Par ailleurs, le rôle et l'importance des coordonnateurs de zones sanitaires restent encore à être clarifiés par le Ministère de la Santé. Les coordonnateurs de zones sont pour la plupart des médecins appelés à des tâches administratives. La situation est pareille au niveau des Directions Départementales de la Santé. Cet état de choses détourne le médecin de sa fonction première, privant ainsi les hôpitaux béninois de compétences nécessaires pour l'administration des soins aux patients.

## 3. Au niveau décentralisé

**104.** La prise en charge de l'Initiative 1000 jours au niveau décentralisé par les Mairies se fait à travers les transferts de ressources du FADEC et l'initiative de Dogbo.

**105.** Selon les déclarations reçues de certaines Mairies lors du passage de nos équipes de collecte d'informations, il ressort que les populations n'ont pas encore bien compris l'Initiative de Dogbo et émettent assez de réserves par rapport à leur contribution. Les arguments que celles-ci avancent souvent vont de la culture de l'impunité à l'absence de reddition de compte et à la corruption qui gangrène certaines de nos administrations. Ainsi, elles estiment ne pas être prêtes à consentir le sacrifice tant que ces maux vont continuer à inhiber les efforts de construction de la Nation béninoise.

**105.** Trois Ministères ont globalement transféré des ressources aux communes. Il s'agit des Ministères en charge de l'Enseignement Primaire, de l'Eau et de la Santé. Les transferts du Ministère de l'Agriculture n'ont pas été effectués jusqu'à fin mars 2014 et ceux du Ministère en charge de l'Enseignement Secondaire aux communes à statut particuliers sont à ce jour non effectués ou non notifiés aux communes. Par ailleurs, certaines communes (Dassa-Zoumé) n'ont pas encore obtenu le transfert du Ministère de la Santé à cette date.

**107.** Nonobstant les principes de transferts de ressources aux communes, certains ministères sectoriels (santé, eau, enseignement secondaire) continuent de réaliser des projets directement sur les territoires des Communes parfois sans se référer au conseil communal, prétendant que ces interventions relèvent d'anciens projets/programmes. Cette pratique pose de véritables problèmes de transferts de compétence et surtout de suivi des chantiers ouverts. Théoriquement, l'implication du bénéficiaire dans le suivi, le rend plus efficace. Le statut d'ordonnateur du budget de certaines interventions dans les communes, détenu toujours par certains Ministères, affaiblit la portée et l'influence du suivi des autorités communales. Les entrepreneurs ayant gagné les marchés accordent plus d'importance aux injonctions de l'entité ordonnatrice de budget du projet pour lequel ils sont retenus. L'efficacité dans le suivi et le contrôle des interventions est ainsi intimement liée au niveau de transfert des compétences.

**108.** Le suivi de l'exécution des transferts réalisés au profit des Mairies est aussi quasi absent, malgré l'existence formelle de deux niveaux de suivi. Le premier par lequel les Maires doivent rendre compte au Préfet qui ensuite compile les informations et les transfère aux Ministères concernés, et le deuxième qui s'inscrit comme une activité du Comité National des Finances Locales (CONAFIL). La mise en oeuvre timide de ces niveaux de suivi est préjudiciable à la bonne exécution des transferts, à l'appréciation des progrès et à la définition de nouvelles stratégies. L'on note aussi que l'absence de suivi est un handicap à la consommation des ressources transférées. Ainsi, des transferts réalisés en 2013 ne sont pas toujours consommés, alors que des interventions en lien avec le FADEC 2011, 2012 et 2013 sont toujours en cours en 2014. L'absence donc de suivi prive aussi les acteurs concernés par l'exécution des transferts d'un cadre de réflexion stratégique en vue d'apporter des solutions aux difficultés et aux préoccupations en lien avec la mise en oeuvre des transferts.

## V. PROPOSITION DE RECOMMANDATIONS

**109.** Au regard de l'analyse de la mise en œuvre du plan d'actions, au cours du premier trimestre, un certain nombre de recommandations se dégagent. Il s'agit de façon générale de :

- i) prendre des mesures afin de lancer le Budget Général de l'Etat au plus tard mi-janvier de chaque année;
- ii) mettre à disposition déjà en début octobre d'une année T donnée, les informations budgétaires sur les transferts et subventions de l'année T+1 au profit des structures décentralisées et déconcentrées afin de leur permettre d'affiner leurs prévisions budgétaires;
- iii) renforcer les capacités des acteurs sur la méthodologie de calcul des taux de réalisation physique et sur l'utilisation de l'application conçue pour le suivi de la mise en œuvre des actions de l'Initiative 1000 jours ;
- iv) faire valider les PTA intégrés des Ministères clés OMD au plus tard fin janvier ;
- v) réorganiser le calendrier sectoriel de discussion et d'arbitrage budgétaire afin de disposer au plus tard, courant premier trimestre de l'année en cours les besoins en ressources des structures déconcentrées pour l'année suivante ;
- vi) prendre les dispositions afin d'avoir en place tous les acteurs sectoriels de la chaîne PPBS avant l'entrée en vigueur du PTA.

**110.** De façon spécifique et dans la perspective d'améliorer aussi bien les taux d'exécution financière que physique au cours des trimestres à venir, il faut :

- i) prendre des mesures afin de réduire le délai entre le chargement des crédits sur le SIGFIP (DGB) et la matérialisation de la mise à disposition des ressources au niveau du compte des Ministères et autres structures (DGTCP) ;
- ii) mettre en place un système de suivi efficace et de reddition de compte afin de suivre et de contrôler l'exécution des transferts/subventions. Ce système au niveau des Ministères sectoriels doit être intégré et concerner toutes les structures bénéficiant de ressources publiques. Les données factuelles démontrent une perte de contrôle total des Directions centrales des Ministères sur l'exécution des ressources transférées aux structures déconcentrées ou sous tutelle. Au niveau des structures décentralisées, notamment les mairies, le système de reddition trimestrielle des comptes qui implique une centralisation des informations au niveau des Préfectures puis ensuite à l'attention des Ministères sectoriels concernés doit de nouveau être activé ainsi que celui relatif au Comité National des Finances Locales (CONAFIL). L'activation et l'efficacité de ces différents systèmes de suivi devraient améliorer l'efficacité dans la gestion des ressources transférées. Les Ministères sectoriels clés OMD, le Ministère en charge de la Décentralisation et le CONAFIL doivent davantage s'engager à cet effet.
- iii) réaliser un PTA intégré et un système de suivi évaluation intégré, actualisable chaque mois au niveau de tous les Ministères clés OMD.
- iv) prendre les dispositions idoines afin de mettre à disposition toutes les contreparties nationales concernées par les interventions OMD (MEF et Ministères sectoriels concernés).
- v) organiser des séances de travail périodiques entre la Direction Nationale du Contrôle des Marchés Publics (DNCMP), la Direction Générale du Budget (DGB), le Contrôle Financier (CF) et la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP) afin de discuter des problèmes spécifiques des Ministères en termes de mobilisation de ressources et de marchés publics et d'apporter des solutions adaptées aux différents problèmes identifiés.

**111.** Outre ces recommandations, la mission de suivi des réalisations physiques a identifié des contraintes limitantes qui peuvent compromettre le progrès ou la position du Bénin dans un certain nombre d'OMD, notamment dans l'agriculture (OMD1), l'éducation pour tous (OMD2) et l'équité genre (OMD3). Ces secteurs nécessitent une priorité relative en termes de mise à disposition des ressources financières. En effet, en l'absence de disponibilité des ressources mobilisées en faveur des semences, c'est toute la campagne agricole qui est ainsi menacée, maintenant ainsi un risque énorme sur la sécurité alimentaire et la lutte contre la faim. De même, lorsque les subventions en direction des écoles sont insuffisantes par rapport au besoin, c'est toute la politique de l'éducation pour tous et la parité dans l'enseignement entre garçons et filles qui sont ainsi mises en danger.

# CONCLUSION

**112.** Suite à l'appel du Secrétaire Général des Nations Unies en faveur d'actions urgentes et prioritaires pour l'atteinte des OMD, le Gouvernement de la République du Bénin s'est impliqué fortement dans l'opérationnalisation de l'initiative par l'adoption d'un plan d'actions ciblées, étendu sur le biennal 2014-2015.

**113.** La mise en œuvre diligente et efficace de ce plan permettra d'atteindre ou d'approcher un grand nombre de cibles des OMD.

**114.** L'analyse des différents rapports de la programmation et de l'exécution des tâches pour le compte du premier trimestre 2014, réalisée par le MPR/CP-OMD-ODD, révèle cependant la primauté accordée à certaines interventions contenues dans ce plan mais non programmées pour la période considérée ainsi que de grandes disparités dans l'exécution des interventions programmées.

**115.** Un montant total de 43 894,24 millions FCFA ont été ordonnancés au premier trimestre de l'année 2014 sur une dotation budgétaire de 76 551,03 millions FCFA prévue pour le premier trimestre, soit environ un taux d'exécution financière de 57,34% pour un taux d'exécution physique de 19,15%.

**116.** Au regard de ces résultats mitigés, il est important que sous le leadership de chaque Ministre sectoriel, les interventions/mesures/activités/tâches/actions prévues dans le document du plan d'actions de l'Initiative 1000 jours soient menées de façon hardie avec un esprit de suite appuyé par une culture du suivi et de la collecte de l'information statistique.

## ANNEXE 1 : Structures consultées et rencontrées dans le cadre de la rédaction du rapport de suivi

<b>Ministères</b>
MINISTERE DE LA SANTE
MINISTERE DE L'ENERGIE, DES RECHERCHES PETROLIERES ET MINIERES, DE L'EAU ET DU DEVELOPPEMENT DES ENERGIES RENOUVELABLES
MINISTERE DE LA CULTURE, DE L'ALPHABETISATION, DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME
MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE
MINISTERE CHARGE DE LA MICROFINANCE, DE L'EMPLOI DES JEUNES ET DES FEMMES
MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES TRANSPORTS
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT CHARGE DE LA GESTION DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES, DU REBOISEMENT ET DE LA PROTECTION DES RESSOURCES NATURELLES ET FORESTIERES
MINISTERE DE L'URBANISME, DE L'HABITAT ET DE L'ASSAINISSEMENT
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT MATERNEL ET PRIMAIRE
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE, DE LA FORMATION TECHNIQUE ET PROFESSIONNELLE, DE LA RECONVERSION ET DE L'INSERTION DES JEUNES
MINISTRE DE L'ECONOMIE MARITIME ET DES INFRASTRUCTURES PORTUAIRES
<b>Structures déconcentrées</b>
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA SANTE BORGOU-ALIBORI
CIRCONSCRIPTION SCOLAIRE PARAKOU 1
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA SANTE ZOU-COLLINE
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE ZOU-COLLINE
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ZOU-COLLINE
CIRCONSCRIPTION SCOLAIRE DE KETOU
RECETTE DES FINANCES BORGOU ALIBORI
RECETTE-PERCEPTION PARAKOU

<b>Structures décentralisées</b>
MAIRIE DE PARAKOU
MAIRIE D'ABOMEY
MAIRIE D'ALLADA
MAIRIE DE TCHAOUROU
MAIRIE DE PORTO-NOVO
MAIRIE DE DASSA
<b>Autres structures</b>
CEG OKEDEMA – PARAKOU
EPP BORAROU – PARAKOU
EPP WOROGUI A – TCHAOUROU
HOPITAL DE ZONE SAVE – OUESSE
LYCEE DES JEUNES FILLES HOUFFON - ABOMEY
CHD – ZOU COLLINE
CEG WANDO (DOWA) – PORTO NOVO
CHD – OUEME PLATEAU
FONDS NATIONAL DE LA MICROFINANCE
AGENCE NATIONALE DE LA PROMOTION DE L'EMPLOI
SONAPRA

## ANNEXE 2 : PROGRAMMATION DES INTERVENTIONS

### MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ÉLEVAGE ET DE LA PÊCHE

Programme	Mesure taches	Coût prévu en 2014				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre		
<b>Intervention A»: Semences, engrais et produits phytosanitaires et vétérinaires</b>							<b>25%</b>
Programme Développement de l'Agriculture	Renforcer les capacités de la recherche pour les activités d'amélioration variétale et de production des semences de pré-base et de base	402,000	800,000	402,000	0,000	<b>1 604,000</b>	14%
Programme Développement de l'Agriculture	Assurer l'approvisionnement en engrais et pesticides (maïs, riz, maraichage)	0,000	1 144,000	1 144,000	1 144,000	<b>3 432,000</b>	30%
Programme Développement de l'Agriculture	Construire des magasins de stockage de semence de riz	71,200	71,200	71,200	71,200	<b>284,800</b>	2%
Programme Développement de l'Agriculture	Mettre en place un système d'approvisionnement et de distribution d'intrants (engrais et pesticides)	903,000	903,000	904,000	903,000	<b>3 613,000</b>	31%
Programme Développement de l'Agriculture	Renforcer les capacités des riziculteurs à l'entretien et à la gestion des périmètres et équipements rizicoles		65,000	65,000		<b>130,000</b>	1%
Programme Développement de l'Agriculture	Renforcer les cadres de concertation entre riziculteurs		25,500	25,500	25,500	<b>76,500</b>	1%
Programme Développement de l'Élevage	Renforcer les capacités des acteurs pour la production des semences/ géniteurs de qualité		145,000	290,000	145,000	<b>580,000</b>	5%



Programme	Mesure taches	Coût prévu en 2014				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre		
Programme Développement de l'Élevage	Faciliter l'accès des acteurs aux semences / géniteurs de qualité	205,000	205,000	205,000	205,000	<b>820,000</b>	7%
Programme Développement de l'Élevage	Renforcer les capacités des acteurs pour la production des intrants zootechniques et vétérinaires de qualité	11,000	11,000	11,000	11,000	<b>44,000</b>	0%
Programme Développement de l'Élevage	Renforcer les capacités des acteurs pour la production de semences et poussins d'un jour de qualité	0,000	500,000	500,000	0,000	<b>1 000,000</b>	9%
<b>TOTAL INTERVENTION A</b>		<b>1 592,200</b>	<b>3 869,700</b>	<b>3 617,700</b>	<b>2 504,700</b>	<b>11 584,300</b>	<b>100%</b>
<b>Intervention B»: Aménagements agricoles et sécurité foncière</b>							<b>20%</b>
Programme Développement de l'Agriculture	Réhabiliter 5.000 ha d'anciens périmètres irrigués et d'ouvrages connexes	71,000	72,000	71,000	71,000	<b>285,000</b>	34%
Programme Développement de l'Agriculture	Réaliser 2.000 ha de nouveaux périmètres irrigués et d'ouvrages connexes	40,000	100,000	100,000	0,000	<b>240,000</b>	28%
Programme Développement de l'Agriculture	Aménager 33.000 ha de bas-fonds pour la maîtrise partielle de l'eau	0,000	57,000	58,000	0,000	<b>115,000</b>	14%
Programme Développement de l'Agriculture	Appuyer la réalisation de 300 PFR dans les régions à forte potentialité rizicole et à forte prévalence de conflits fonciers	50,000	75,000	75,000	0,000	<b>200,000</b>	24%
Programme Développement de l'Agriculture	Mettre en place un système d'information fiable sur le foncier rural	0,000	3,000	0,000	0,000	<b>3,000</b>	0%
<b>TOTAL INTERVENTION B</b>		<b>161,000</b>	<b>307,000</b>	<b>304,000</b>	<b>71,000</b>	<b>843,000</b>	<b>100%</b>
<b>Intervention C»: Mécanisation agricole et innovations technologiques</b>							<b>10%</b>
Programme Développement de l'Agriculture	Renforcer les capacités de l'étuvage amélioré du riz et du décorticage	500,000	500,000	500,000	500,000	<b>2 000,000</b>	29%

Programme	Mesure taches	Coût prévu en 2014				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre		
Programme Développement de l'Agriculture	Améliorer les infrastructures de stockage du riz étuvé	333,000	333,000	333,000	333,000	<b>1 332,000</b>	19%
Programme Développement de l'Agriculture	Mettre en place des unités de transformation et de conditionnement adaptées aux capacités de chaque CVA (mini-chaînes de conditionnement des semences, moulins, équipements motorisés pour transport de produits)	10,000	10,000	10,000	8,000	<b>38,000</b>	1%
Programme Développement de l'Agriculture	Renforcer les capacités de mécanisation des opérations agricoles (préparation du sol, semis, entretiens et transport)	100,000	100,000	100,000	38,000	<b>338,000</b>	5%
Programme Développement de l'Agriculture	Renforcer les capacités d'arrosage des périmètres maraîchers	10,000	20,000	15,000	5,000	<b>50,000</b>	1%
Programme Développement de l'Agriculture	Former les maraîchers sur les itinéraires techniques de production et sur les conditions de stockage et de conservation des produits maraîchers	0,000	60,000	40,000	25,000	<b>125,000</b>	2%
Programme Développement de l'Agriculture	Appuyer les producteurs à travers la promotion de la petite irrigation	45,000	55,000	100,000	0,000	<b>200,000</b>	3%
Programme Développement de l'Agriculture	Améliorer les capacités et la qualité des équipements d'usinage		140,000	150,000	0,000	<b>290,000</b>	4%
Programme Développement de l'Agriculture	Appui à la promotion de la mécanisation agricole au Bénin		600,000	1 000,000	1 000,000	<b>2 600,000</b>	37%

Programme	Mesure taches	Coût prévu en 2014				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre		
<b>TOTAL INTERVENTION C</b>		<b>998,000</b>	<b>1 818,000</b>	<b>2 248,000</b>	<b>1 909,000</b>	<b>6 973,000</b>	<b>100%</b>
<b>Intervention D»: Financement et marché</b>							<b>25%</b>
Programme Administration et Gestion du Secteur	Facilitation de l'accès et de l'utilisation des services du Fonds National de Développement Agricoles (FNDA) aux petits producteurs/ productrices agricoles	350,000	200,000	150,000	50,000	<b>750,000</b>	<b>10%</b>
Programme Administration et Gestion du Secteur	.Mise en place des instruments et mécanisme appropriés de financement et assurantiels pour la promotion des filières agricoles	100,000	75,000	25,000	4,513	<b>204,513</b>	<b>25%</b>
Programme Agriculture	Mettre en place des conditions favorables à l'accès aux crédits intrants (Récupération crédit fin de campagne)	3,438	13,752	55,007	220,029	<b>880,115</b>	<b>25%</b>
Programme Agriculture	.Améliorer les infrastructures de stockage des grains et produits dérivés	253,580	253,580	253,580	253,580	1 014,320	<b>30%</b>
Programme Pêche Aquaculture	Création des conditions d'accès aux marchés régional et international des produits halieutiques	50,000	75,000	25,000	13,517	<b>163,517</b>	<b>10%</b>
<b>TOTAL INTERVENTION D</b>		<b>757,018</b>	<b>617,332</b>	<b>508,587</b>	<b>541,639</b>	<b>3 012,465</b>	<b>100%</b>
<b>Intervention E»: Nutrition et sécurité alimentaire</b>							<b>20%</b>
Programme Administration et Gestion du Secteur	Renforcement des capacités des acteurs en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations	10,000	10,000	10,000	3,000	<b>33,000</b>	<b>90%</b>

Programme	Mesure tâches	Coût prévu en 2014				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre		
Programme Administration et Gestion du Secteur	Promotion de la nutrition	0,000	0,974	0,000	0,000	<b>0,974</b>	<b>10%</b>
<b>TOTAL INTERVENTION E</b>		<b>10,000</b>	<b>10,974</b>	<b>10,000</b>	<b>3,000</b>	<b>33,974</b>	<b>100%</b>
<b>TOTAL MAEP</b>		<b>3 518,218</b>	<b>6 623,006</b>	<b>6 688,287</b>	<b>5 029,339</b>	<b>22 446,739</b>	<b>100%</b>

#### MINISTERE CHARGE DE LA MICROFINANCE, DE L'EMPLOI DES JEUNES ET DES FEMMES

Programme	Mesure tâches	Coût prévu en 2014				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre		
<b>Intervention A: Renforcement des capacités d'autonomisation</b>							<b>50,00%</b>
Promotion des Initiatives Locales	Appui en équipements de production et de transformation de matières premières des femmes menant des Activités Génératrices de Revenus (AGR)	0,000	30,000	0,000	0,000	<b>30,000</b>	15,00%
Promotion des Initiatives Locales	Appui à l'installation des jeunes filles artisanes	0,000	0,000	10,000	0,000	<b>10,000</b>	5,00%
Promotion des Initiatives Locales	Organisation des sessions de formations au profit des organisations paysannes, féminines en matière d'auto-emploi	0,000	0,000	0,000	21,500	<b>21,500</b>	5,00%

Programme	Mesure tâches	Coût prévus en 2014				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre		
Développement de la microfinance	Mise en place des lignes de Micros Crédits aux Plus Pauvres (MCP)	1 810,000	230,000	230,000	230,000	<b>2 500,000</b>	30,00%
Développement de la microfinance	programme de promotion agricole (Financement des Activités Agricoles en milieu Rural (FAAR))	236,732	236,732	236,732	236,732	<b>946,929</b>	25,00%
Promotion de l'emploi	Amélioration de l'accès des entreprises des jeunes au financement	0,000	0,000	54,421	54,421	<b>108,842</b>	20,00%
<b>TOTAL INTERVENTION A</b>		<b>2 046,732</b>	<b>496,732</b>	<b>531,153</b>	<b>542,653</b>	<b>3 617,271</b>	<b>100,00%</b>
<b>Intervention B: Facilitation d'accès à l'emploi</b>							<b>50,00%</b>
Promotion de l'Emploi	Mise en œuvre du Programme d'Appui à l'Emploi Salarié (PAES) au 1er trimestre	164,444	155,678	161,666	164,727	<b>646,515</b>	15,00%
Promotion de l'Emploi	Lancement des programmes de l'ANPE et des consultations dans le cadre de la mise en œuvre du Programme d'Appui a l'Emploi Indépendant (PAEI)	116,316	0,000	0,000	0,000	<b>116,316</b>	10,00%
Promotion de l'Emploi	Organisation des formations sur les modules : CREE et GERME au profit de 400 bénéficiaires dans le cadre de la mise en œuvre du Programme d'Appui a l'Emploi Indépendant (PAEI)	0,000	30,600	0,000	0,000	<b>30,600</b>	10,00%

Programme	Mesure tâches	Coût prévus en 2014				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre		
Promotion de l'Emploi	Suivi des stages d'immersion dans le cadre du (PAEI)	0,000	12,355	0,000	0,000	<b>12,355</b>	10,00%
Promotion de l'Emploi	Mise en œuvre du programme d'Appui au Renforcement des Capacités des Demandeurs d'Emploi (ARCDE)	0,000	0,000	92,787	0,000	<b>92,787</b>	5,00%
Promotion de l'Emploi	Elaboration et montage des Business Plan au profit des EDL, FM et jeunes entrepreneurs	0,000	0,000	0,000	25,000	<b>25,000</b>	10,00%
Promotion de l'Emploi	Acquisition de matériels complémentaires et fournitures pour les Business Promotion Center (BPC) en vue de leur opérationnalisation	0,000	23,000	0,000	0,000	<b>23,000</b>	10,00%
Promotion de l'Emploi	Inauguration des BPC	0,000	0,000	21,000	0,000	<b>21,000</b>	10,00%
Promotion de l'Emploi	Mise en place des outils d'expertises dans les BPC (soft)	0,000	0,000	0,000	58,000	<b>58,000</b>	20,00%
<b>TOTAL INTERVENTION B</b>		<b>280,760</b>	<b>221,633</b>	<b>275,453</b>	<b>247,727</b>	<b>1 025,573</b>	<b>100,000%</b>
<b>TOTAL MCMEJF</b>		<b>2 327,492</b>	<b>718,365</b>	<b>806,606</b>	<b>790,380</b>	<b>4 642,844</b>	<b>100%</b>

## MINISTRE DES ENSEIGNEMENTS MATERNEL ET PRIMAIRE

Programme	Mesure/tâches	Coût prévus en 2014				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre		
Intervention A»: Accroître le taux net de scolarisation dans les communes ayant les plus faibles taux net de scolarisation							15,00%
Accès, Equité, Rétention	Assurance de la gratuité de l'école afin de réduire les charges parentale (subvention pour le fonctionnement des écoles)						
	<i>Assurer une couverture totale de la subvention à toutes les écoles</i>	6 310,000	0,000	0,000	0,000	6 310,000	60,00%
	<i>Contrôler la gestion des subventions allouées aux écoles</i>	4,000	0,000	0,000	4,000	8,000	10,00%
Accès, Equité, Rétention	Promotion la demande d'éducation dans les communes à faible TBS (Acquisition et distribution du paquet éducatif essentiel)						
	Acquérir et distribuer le paquet éducatif essentiel	228,000				228,000	20,00%
	Organiser une vaste campagne de sensibilisation dans les communes à faibles taux de scolarisation "Tous les Enfants à l'écoles», édition 2014	72,000				72,000	10,00%
<b>TOTAL INTERVENTION A</b>		<b>6 614,000</b>	<b>0,000</b>	<b>0,000</b>	<b>4,000</b>	<b>6 618,000</b>	<b>100,00%</b>
Intervention B»: Assurer l'intégration des enfants à besoins spécifiques dans le système éducatif							5,00%
Accès, Equité, Rétention	Appui aux initiatives des ONG et des communautés en faveur de l'éducation des enfants à besoins spécifiques						
	<i>Evaluer les initiatives existantes en faveur des enfants à besoins spécifiques</i>	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	20,00%

Programme	Mesure/tâches	Coût prévus en 2014				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre		
	<i>Intégrer au moins 80% des enfants à besoin spécifiques dans le système éducatif formel</i>	0,000	0,000	0,000	0,000	<b>0,000</b>	<b>80,00%</b>
	<b>Soutien à l'intégration scolaire en milieu ordinaire selon le degré du handicap</b>	<b>0,000</b>	<b>0,000</b>	<b>0,000</b>	<b>0,000</b>	<b>0,000</b>	
	<i>Approprier et adopter le manuel de l'UNESCO sur les besoins éducatifs spéciaux pour la formation des enseignants</i>	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	
	<i>Evaluer le programme Intégration Scolaire des Enfants Handicapés (ISEH) en cours dans le Zou.</i>	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	
	<i>Généraliser l'expérience du programme d'intégration des enfants handicapés dans d'autres départements sur la base du rapport d'évaluation</i>	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	
	<b>Création de structures d'accueil des enfants à handicap lourd</b>						
	<i>Recenser les enfants à handicap lourd</i>	0,000	8,000	0,000	0,000	8,000	
	<i>Former 50 enseignants spécialisés pour l'encadrement des enfants à handicap lourd</i>	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	
	<i>Construire et équiper un Centre d'accueil</i>	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	
<b>TOTAL INTERVENTION B</b>		<b>0,000</b>	<b>8,000</b>	<b>0,000</b>	<b>0,000</b>	<b>8,000</b>	<b>100,00%</b>
<b>Intervention C» : Développer les opportunités d'accès pour les enfants non scolarisés et déscolarisés ayant dépassé l'âge d'entrée à l'école</b>							<b>5,00%</b>
Accès, Equité, Rétention	<b>Développement des opportunités d'accès pour les enfants non scolarisés et déscolarisés</b>	<b>0,000</b>	<b>5,000</b>	<b>5,000</b>	<b>0,000</b>	<b>10,000</b>	
	<i>1. Mettre en œuvre la première phase du Plan Stratégique du Programme de Cours Accéléré (PSPCA)</i>	0,000	5,000	5,000	0,000	10,000	<b>60,00%</b>



Programme	Mesure/tâches	Coût prévu en 2014				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre		
	<i>2. Evaluer les autres initiatives en cours relatives à la scolarisation des enfants non scolarisés et déscolarisés</i>	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	10,00%
	<i>3. Appuyer les initiatives pertinentes</i>	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	30,00%
<b>TOTAL INTERVENTION C</b>		<b>0,000</b>	<b>5,000</b>	<b>5,000</b>	<b>0,000</b>	<b>10,000</b>	<b>100,00%</b>
<b>Intervention D»: Assurer une couverture équitable des besoins en infrastructures et en enseignants</b>							<b>10,00%</b>
Accès, Equité, Rétention	Renforcement des infrastructures et les équipements						
	<i>Transférer des ressources aux communes pour les entretiens réhabilitations au profit des écoles (FADEC)</i>	1 495,000	0,000	0,000	0,000	1 495,000	5,00%
	<i>Transférer des ressources aux communes pour les constructions de salles de classe (FADEC-Investissement)</i>	3 060,000	0,000	0,000	0,000	3 060,000	5,00%
	<i>Programme de construction, de réhabilitation et d'équipement de salles de classe dans les EP</i>	564,996	847,495	1 129,993	282,498	2 824,982	10,00%
	<i>Programme spécial de construction, de réhabilitation d'équipement des écoles primaires publiques des zones frontalières et lacustres)</i>	297,607	297,607	297,607	297,607	1 190,426	5,00%
	<i>Programme de construction et d'équipement d'écoles Primaires au Bénin (JAPON 5)</i>	15,048	15,048	15,048	15,048	60,190	5,00%
	<i>Programme» un élève sous un toit une classe et un maître pour l'enseignement primaire» (Projet de développement de l'éducation BID 4</i>	24,094	24,094	24,094	24,094	96,375	5,00%

Programme	Mesure/tâches	Coût prévu en 2014				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre		
	<i>Projet d'acquisition des biens d'équipement (PABE-SCRIP, VOLET EDUCATION)</i>	0,000	15,000	15,000		30,000	5,00%
	<i>Renforcer l'équipement des salles de classes en tables bancs: BESA (Meubles-acquisition pour le compte de tiers)</i>	205,931		617,793		823,724	10,00%
Qualité de l'enseignement	Renforcement du nombre d'enseignants qualifiés						
	<i>Recruter sur poste 2469 enseignants qualifiés en favorisant les candidatures féminines</i>						10,00%
	<i>Rémunération des enseignants en activité</i>	15 694,370	15 694,370	15 694,370	15 694,370	62 777,480	40,00%
<b>TOTAL INTERVENTION D</b>		<b>21 357,045</b>	<b>16 893,612</b>	<b>17 793,904</b>	<b>16 313,616</b>	<b>72 358,177</b>	<b>100,00%</b>
<b>Intervention E»: Renforcer le partenariat public / privé</b>							<b>6,00%</b>
Accès, Equité, Rétention	Elaboration et mise en place d'un programme d'appui aux établissements privés						
	<i>Définir un cadre d'appui aux établissements privés et sa mise en œuvre</i>	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	
	Renforcement le suivi des établissements privés						
	<i>Améliorer l'inspection et la formation continue des enseignants du privé</i>	9,489	9,489	9,489	9,489	37,957	
<b>TOTAL INTERVENTION E</b>		<b>9,489</b>	<b>9,489</b>	<b>9,489</b>	<b>9,489</b>	<b>37,957</b>	<b>100,00%</b>
<b>Intervention F»: Réduire les taux d'abandon et de redoublement dans l'enseignement primaire débarcadères</b>							<b>10,00%</b>
Accès, Equité, Rétention	Consolidation et extension de la mise en œuvre de la politique du sous cycle	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	

Programme	Mesure/tâches	Coût prévus en 2014				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre		
	<i>Elaborer et valider une politique et un plan d'action de sous cycles (avec un plan de communication) pour réduire le redoublement à 10% en 2015</i>	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	
	<i>Mettre en œuvre, suivre et évaluer la politique et le plan d'action du sous cycle</i>	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	
	<i>Concevoir et mettre en œuvre un dispositif pour l'encadrement des élèves en difficulté notamment pendant les vacances scolaires</i>	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	
	<b>Réduction du nombre d'écoles primaires à cycle incomplet</b>						
	Instaurer un système de classes jumelées (par sous cycle) dans les écoles à discontinuité éducative et les écoles à faibles effectifs et accompagner le processus par la création de classes complémentaires de façon à réduire le % d'écoles à discontinuité à 3,3% en 2015	274,839	274,839	274,839	274,839	<b>1 099,354</b>	
<b>TOTAL INTERVENTION F</b>		<b>274,839</b>	<b>274,839</b>	<b>274,839</b>	<b>274,839</b>	<b>1 099,354</b>	<b>100,00%</b>
<b>Intervention G» : Créer et renforcer les cantines scolaires dans les milieux défavorisés</b>							<b>5,00%</b>
Accès, Equité, Rétention	Amélioration de la gestion des cantines scolaires et assurance de leur extension dans les zones les plus défavorisées	1 509,371	449,267	898,533	0,000	2 857,170	<b>0,00%</b>
	<i>Réaliser une étude de faisabilité sur la généralisation des cantines communautaires</i>	0,000	0,000	0,000	0,000		<b>10,00%</b>

Programme	Mesure/tâches	Coût prévus en 2014				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre		
	<i>Renforcer le suivi-évaluation du fonctionnement des cantines communautaires</i>	13,500	13,500	13,500	13,500	54,000	<b>40,00%</b>
	<i>Maintenir les cantines scolaires existantes</i>	435,767	435,767	871,533	0,000	1 743,066	<b>40,00%</b>
	<i>Création de nouvelles cantines scolaires à raison de 50 par an dans les zones les plus défavorisées</i>	0,000	0,000	0,000	0,000		<b>10,00%</b>
<b>TOTAL INTERVENTION G</b>		<b>1 958,637</b>	<b>898,533</b>	<b>1 783,566</b>	<b>13,500</b>	<b>4 654,236</b>	<b>100,00%</b>
<b>Intervention H»: Renforcer la qualification des enseignants et du personnel d'encadrement</b>							<b>10,00%</b>
Qualité de l'Enseignement	Renforcement le système de formation dans les ENI						
	<i>1. Achèver la construction, l'équipement et la viabilisation des 06 écoles normales d'instituteurs régionales.</i>	168,773	169,773	169,773	166,773	673,090	<b>20,00%</b>
	<i>Elaborer un cahier des charges pour fixer les normes réglementant l'ouverture et le fonctionnement des ENI privées</i>	159,273	159,273	159,273	159,273	<b>637,090</b>	<b>1,00%</b>
	<i>Evaluer le fonctionnement pédagogique des ENI</i>	0,000	0,000	0,000	0,000		<b>1,00%</b>
	<i>Renforcer l'encadrement pédagogique au cours des stages de professionnalisation</i>	0,000	0,000	0,000	0,000		<b>2,00%</b>
	<i>Réviser le système de certification dans les ENI publiques</i>						<b>0,50%</b>

Programme	Mesure/tâches	Coût prévus en 2014				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre		
	<i>Réviser le mode de recrutement et d'allocation des bourses des apprenants des ENI publiques</i>	2,000	0,000	0,000	0,000		<b>0,50%</b>
	<i>Renforcer la qualification des formateurs des ENI</i>	7,500	7,500	7,500	7,500	30,000	<b>2,50%</b>
	<i>Créer et assurer le fonctionnement d'une structure nationale de coordination et de suivi des ENI</i>	0,000	3,000	3,000	0,000	6,000	<b>0,50%</b>
	Mise en œuvre de la politique de formation initiale et continue des enseignants						
	<i>Assurer la formation initiale et continue de 4500 élèves-maîtres entre 2013 et 2015</i>	1 740,900	0,000	228,300	0,000	1 969,200	<b>10,00%</b>
	Renforcement en quantité et en qualité du personnel d'encadrement						
	<i>assurer la formation initiale de 35 conseillers pédagogiques et de 50 inspecteurs au CFPEEN</i>	70,000	70,000	70,000	70,000	<b>280,000</b>	<b>5,00%</b>
	<i>2. Organiser des formations en cours d'emploi axée sur l'APC pour le personnel d'encadrement</i>	0,000	40,000	40,000	0,000	<b>80,000</b>	<b>4,00%</b>
	<i>Réviser les critères d'accès au concours</i>	30,000	0,000	0,000	0,000	30,000	<b>1,00%</b>
	Amélioration de l'encadrement pédagogique des enseignants						

Programme	Mesure/tâches	Coût prévus en 2014				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre		
	<i>1. Renforcer les capacités des directeurs d'écoles sur les 25 communes défavorisées au respect du temps scolaire, à la réduction des redoublements, à l'appui aux enfants en difficultés...</i>		75,000		75,000	<b>150,000</b>	<b>7,00%</b>
	<i>2. Evaluer le système actuel d'inspection et de visites de classe de façon à s'assurer que 60% des enseignants reçoivent chaque année la visite d'inspecteurs ou de CP et 75% au moins des écoles reçoivent chaque année la visite d'inspecteurs ou de CP</i>	11,000	11,000		11,000	33,000	<b>5,00%</b>
	<i>3. Produire des rapports trimestriels des visites de classes et inspections par les CCS et les Directions départementales</i>	4,333	4,333		4,333	13,000	<b>5,00%</b>
	<i>4. Mettre en œuvre des activités d'animation pédagogique et de formation au niveau national, départemental et local</i>	4,000	4,000		4,000	<b>12,000</b>	<b>5,00%</b>
	<i>5. Poursuivre la construction et l'équipement de 40 centres de documentation pédagogique dans les circonscriptions scolaires</i>	0,000	0,000	0,000	0,000	<b>0,000</b>	<b>0,00%</b>
	<b>Renforcement de l'administration déconcentrée</b>						
	1. Doter les DDEMP et les circonscriptions scolaires en matériels et en équipements	309,146	309,146	309,146	309,146	1 236,585	
	2. Assurer le fonctionnement des DDEMP	126,480	126,480	126,480	126,480	505,920	<b>5,00%</b>

Programme	Mesure/tâches	Coût prévus en 2014				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre		
	3. Assurer le fonctionnement des CS	213,800	213,800	213,800	213,800	855,200	5,00%
	4. Construire et réhabiliter les bâtiments des DDEMP et circonscriptions scolaires	53,500	53,500	53,500	53,500	214,000	20,00%
<b>TOTAL INTERVENTION H</b>		<b>2 900,705</b>	<b>1 246,805</b>	<b>1 380,771</b>	<b>1 200,805</b>	<b>6 725,085</b>	<b>100,00%</b>
<b>Intervention I»: Harmoniser tous les programmes et documents d'accompagnement selon l'APC et les sous cycles</b>							<b>2,00%</b>
Qualité de l'Enseignement	Actualisation et harmonisation des programmes et documents d'accompagnement pour les sous cycles 2 et 3						
	1. Finaliser la rédaction des mesures correctives relatives aux 04 champs de formation (EA, ES EST et EPS)	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	
	2. Réécrire les guides d'enseignement des quatre champs de formation (Education Artistique (EA), Education Sociale (ES), Education Physique et Sportive (EPS) Education Scientifique et Technologique (EST)	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	
	3. Réécrire les manuels de français, de mathématique et les guides d'enseignement correspondants	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	
	4. Produire les manuels d'élèves et les guides d'enseignement correspondants en EST et en ES du CI au CM2 par appel à concurrence	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	
<b>TOTAL INTERVENTION I</b>		<b>0,000</b>	<b>0,000</b>	<b>0,000</b>	<b>0,000</b>	<b>0,000</b>	<b>0,000</b>
<b>Intervention J»: Rendre disponible et à temps dans toutes les écoles les intrants pédagogiques</b>							<b>10,00%</b>
Qualité de l'Enseignement	Dotation à chaque rentrée scolaire et à temps, des écoles en matériels didactiques et en manuels scolaires						

Programme	Mesure/tâches	Coût prévus en 2014				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre		
	1. Actualiser le programme de dotation des écoles en matériels didactiques	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	30,00%
	2. Acquérir et distribuer des manuels scolaires en mathématiques et français et matériels didactiques ainsi que des kits scolaires	0,000	3 874,557	150,000	0,000	4 024,557	70,00%
<b>TOTAL INTERVENTION J</b>		<b>0,000</b>	<b>3 874,557</b>	<b>150,000</b>	<b>0,000</b>	<b>4 024,557</b>	<b>100,00%</b>
<b>Intervention K»: Promouvoir le bien être en milieu scolaire</b>							<b>5,00%</b>
Qualité de l'Enseignement	Amélioration de la santé en milieu scolaire						
	1. Sensibiliser les acteurs de l'école sur les questions de santé en milieu scolaire	0,000	17,774	0,000	0,000	17,774	2,00%
	Sensibiliser les acteurs de l'école sur les pratiques d'usage relatives aux questions de santé en milieu scolaire et les appliquent	0,000	0,000	0,000	13,000	13,000	3,00%
	2. Organiser des visites médicales périodiques au profit des enseignants	85,000	0,000	0,000	0,000	85,000	8,00%
	3. Former les enseignants sur les pratiques préventives contre les maladies récurrentes et développement des modules de formation pour les élèves	0,000	0,000	0,000			7,00%
	4. Construire 987 blocs de latrines dans les écoles						30,00%
	5. Implanter 100 points d'eau dans les écoles	0,000	0,000	0,000	0,000		20,00%
	6. Sensibiliser les élèves sur les pratiques préventives contre les maladies récurrentes, les grandes pandémies (VIH SIDA, etc.) et l'hygiène	80,000	0,000	0,000	0,000	80,000	10,00%
Qualité de l'Enseignement	Promotion du bien être des élèves par les activités sportives, culturelles et artistiques		32,500	32,500		65,000	



Programme	Mesure/tâches	Coût prévu en 2014				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre		
	1. Mettre en place des infrastructures et équipements sportifs, culturels et artistiques au niveau des écoles						10,00%
	2. Appuyer les initiatives visant à développer des activités sportives, culturelles et artistiques au niveau des écoles						10,00%
<b>TOTAL INTERVENTION K</b>		<b>165,000</b>	<b>50,274</b>	<b>32,500</b>	<b>13,000</b>	<b>260,774</b>	<b>100,00%</b>
<b>Intervention L»: Expérimenter les langues nationales à l'école primaire</b>							<b>3,00%</b>
Qualité de l'Enseignement	Conception et mise en œuvre du mode opératoire		50,000	50,000	50,000	<b>200,000</b>	
	1. Elaborer les textes juridiques régissant l'enseignement des langues nationales en milieu scolaire	5,000	0,000	0,000	0,000	5,000	20,00%
	2. Elaborer et mettre en œuvre un plan d'expérimentation des langues nationales dans 75 écoles primaires	17,000	59,333	59,333	59,333	195,000	70,00%
	Renforcement des capacités des membres du corps de contrôle et des enseignants						
	1. Former le personnel du corps de contrôle (CP, Inspecteurs) à l'enseignement des langues nationales	0,000	0,000	0,000	0,000	<b>0,000</b>	<b>4,00%</b>
	2. Former les enseignants des écoles pilotes		32,500	32,500	19,900	84,900	6,00%
<b>TOTAL INTERVENTION L</b>		<b>22,000</b>	<b>91,833</b>	<b>91,833</b>	<b>79,233</b>	<b>284,900</b>	<b>100,00%</b>
<b>Intervention M»: Améliorer les compétences en lecture et en calcul dans les premières années d'enseignement</b>							<b>3,00%</b>
Qualité de l'Enseignement	Connaissance des problèmes spécifiques en lecture et en calcul						
	Réaliser une étude diagnostic sur la maîtrise des compétences fondamentales en lecture et en calcul	10,000	10,000	10,000	10,000	40,000	20,00%

Programme	Mesure/tâches	Coût prévus en 2014				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre		
Qualité de l'Enseignement	Remédiation aux problèmes observés en lecture et calcul						
	<i>1. Réviser les méthodes d'enseignement au regard des conclusions de l'étude (instructions officielles) (Elaborer, éditer et disséminer un manuel sur la pratique du calcul mental et de la lecture à l'EP.)</i>	0,000	10,000	0,000	0,000	10,000	<b>20,00%</b>
	<i>2. Mettre en place un dispositif d'évaluation des acquis et mettre en œuvre deux études (une nationale et une internationale)</i>	0,000	0,000	28,000	28,000	56,000	<b>60,00%</b>
<b>TOTAL INTERVENTION M</b>		<b>10,000</b>	<b>20,000</b>	<b>38,000</b>	<b>38,000</b>	<b>106,000</b>	<b>100,00%</b>
<b>Intervention N»: Organiser les examens de fin de cycle</b>							<b>6,00%</b>
Qualité de l'Enseignement	Organisation des examens de fin de cycle						
	Organiser les examens de fin de cycle	0,000	470,000	0,000	0,000	<b>470,000</b>	<b>100,00%</b>
<b>TOTAL INTERVENTION N</b>		<b>0,000</b>	<b>470,000</b>	<b>0,000</b>	<b>0,000</b>	<b>470,000</b>	<b>100,00%</b>
<b>Intervention O»: Améliorer la gestion pédagogique</b>							<b>1,00%</b>
	Renforcement du système d'évaluation des acquis des apprenants						
	<i>Elaborer/actualiser le document portant profil d'entrée et de sortie des apprenants</i>	0,000	0,000	0,000	0,000	<b>0,000</b>	
	<i>Elaborer/actualiser et mettre en place le cadre réglementaire du système d'évaluation des acquis des apprenants</i>	0,000	0,000	0,000	0,000	<b>0,000</b>	
	<i>Réaliser des enquêtes : i) sur le temps scolaire ; ii) sur le suivi des acquis scolaire sur échantillon</i>	0,000	75,000	75,000		150,000	
Qualité de l'Enseignement	Assurance du respect des programmes d'enseignement.						

Programme	Mesure/tâches	Coût prévus en 2014				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre		
	<i>1. Restructurer les organes d'inspection et de contrôle sur la base d'un audit et des recommandations du symposium des inspecteurs pédagogiques</i>	0,000	7,500	7,500	0,000	15,000	
	<i>2. Elaborer la politique du manuel scolaire</i>	0,000	0,000	0,000	0,000	<b>0,000</b>	
	<i>3. Elaborer un plan de développement du réseau documentaire pédagogique</i>	0,000	0,000	0,000	0,000	<b>0,000</b>	
Qualité de l'Enseignement	Amélioration du contrôle pédagogique	6,667	6,667	0,000	6,667	<b>20,000</b>	
	Renforcer les visites de classe et les inspections	6,667	6,667	0,000	6,667	20,000	
<b>TOTAL INTERVENTION O</b>		<b>6,667</b>	<b>89,167</b>	<b>82,500</b>	<b>6,667</b>	<b>185,000</b>	<b>0,000</b>
<b>Intervention P»: Améliorer la gestion financière</b>							<b>2,50%</b>
Gestion et pilotage	Développement d'une culture de suivi de l'exécution par le renforcement des capacités des cadres						
	Développer une culture de suivi de l'exécution par le renforcement des capacités des cadres		20,000	20,000		<b>40,000</b>	<b>100,00%</b>
<b>TOTAL INTERVENTION P</b>		<b>0,000</b>	<b>20,000</b>	<b>20,000</b>	<b>0,000</b>	<b>40,000</b>	<b>100,00%</b>
<b>Intervention Q»: Améliorer la gestion des ressources humaines</b>							<b>0,50%</b>
	Dotation des structures centrales et déconcentrées d'un personnel compétent						
	<i>1. Elaborer un cadre organique de gestion des ressources humaines et suivi de sa mise en œuvre</i>	0,000	0,000	0,000	0,000	<b>0,000</b>	<b>5,00%</b>
	<i>2. Elaborer un plan de recrutement et suivi de sa mise en œuvre</i>	0,000	0,000	0,000	0,000		<b>10,00%</b>
	<i>3. Elaborer et mettre en œuvre un dispositif de suivi permanent et d'évaluation des agents</i>	0,000	0,000	0,000	0,000	<b>0,000</b>	<b>5,00%</b>

Programme	Mesure/tâches	Coût prévu en 2014				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre		
	Dotation des établissements d'un personnel compétent						
	1. Elaborer un plan et mettre en œuvre la politique de formation initiale et continue des enseignants et suivre sa mise en œuvre	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	5,00%
	2. Elaborer la politique de recrutement des enseignants et suivre sa mise en œuvre	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	10,00%
	Assurance de l'allocation rationnelle et du maintien du personnel enseignant						
	1. Définir des critères de postes vacants et d'affectation des enseignants par région, commune et école	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	5,00%
	2. Développer un progiciel pour les mutations et les affectations du personnel	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	10,00%
	3. Prendre en compte de la disponibilité réelle en enseignants dans le processus de création et d'extension des établissements	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	10,00%
	Amélioration du suivi de la carrière des personnels de l'éducation						
	1. Analyser les modes de recrutement selon les principes de la décentralisation	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	20,00%
	2. Informatiser la gestion du personnel	0,000	0,000	10,000	10,000	20,000	20,00%
<b>TOTAL INTERVENTION Q</b>			<b>0,000</b>	<b>10,000</b>	<b>10,000</b>	<b>20,000</b>	<b>100,00%</b>
<b>Intervention R: Renforcer le pilotage du système</b>							<b>0,50%</b>
	Actualisation et application des textes réglementaires sur la décentralisation dans l'éducation						

Programme	Mesure/tâches	Coût prévus en 2014				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre		
	<i>Renforcer la mise en place de la déconcentration/décentralisation et de l'implication des communautés</i>		42,500	72,834	20,000	135,334	<b>10,00%</b>
	<b>Amélioration de la capacité de gestion des structures centrales et déconcentrées</b>						
	<i>1. Renforcer les capacités du personnel de l'administration centrale et déconcentrée</i>	0,000	0,000	150,000		150,000	<b>20,00%</b>
	<i>2. Elaborer un plan de construction, de réhabilitation et d'équipement des structures administratives centrales et déconcentrées</i>	0,000	0,000	0,000	0,000	<b>0,000</b>	<b>30,00%</b>
	<i>3. Expérimenter les contrats d'objectifs pour les écoles</i>	0,000	0,000	0,000	0,000	<b>0,000</b>	<b>10,00%</b>
	<i>4. Mettre en œuvre du SIGE</i>	0,000	100,000	0,000	0,000	100,000	<b>30,00%</b>
<b>TOTAL INTERVENTION R</b>		<b>0,000</b>	<b>142,500</b>	<b>222,834</b>	<b>20,000</b>	<b>385,334</b>	<b>100,00%</b>
<b>Intervention S» : Accroître les TBS des filles dans l'enseignement primaire</b>							<b>0,50%</b>
	<b>Mise en œuvre des actions pour la scolarisation des filles</b>						
	<i>1. Poursuivre la mise en œuvre du Programme National de Scolarisation des filles</i>	21,250	21,250	21,250	21,250	85,000	<b>20,00%</b>
	<i>2. Evaluer la mise en œuvre du Programme National de Scolarisation des filles</i>	0,000	7,500	7,500	0,000	15,000	<b>10,00%</b>
	<i>3. Développer des modules Equité/Genre pour une sensibilisation communautaire</i>	0,000	9,000	0,000	9,000	18,000	<b>20,00%</b>
	<i>4. Former le personnel enseignant, les APE les ONG et les élus locaux sur l'Equité/Genre dans l'éducation des enfants</i>	0,000	8,500	0,000	8,500	17,000	<b>30,00%</b>

Programme	Mesure/tâches	Coût prévu en 2014				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre		
	5. Sensibiliser les parents pour une meilleure répartition des tâches domestiques						10,00%
	6. Réaliser une étude sur l'impact du confiage des enfants sur la scolarisation						10,00%
<b>TOTAL INTERVENTION S</b>		<b>21,250</b>	<b>46,250</b>	<b>28,750</b>	<b>38,750</b>	<b>135,000</b>	<b>100,00%</b>
<b>TOTAL MEMP</b>		<b>33 318,381</b>	<b>24 094,609</b>	<b>21 895,236</b>	<b>17 983,148</b>	<b>97 287,374</b>	<b>100,00%</b>

**MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE, DE LA FORMATION TECHNIQUE ET  
PROFESSIONNELLE, DE LA RECONVERSION ET DE L'INSERTION DES JEUNES**

Programme	Mesure taches	Coûts prévus en 2014 (en millions)					Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre	Total 2014	
<b>Intervention A»: Renforcement des infrastructures en quantité, en qualité et de façon équitable</b>							<b>35,00%</b>
Enseignement secondaire général	Elaborer de la carte scolaire de l'ESG (Activité 2.1.1.1.1: Elaborer le document cadre de la carte scolaire)	0,000	0,000	5,000	0,000	<b>5,000</b>	
	Elaborer les TDR, les fiches de financement et arrêté						<b>5,00%</b>
	Organiser un atelier de réflexion sur les directives à l'implantation des établissements de l'ETFP						<b>10,00%</b>
	Elaborer le rapport de l'atelier						<b>5,00%</b>
Enseignement secondaire général	Construire et équiper 474 salles de classe/ Réhabiliter 297 salles de classe (Activité 2.1.1.2.1 : Construire, réhabiliter et équiper les infrastructures scolaires dans les communes ordinaires, dans les lycées et CEG (PCREI- ESG)	0,000	0,000	440,880	440,880	<b>881,760</b>	
	Payer les dettes dues aux entreprises ACB, OLA- OLUWA et AL BAK TRADING COMPANY						<b>10,00%</b>
	Construire les murs de clôture et latrines dans le CEG et réhabiliter le Lycée de Jeunes Filles de Ouidah						<b>20,00%</b>
	Equiper et construire dans les lycées et CEG						<b>40,00%</b>
	Assurer le fonctionnement du projet						<b>10,00%</b>
<b>TOTAL INTERVENTION A</b>		<b>0,000</b>	<b>0,000</b>	<b>445,880</b>	<b>440,880</b>	<b>886,760</b>	<b>100,00%</b>
<b>Intervention B»: Allocation équitable du personnel enseignant</b>							
	NON PREVUE POUR 2014						
<b>Intervention C»: Prise de mesures spéciales de soutien en faveur des élèves défavorisés pour assurer une plus grande égalité dans l'accès au secondaire</b>							
	NON PREVUE POUR 2014						

Programme	Mesure taches	Coûts prévus en 2014 (en millions)					Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre	Total 2014	
<b>Intervention D»: Formation initiale et continue des enseignants et du corps de contrôle (CP et inspecteurs)</b>							<b>2,20%</b>
Enseignement secondaire général	Mobiliser à temps les ressources financières et former les enseignants ACL reversés et ACE (formation initiale) dans les délais impartis (Activité 2.2.1.1.1)	940,000	0,000	0,000	0,000	940,000	
	Elaborer les TDR et des arrêtés						10,00%
	Elaborer les avenants						20,00%
	Assurer le transfert des fonds aux écoles de formation						30,00%
	Payer les frais forfaitaires aux stagiaires						30,00%
	Elaborer le rapport d'activité						10,00%
<b>TOTAL INTERVENTION D</b>		<b>940,000</b>	<b>0,000</b>	<b>0,000</b>	<b>0,000</b>	<b>0,000</b>	<b>100,00%</b>
<b>Intervention E»: Mise à disposition des établissements des programmes d'études et guides pédagogiques pour les deux cycles selon l'approche par compétences</b>							<b>7,00%</b>
Enseignement secondaire général	Réviser les programmes et guides selon l'APC au premier cycle (Activité 2.2.3.1.1)	0,000	11,000	11,000	0,000	22,000	
	Elaborer TDR, fiche de financement et arrêtés						5,00%
	Relire des programmes par le groupe spécialisé						5,00%
	Actualiser les guides pédagogiques par le groupe spécialisé						10,00%
	Actualiser les programmes d'étude par le groupe spécialisé						10,00%
	Transmettre les guides pédagogiques élaborés à la DRFM pour impression						5,00%
	Produire le rapport de l'activité						5,00%



Programme	Mesure taches	Coûts prévus en 2014 (en millions)					Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre	Total 2014	
Enseignement secondaire général	Mobiliser à temps les ressources financières, produire et mettre à la disposition des établissements les programmes, guides et documents d'accompagnement révisés (Activité 2.2.3.1.8)	0,000	0,000	55,000	0,000	55,000	
	Choisir et quantifier les documents à imprimer						20,00%
	Sélectionner le prestataire						20,00%
	Réceptionner les documents édités						10,00%
	Produire un rapport sur les documents imprimés et réceptionnés						10,00%
<b>TOTAL INTERVENTION E</b>		<b>0,000</b>	<b>11,000</b>	<b>66,000</b>	<b>0,000</b>	<b>77,000</b>	<b>100,00%</b>
<b>Intervention F»: Renforcement des capacités des professeurs à la mise en œuvre des programmes selon l'APC</b>							<b>1,40%</b>
Enseignement secondaire général	Mobiliser à temps les ressources financières et réviser les dispositifs d'évaluation des apprentissages (Activité 2.2.3.2.3)	0,000	10,000	0,000	0,000	10,000	
	Elaborer les TDR, fiche de financement et arrêté						10,00%
	Mobiliser les ressources						20,00%
	Elaborer le glossaire						20,00%
	Améliorer les formats d'évaluation						20,00%
	Tester les nouveaux outils dans des établissements ciblés						20,00%
	Produire le rapport d'activité						10,00%
<b>TOTAL INTERVENTION F</b>		<b>0,000</b>	<b>10,000</b>	<b>0,000</b>	<b>0,000</b>	<b>0,000</b>	<b>100,00%</b>
<b>Intervention G»: Accroissement de l'accès à l'ETFP</b>							<b>25,00%</b>
Enseignement technique et formation professionnelle	Mobiliser à temps les ressources financières et rénover 4 établissements existants (Activité 3.1.2.1.7)	57,967	57,967	57,967	57,967	231,868	

Programme	Mesure taches	Coûts prévus en 2014 (en millions)					Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre	Total 2014	
	3.1.2.1.7.1 - Payer la retenue de garantie des travaux de construction du dortoir des filles au Lycée Technique d'INA.						20,00%
	3.1.2.1.7.2 - Poursuivre les travaux de construction du dortoir des filles au Lycée Technique de Pobè						10,00%
	3.1.2.1.7.3-Poursuivre les travaux de construction des ouvrages d'assainissement et une cuisine traditionnelle dotée de six foyers améliorés à l'EFMS (Ex-ENIAB) de Parakou.						20,00%
	Equiper le dortoir des jeunes filles du Lycée Technique de Pobè						10,00%
	Equiper le dortoir des jeunes filles du Lycée Technique d'Ina						10,00%
	Equiper le Centre de Formation Professionnelle de Dadohoué-Dogbo						10,00%
	Equiper le Centre de Métiers de Sè						10,00%
	Equiper le Centre de Formation Professionnelle de Djougou						10,00%
<b>TOTAL INTERVENTION G</b>		<b>57,967</b>	<b>57,967</b>	<b>57,967</b>	<b>57,967</b>	<b>231,868</b>	<b>100,00%</b>
<b>Intervention H»: Recrutement et formation des enseignants et formateurs à l'ETFP</b>							<b>3,20%</b>
Enseignement technique et formation professionnelle	Mobiliser à temps les ressources financières et former les enseignants ACL reversés et ACE (formation initiale) (Activité 3.1.2.2.1)	90,750	90,750	90,750	90,750	<b>363,000</b>	
	Elaborer les TDR, l'arrêté, la fiche de financement et mobiliser les ressources						10,00%
	Réceptionner les dossiers de formation des ECL reversés dont les contrats sont nouvellement signés.						20,00%
	Etudier les dossiers par la commission interministérielle						20,00%

Programme	Mesure taches	Coûts prévus en 2014 (en millions)					Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre	Total 2014	
	Elaborer un projet d'arrêté de mise en formation pour les dossiers sélectionnés						10,00%
	Assurer le déroulement de la formation						20,00%
	Assurer le paiement des primes aux enseignants en formation						10,00%
	Elaborer le rapport de l'activité						10,00%
<b>TOTAL INTERVENTION H</b>		<b>90,750</b>	<b>90,750</b>	<b>90,750</b>	<b>90,750</b>	<b>363,000</b>	<b>100,00%</b>
<b>Intervention I»: Développement des offres de formation professionnelle</b>							<b>13,00%</b>
Enseignement technique et formation professionnelle	Mobiliser à temps les ressources financières et étendre les formations à l'AQP, au CQP et au CQM (Activité 3.1.1.3.3)	0,000	2,500	2,500	0,000	5,000	
	Elaborer TDR, arrêté et fiche de financement						5,00%
	Elaborer les outils de collecte de données						10,00%
	Organiser la mission de collecte de données dans les CFP sur le respect des normes de l'AQP						5,00%
	Dépouiller les données						5,00%
	Retenir les nouveaux centres de formation d'extension de l'AQP						5,00%
	Elaborer les critères d'identification						5,00%
	Identifier les nouveaux métiers						5,00%
	Valider les nouveaux métiers identifiés						5,00%
	Rédiger le rapport d'activité						5,00%
Enseignement technique et formation professionnelle	Mobiliser à temps les ressources financières et renforcer l'équipement pédagogique et didactique des établissements existants (Activité 3.2.1.11.1)	0,000	0,000	70,000	0,000	70,000	

Programme	Mesure taches	Coûts prévus en 2014 (en millions)					Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre	Total 2014	
	Identifier les besoins à acquérir et les spécifications par établissement						10,00%
	Procéder à des consultations restreintes						10,00%
	Procéder à des engagements						10,00%
	Réceptionner les équipements acquis						10,00%
	Attribuer les équipements acquis						10,00%
<b>TOTAL INTERVENTION I</b>		<b>0,000</b>	<b>2,500</b>	<b>72,500</b>	<b>0,000</b>	<b>75,000</b>	<b>100,00%</b>
<b>Intervention J»: Renforcement de l'inspection pédagogique dans les établissements</b>							<b>1,20%</b>
Enseignement technique et formation professionnelle	Mobiliser à temps les ressources financières et former les conseillers pédagogiques nommés dans l'ETFP (Activité 3.2.2.2.4)	0,000	14,000	0,000	0,000	14,000	
	Elaborer les TDR, fiche de financement et arrêté pour l'organisation de l'activité						5,00%
	Mobiliser les ressources						5,00%
	Former les 41 nouveaux CP						45,00%
	Faire l'application sur deux programmes avec les anciens CP						30,00%
	Evaluer les travaux autodidactes des nouveaux CP						10,00%
	Produire le rapport d'activité						5,00%
<b>TOTAL INTERVENTION J</b>		<b>0,000</b>	<b>14,000</b>	<b>0,000</b>	<b>0,000</b>	<b>14,000</b>	<b>100,00%</b>
<b>Intervention K»: Amélioration de l'accès des filles à l'enseignement secondaire général</b>							<b>12,00%</b>
Enseignement secondaire général	Poursuivre la mise en œuvre de l'exonération des frais d'inscription des filles au 1er cycle des établissements secondaires (Activité 2.3.2.2.2)	0,000	2 019,899	0,000	0,000	2 019,899	
	Elaborer les TDR, l'arrêté, la fiche de financement et mobiliser les ressources						10,00%

Programme	Mesure taches	Coûts prévus en 2014 (en millions)					Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre	Total 2014	
	Préparer intellectuellement la mise à disposition des fonds						5,00%
	Mettre les fonds à la disposition des établissements						40,00%
	Produire le rapport.						5,00%
Enseignement secondaire général	Octroyer à bonne date aux lycées de jeunes filles les subventions d'appui au fonctionnement (Activité 2.3.2.2.6)	0,000	0,000	116,500	116,500	233,000	
	Notifier aux étés les crédits ouverts						10,00%
	Engager les demandes d'engagements dans SIGFIP						20,00%
	Faire le mandat de paiement des prestataires/fournisseurs						10,00%
<b>TOTAL INTERVENTION K</b>		<b>0,000</b>	<b>2 019,899</b>	<b>116,500</b>	<b>116,500</b>	<b>2 252,899</b>	<b>100,00%</b>
<b>TOTAL MESFTPRIJ</b>		<b>1 088,717</b>	<b>2 206,116</b>	<b>849,597</b>	<b>706,097</b>	<b>3 900,527</b>	<b>100,00%</b>

## MINISTERE DE LA CULTURE, DE L'ALPHABÉTISATION, DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME

Programme	Mesures/tâches	Coûts prévus en 2014				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre		
<b>Intervention C»: Développer les opportunités d'accès pour les enfants non scolarisés et déscolarisés ayant dépassé l'âge d'entrée à l'école</b>						<b>80,00%</b>	
Alphabétisation et promotion des langues nationales	Poursuite de la finalisation des matériels didactiques du niveau 1 sur la PdT en fon, yoruba, baatonum, dendi, fulfuldé, Gen, Goun et du niveau 2 en aja, baatonum, dendi ditammari, fon, yoruba, fulfuldé, Wamma, Gen, Goun			3,500		<b>3,500</b>	<b>5,00%</b>
			6,967		<b>6,967</b>		
	Finalisation des matériels didactiques sur la PdT en Aja, en Ditammari, en Naténi et en Waama		5,688			<b>5,688</b>	<b>3,00%</b>
	Elaboration des outils de formation en AEA			9,310		<b>9,310</b>	<b>4,00%</b>
	Achat de fournitures de bureau dans le cadre de la formation du personnel d'encadrement		0,307			<b>0,307</b>	<b>0,50%</b>
	Paiement de dettes relatives à l'hébergement et restauration des participants et location de salle de conférence dans le cadre de la formation des concepteurs pour l'élaboration des nouveaux programmes en AEA		2,050			<b>2,050</b>	<b>0,70%</b>
	Finalisation du Programme d'Accélération de l'Alphabétisation (PAA)		0,450			<b>0,450</b>	<b>0,80%</b>
	Elaboration du curriculum et des modules de formation des formateurs à l'utilisation des nouveaux matériels didactiques sur la PdT				9,493	<b>9,493</b>	<b>3,00%</b>

Programme	Mesures/tâches	Coûts prévus en 2014				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre		
	Formation des cadres, coordonnateurs communaux d'alphabétisation et superviseurs à l'approche PdT		8,172			8,172	2,00%
	Remboursement du reliquat non justifié sur un mandat du programme FTI-Fonds Commun Budgétaire (FCB)	12,970				12,970	0,80%
	Gratification des maîtres d'alphabétisation et des animateurs au titre de la campagne d'alphabétisation 2010-2011, 2011-2012 et une partie de 2012-2013 (Règlement de dettes)	12,030				12,030	5,00%
	Alphabétisation de 26 400 personnes au niveau 2 du cycle 1 par les opérateurs privés en alphabétisation (stratégie du faire-faire)		235,800	235,800	117,900	589,501	20,00%
	Paiement de dettes relatives à l'hébergement et restauration des participants et location de salle de conférence dans le cadre de la validation des rapports de l'étude «Femmes béninoises, de l'alphabétisation à l'entrepreneuriat» et sur l'étude «Elaboration de la politique d'alphabétisation des femmes et des jeunes filles»		1,927			1,927	0,50%
	Mission de paiement des gratifications aux maîtres d'alphabétisation et aux animateurs au titre de la campagne d'alphabétisation 2010-2011	2,000				2,000	0,90%

Programme	Mesures/tâches	Coûts prévus en 2014				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre		
	Gratification des maîtres d'alphabétisation et des animateurs au titre des campagnes d'alphabétisation 2012-2013 (Règlement de dettes)			5,500		5,500	3,00%
	Mise en œuvre de la stratégie du faire-faire en AEA dans les 2KP (campagne 2013-2014)		48,810	48,810		97,619	9,00%
	Appui à la DDCAAT BORGOU-ALIBORI pour les activités de suivi de la stratégie du faire-faire en AEA dans le Borgou-Alibori (campagne 2013-2014)		15,000			15,000	5,00%
	Fonctionnement du comité de pilotage de la stratégie du faire-faire en AEA dans les 2KP (campagne 2013-2014)			3,000		3,000	0,50%
	Organisation de la Journée Internationale de l'Alphabétisation (JIA) 2014			15,000		15,000	1,00%
	Dissémination du Programme d'Accélération de l'Alphabétisation et mobilisation des partenaires pour son financement		4,000			4,000	0,80%
	Réalisation et diffusion de posters géants pour contribuer à la visibilité du sous-secteur de l'alphabétisation		7,000			7,000	0,50%
	Inspections pour le contrôle de la qualité de l'enseignement et des innovations pédagogiques dans les centres publics et privés d'alphabétisation et d'éducation des adultes.		5,250	5,250		10,500	4,00%
	Actualisation de la carte nationale d'alphabétisation			6,350		6,350	2,00%
	Revue annuelle de suivi-évaluation des normes de qualité en AEA			3,000		3,000	0,50%



Programme	Mesures/tâches	Coûts prévus en 2014				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre		
	Règlement de la dette relative à la conception et l'élaboration d'un guide sur le système d'évaluation des apprentissages dans les centres d'AEA	0,650				0,650	0,30%
	Validation du document sur le guide d'évaluation en AEA		0,500			0,500	0,30%
	Formation des CCA, Superviseurs et Facilitateurs et cadres des DDCAAT sur la collecte de données sur les normes de qualité en AEA		5,500			5,500	2,00%
	Edition et impression des proverbes transcrits dans les six langues nationales de post-alphabétisation		3,000			3,000	2,00%
	Rédaction du référentiel de compétences pour la formation des traducteurs/ interprètes et écrivains/ auteurs de langues nationales			4,000		4,000	1,00%
	Transcription de proverbes dans les six langues nationales de post-alphabétisation.			4,000		4,000	2,00%
	Célébration de la Journée Internationale de la Langue Maternelle (JILM), 21 février	9,104				9,104	1,00%
	Règlement des dettes relatives à la célébration de la Journée Internationale de la Langue Maternelle 2012 à Comé.			2,896		2,896	0,50%
	Formation des cadres des structures techniques et déconcentrées du sous secteur de l'AEA à l'utilisation de l'Application de Gestion des Campagnes d'Alphabétisation «Alpha-Bénin»		4,000			4,000	2,00%

Programme	Mesures/tâches	Coûts prévus en 2014				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre		
	Finalisation du document de Politique Nationale d'Alphabétisation et d'Education des Adultes (PNAEA)			7,500		7,500	4,00%
	Appui à la tenue des sessions des organes de gestion de la mise en œuvre du PDDSE			3,358	3,358	6,715	0,60%
	Appui à l'organisation du forum national de l'éducation			10,000		10,000	1,00%
	Règlement de la dette relative à la tenue de la première session du Comité de coordination du Plan Décennal (CCPD) au titre de l'année 2012		0,515			0,515	0,50%
	Participation du sous-secteur de l'APLN à la tenue des revues intersectorielles de l'éducation		2,885		2,885	5,770	0,60%
	Elaboration du manuel de procédure de production et de diffusion des statistiques de l'AEA		3,000			3,000	0,50%
	Organisation des sessions du CA du FAAELN		1,000	1,000	1,000	3,000	0,30%
	Mise en œuvre des actions de sensibilisation et de communication autour des activités du sous-secteur APLN		1,500	2,000	1,000	4,500	0,50%
	Appui-conseil à la préparation et à l'élaboration des états financiers et états prévisionnels du FAAELN		2,000			2,000	0,30%
	Certification des comptes du FAAELN au titre de la gestion de 2013		2,500			2,500	0,50%
	Paiement des arriérés de salaires des agents du FAAELN		3,500			3,500	0,20%
	Paiement des cotisations sur salaire des agents du FAAELN		1,500			1,500	0,20%

Programme	Mesures/tâches	Coûts prévus en 2014				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre		
	Paiement des cotisations sur salaire des agents du FAAELN prévu en 2013		1,500			1,500	0,20%
	Elaboration d'un manuel de procédures administratives, financières et comptables au profit du FAAELN			4,000		4,000	0,50%
	Règlement de la dette relative à la réalisation de l'audit institutionnel, organisationnel, administratif et financier du FAAELN		0,577			0,577	0,30%
	Règlement de la dette relative à la réalisation de l'évaluation de la contribution qualitative et quantitative des acteurs de l'alphabétisation		1,619			1,619	0,20%
	Elaboration du plan stratégique de mobilisation de ressources additionnelles pour la mise en œuvre des activités d'APLN			7,080		7,080	2,00%
				9,000		9,000	
	Fonctionnement du FAAELN	6,625	6,625	6,625	6,625	26,500	0,70%
	Formation des CCA des départements de l'Atlantique et du Couffo sur la parenté responsable		3,000			3,000	0,30%
	Remise officielle de matériel de travail aux centres et aux facilitateurs		3,000			3,000	0,90%
	Finalisation des actes des Journées de réflexion sur le sous-secteur de l'alphabétisation et de l'éducation des adultes	1,500				1,500	0,30%
	Règlement de la dette relative à l'hébergement des participants dans le cadre des Journées de réflexion sur le sous-secteur de l'alphabétisation et de l'éducation des adultes	1,328				1,328	0,20%

Programme	Mesures/tâches	Coûts prévus en 2014				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre		
	Acquisition de matériels informatiques et autres au profit des structures de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales		5,500			5,500	0,50%
	Elaboration du guide de procédures des structures techniques de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales		7,000			7,000	0,50%
	Fonctionnement de l'Unité de Gestion du Projet de Généralisation de l'Alphabétisation et de Développement de l'Environnement Lettré	2,050	2,050	2,050	2,050	8,200	0,60%
<b>TOTAL INTERVENTION «C»</b>		<b>48,257</b>	<b>396,725</b>	<b>405,995</b>	<b>144,311</b>	<b>995,288</b>	<b>100,00%</b>
<b>Intervention L»: Expérimenter les langues nationales à l'école primaire</b>							<b>20,00%</b>
Alphabétisation et promotion des langues nationales	Traduction/ contextualisation et multiplication des manuels, cahiers d'activité et guide d'alphabétisation dans les langues de post- alphabétisation (maternelle 1 et CM1)		13,000			13,000	35,00%
			4,000			4,000	
	Organisation de deux (02) sessions de la CNPILNaSEF		7,000		7,000	14,000	10,00%
	Formation des enseignants pour l'introduction des langues nationales dans le système éducatif formel			3,000		3,000	35,00%
				15,000		15,000	
	Missions de suivi de l'expérimentation des initiatives d'introduction des langues nationales dans le système éducatif formel		7,000			7,000	20,00%
<b>TOTAL INTERVENTION «L»</b>		<b>0,000</b>	<b>31,000</b>	<b>18,000</b>	<b>7,000</b>	<b>56,000</b>	<b>100,00%</b>
<b>TOTAL MCAAT</b>		<b>48,257</b>	<b>427,725</b>	<b>423,995</b>	<b>151,311</b>	<b>1 051,288</b>	<b>100,00%</b>

MINISTÈRE DE LA SANTÉ (volet santé infantile)

Programme	Mesures/tâches	Coûts prévus en 2014 (en million)				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>e</sup> trimestre		
<b>Intervention A»: Prévention des pathologies des nouveau-nés (prévention de la prématurité, surveillance du travail de l'accouchement avec le partogramme et la prévention des infections)</b>							<b>13,00%</b>
Programme Intégré de Santé Familiale	Acquisition du matériels de soins d'urgence (aspirateur électrique, ambu, oxymètre de pouls, masque à oxygène, pèse bébé) aux nouveau-nés pour 4 HZ			20		20	100,00%
<b>TOTAL INTERVENTION A</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>20</b>	<b>0</b>	<b>20</b>	<b>100,00%</b>
<b>Intervention B»: Amélioration du mécanisme de référence des nouveau-nés</b>							<b>12,00%</b>
<b>DIRECTION DE LA SANTE DE LA MERE ET DE L'ENFANT</b>	Faire le suivi de 50 prestataires formés sur le TETU et le PIHI dans 5 hôpitaux (DAGLA, SABA, PAK, LA et COZO)		2		2	4	100,00%
<b>TOTAL INTERVENTION B</b>		<b>0</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>4</b>	<b>100,00%</b>
<b>Intervention C»: Promotion des soins essentiels aux nouveau-nés y compris la réanimation du nouveau né</b>							<b>28,00%</b>
Programme Intégré de Santé Familiale	Editer 500 aides mémoires sur la réanimation du nouveau-né			4		4	0,50%
<b>DIRECTION DE LA SANTE DE LA MERE ET DE L'ENFANT</b>	Assurer le suivi des prestataires formés sur la réanimation des nouveaux nés dans 3 ZS		3,5			3,5	0,50%
	Acquérir des fournitures de bureau		10			10	1,50%
	Acquérir des produits d'entretien		5			5	0,50%
	Acquérir du carburant pour les groupes ( de la DLOG et des départements)		5			5	0,50%
	Acquérir du carburant pour le fonctionnement de l'agence		25			25	0,50%
	Organiser les activités supplémentaires de vaccination		75	50	25	150	2,00%
	Assurer la maintenance et la réparation des matériels roulants et matériels informatiques		5		5	10	0,50%
	Assurer la maintenance et l'entretien des bâtiments	0,75	0,75	0,75	0,75	3	0,50%

Programme	Mesures/tâches	Coûts prévus en 2014 (en million)				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>e</sup> trimestre		
	Organiser 04 supervisions trimestrielles des prestataires sur la gestion PEV	5	5	5	5	20	0,50%
	Contribuer à la couverture médiatique des activités de l'ANVSSP	2	3	3	2	10	1,00%
	Acquérir un camion frigorifique pour la mise en place des vaccins			50		50	2,50%
	Acquérir les vaccins traditionnels et sous utilisés (BCG, Polio, VAR, VAT et VAA), les nouveaux vaccins (Pneumo et Penta) et des matériels d'injection pour les formations sanitaires		850			850	3,50%
	Assurer la maintenance de la chaîne de froid à tous les niveaux (central,, intermédiaire et périphérique)	5	10	5	10	30	1,00%
	Assurer les frais de transit et de manutention des cargaisons de vaccins et consommables du PEV		50			50	1,00%
	Faire l'audit de la qualité des données du PEV (DQS/DQA) dans 12 zones sanitaires (02 par département)		25			25	1,00%
	Assurer le fonctionnement du Conseil d'Administration de l'Agence		7,5		7,5	15	1,00%
	Assurer le fonctionnement de la direction générale et des directions techniques de l'Agence (Salaire et Prime )	20	20	20	20	80	1,00%
	Superviser les activités de la revue externe	2,5	2,5	2,5	2,5	10	1,00%
	Acquérir des matériels informatiques	2,5	2,5	2,5	2,5	10	1,00%
	Editer les fiches techniques du PEV	2,5	2,5	2,5	2,5	10	2,00%
	Aménager les bureaux pour le personnel			5		5	2,00%

Programme	Mesures/tâches	Coûts prévus en 2014 (en million)				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>e</sup> trimestre		
	Acquérir du mobilier de bureau au des agents		5			5	2,00%
	Payer les honoraires du cabinet d'audit pour l'élaboration des états financiers 2014		10			10	2,00%
	Editer les supports de communication pour le PEV	7				7	1,00%
	Renforcement des capacités des membres de l'agence			5		5	2,50%
	Organiser 02 validations des données statistiques du PEV		10		10	20	1,50%
PROGRAMME ÉLARGI DE VACCINATION (PHASE IV)	Allouer des primes aux intervenants du programme PEV		11,5			11,5	2,00%
	Organiser un atelier de finalisation du plan de relance des SSP conformément à la Déclaration de Ouagadougou et aux états généraux du PEV.		4			4	1,00%
	Organiser 4 réunions de planification et de suivi des activités du groupe thématique des SSP		6			6	2,50%
	Organiser un atelier de révision ou d'élaboration de supports éducatifs (Affiches, affichettes, boîtes à images, panneaux géants, cartes conseils) pour le PEV.		5			5	1,00%
	Organiser la mise en œuvre et la supervision de la semaine Africaine de rattrapage vaccinal dans tous les départements			5		5	1,00%
	Organiser localement des mini campagnes de rattrapage et de vaccination dans 7 zones sanitaires à faible performance			12		12	2,00%

Programme	Mesures/tâches	Coûts prévus en 2014 (en million)				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>e</sup> trimestre		
	Former le chef service communication en promotion de la santé			3		3	1,50%
	Faire deux suivis du système de gestion de stocks dans les départements et les zones sanitaires (vaccins, consommables) des formations sanitaires (enregistrement des stocks, suivi des mouvements, transmission des informations, inventaire... SMT, DVD-MT)			10		10	1,00%
	Assurer le fonctionnement du comité de suivi des recommandations des Etats généraux de la vaccination			5		5	2,00%
	Mettre en œuvre l'approche Atteindre chaque district»ACD» dans 10 Communes (ratissage recherche de cibles perdu de vue (PDV) dans les communes à faible performance)			10		10	1,00%
	Acquérir autres équipements			10		10	1,50%
	Acquérir pour la vaccination en stratégies avancées, 20 motos en 2014,		18,5			18,5	0,50%
	Acquérir des porte vaccins pour le transport des prélèvements au laboratoire d'Abidjan		0,156			0,156	2,50%
	Appuyer la mise en œuvre des micro plans «ACD» dans chaque Commune		2,481			2,481	1,50%
	Assurer le monitoring des activités de vaccination et Appuyer le renforcement des capacités de suivi et d'évaluation des programmes (réunions nationales)		3,722			3,722	0,50%



Programme	Mesures/tâches	Coûts prévus en 2014 (en million)				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>e</sup> trimestre		
	Assurer le suivi de la gestion informatisée des vaccins et consommables		0,747			0,747	2,00%
	Assurer le transport des échantillons au laboratoire		2,481			2,481	3,00%
	Editer les outils de la gestion du PEV et de surveillance épidémiologique		2,481			2,481	0,50%
	Former le personnel à la gestion du PEV et de la surveillance épidémiologique		3,722			3,722	3,50%
	Mettre à la disposition de toutes les formations sanitaires des pots adéquats pour prélèvement des échantillons se selles		0,308			0,308	0,50%
	Mettre en œuvre le plan de formation MLM		3,722			3,722	2,50%
	Mettre les affiches à la disposition de 100% des structures publiques et privées impliquées dans la surveillance.		2,481			2,481	2,00%
	Mettre les définitions de cas à la disposition de 100% des structures impliquées dans la surveillance		0,496			0,496	1,00%
	Notifier et investiguer tous les cas de PFA et maladies sous surveillance		3,722			3,722	2,00%
	Organiser 2 réunions de monitoring départemental	3		3,203		6,203	1,00%
	Organiser 2 séances d'information à l'intention des pédiatres sur la vaccination et la surveillance épidémiologique	0,2		0,296		0,496	2,50%
	Organiser 2 supervisions formatives à l'intention des agents impliquées dans le PEV	1,5			1,478	2,978	1,00%

Programme	Mesures/tâches	Coûts prévus en 2014 (en million)				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>e</sup> trimestre		
	Organiser les activités de vaccination supplémentaires		55,864			55,864	1,50%
	Organiser les réunions du Comité National de Certification pour l'Éradication.		0,744			0,744	1,00%
	Organiser les réunions du Comité National de l'éradication de la Poliomyélite		0,496			0,496	0,50%
	Organiser une enquête rapide de couverture vaccinale		3,722			3,722	0,50%
PROGRAMME ÉLARGI DE VACCINATION (PHASE IV)	Renforcer la surveillance épidémiologique par la recherche active des PFA, tétanos maternel et néonatal, rougeole, FJ et HIB) et la prise en des cas de MAPI (Formation)		2,978			2,978	0,50%
PROGRAMME ÉLARGI DE VACCINATION (PHASE IV)	Appuyer les zones sanitaire dans le PEV de routine, spécialement pour les stratégies avancées et pour les recherches actives des perdus de vue (achat motos.....etc)		8,955			8,955	0,50%
	Appuyer l'organisation des Journées Nationales de Vaccination contre la poliomyélite		49,751			49,751	4,00%
	Appuyer l'organisation des réunions transfrontalières périodiques		0,746			0,746	2,50%
	Elaborer et mettre en œuvre un plan de communication qui tienne compte des facteurs de résistance et mobilisant les ressources communautaires		4,478			4,478	1,50%
	Etablir un contrat annuel avec 12 radios de proximité		2,985			2,985	1,50%

Programme	Mesures/tâches	Coûts prévus en 2014 (en million)				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>e</sup> trimestre		
	Renforcer les activités de soutien: supervision, monitoring mensuel et semestriel, recyclage et formation du personnel		0,48			0,48	1,50%
	Former 2 agents en promotion de la santé		1,493			1,493	1,50%
	Organiser les campagnes de ratissage et de rattrapage dans les zones de faible couverture et d'accès difficile, et en cas de découverte de cas de rougeole, tétanos et poliomyélite		2,482			2,482	1,50%
	Organiser un plaidoyer sur la relance des activités du PEV à l'intention des maires de commune.		2			2	0,50%
	Renforcer la capacité des Agents de santé en gestion du PEV (mise en œuvre plan formation MLM)		2,97			2,97	1,50%
	Reproduire les modules de formation sur la gestion du PEV		1,24			1,24	0,50%
	Acquérir un camion frigorifique (complément)		2,42			2,42	0,50%
	Acquérir les nouveaux vaccins et sous utilisés pour l'ensemble des formations sanitaires		1500			1500	1,00%
<b>TOTAL INTERVENTION C</b>		<b>51,95</b>	<b>2847,573</b>	<b>213,749</b>	<b>94,228</b>	<b>3207,5</b>	<b>100,00%</b>
<b>Intervention E»: Renforcement du personnel des centres de référence par la mise à disposition des pédiatres et/ou délégation de tâches</b>							
						0	
<b>Intervention F»: Introduction des méthodes injectables de contraception en milieu communautaire</b>							
						0	
<b>Intervention G»: Renforcement de la disponibilité des intrants (produits contraceptifs, consommables et fongicides; kit de PEC du RC)</b>							
						0	
<b>Intervention H»: Renforcement de la prise en charge du paludisme, de la pneumonie, de la diarrhée et de la PF au niveau des formations sanitaires et de la communauté.</b>							
						0	
						0	

Programme	Mesures/tâches	Coûts prévus en 2014 (en million)				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>e</sup> trimestre		
<b>Intervention I»: Renforcement de la disponibilité des intrants (équipements et médicaments)</b>							
						0	
						0	
<b>Intervention J»: Mise en place d'un mécanisme de collecte, d'analyse de données du niveau communautaire et du secteur privé</b>							<b>11,00%</b>
Programme d'Appui aux Activités de la Santé de la Reproduction	Acquérir des fournitures de bureau		2			2	<b>13,00%</b>
	Entretien des véhicules de la coordination	0,75	0,75	0,75	0,75	3	<b>27,00%</b>
Programme Intégré de Santé Familiale	Acquisition du matériel informatique (2 Ordinateurs portatifs)			3		3	<b>60,00%</b>
<b>TOTAL INTERVENTION J</b>		<b>0,75</b>	<b>2,75</b>	<b>3,75</b>	<b>0,75</b>	<b>8</b>	<b>100,00%</b>
<b>Intervention K»: Développement de partenariat avec les mairies et les radios locales pour la mobilisation communautaire et la pérennisation de la MEO des interventions</b>							<b>13,00%</b>
<b>DIRECTION DE LA SANTE DE LA MERE ET DE L'ENFANT</b>	Organiser conjointement avec les ONGs les séances de sensibilisation pour la réduction de la mortalité maternelle et néonatale (Ongs et comités interministériel de réduction la mortalité maternelle et néonatale		1	1	0,5	2,5	<b>100,00%</b>
<b>TOTAL INTERVENTION K</b>		<b>0</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>0,5</b>	<b>2,5</b>	<b>100,00%</b>
<b>Intervention L»: Renforcement de compétence des RC</b>							<b>12,00%</b>
<b>DIRECTION DE LA SANTE DE LA MERE ET DE L'ENFANT</b>	Faire le suivi de 100 relais communautaires formés sur le PIHI dans 4 zones sanitaires( SAO, PAK, COZO et Tchaourou	1	1	1	1	4	<b>100,00%</b>
<b>TOTAL INTERVENTION L</b>		<b>1,000</b>	<b>1,000</b>	<b>1,000</b>	<b>1,000</b>	<b>4,000</b>	<b>100,00%</b>
<b>Intervention M»: Amélioration de l'état nutritionnel des enfants de moins de cinq ans</b>							<b>11,00%</b>
Programme d'Appui aux Activités de la Santé de la Reproduction	Payer les décomptes du marché de 2013		28			28	<b>14,00%</b>
	Acquérir 1 797 752 comprimés d'albendazole pour le déparasitage systématique de tous les enfants du Bénin,		16			16	<b>33,00%</b>

Programme	Mesures/tâches	Coûts prévus en 2014 (en million)				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>e</sup> trimestre		
Programme Intégré de Santé Familiale	Acquérir des comprimés d'albendazole pour le déparasitage systématique de tous les enfants du Bénin,		10			10	5,00%
	Acquisition de vitamine A pour la supplémentation des enfants		5			5	6,00%
	Acquisition d'albendazole pour le déparasitage des enfants de moins de cinq ans			5		5	9,00%
Programme d'Appui aux Activités de la Santé de la Reproduction	Acquérir 1 797 752 comprimés d'albendazole pour le déparasitage systématique de tous les enfants du Bénin,			1		1	8,00%
<b>DIRECTION DE LA SANTE DE LA MERE ET DE L'ENFANT</b>	Assurer le suivi de 40 prestataires formés sur la prise en charge de la malnutrition aiguë sévère dans 3 ZS (ZOBOZA, 3 A et Bassila)			4		4	25,00%
<b>TOTAL INTERVENTION M</b>		<b>0</b>	<b>59</b>	<b>10</b>	<b>0</b>	<b>69</b>	<b>100,00%</b>
<b>TOTAL SANTE INFANTILE</b>		<b>53,700</b>	<b>2 913,323</b>	<b>249,499</b>	<b>98,478</b>	<b>3 315,000</b>	<b>100,00%</b>

MINISTÈRE DE LA SANTÉ (volet santé maternelle)

Programme	Mesures/tâches	Coût prévus en 2014				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>e</sup> trimestre		
<b>Intervention A»: Améliorer la disponibilité, l'accès et la qualité des fonctions SONU dans les formations sanitaires et les hôpitaux</b>							<b>34,00%</b>
Programme d'Appui aux Activités de la Santé de la Reproduction	Acquérir des matériels médico techniques (Boîte d'accouchement, boîtes d'épisiotomie, pèse-personne, tensiomètres «Vaquez»)		15,50			15,50	<b>11,00%</b>
Programme Intégré de Santé Familiale	Acquérir un véhicule de supervision marque TOYOTA Pick-up (double cabines)			22,50		22,50	<b>20,00%</b>
Programme Intégré de Santé Familiale	Acquérir quatre (04) ordinateurs portatifs			2,50		2,50	<b>5,00%</b>
Programme Intégré de Santé Familiale	Acquisition de deux Motos			1,00		1,00	<b>2,00%</b>
Programme d'Appui aux Activités de la Santé de la Reproduction	Acquérir des matériels médico techniques (Boîte d'accouchement, boîtes d'épisiotomie, pèse-personne, tensiomètres «Vaquez»)			15,50		15,50	<b>5,00%</b>
	Acquérir des matériels médico-techniques (Boîte d'accouchement, boîtes d'épisiotomie, pèse-personne, tensiomètres «Vaquez»)			28,00		28,00	<b>21,00%</b>
	Payer les décomptes du marché de 2015			1,50		1,50	<b>13,00%</b>

Programme	Mesures/tâches	Coût prévus en 2014				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>e</sup> trimestre		
<b>DIRECTION DE LA SANTE DE LA MERE ET DE L'ENFANT</b>	Assurer l'entretien et la réparation des matériels, photocopieurs, climatiseurs et du parc informatique			4,00		4,00	<b>5,00%</b>
<b>DIRECTION DE LA SANTE DE LA MERE ET DE L'ENFANT</b>	Assurer les autres prestations de service			3,00		3,00	<b>5,00%</b>
<b>DIRECTION DE LA SANTE DE LA MERE ET DE L'ENFANT</b>	Assurer les dépenses diverses de fonctionnement			2,00		2,00	<b>1,00%</b>
<b>DIRECTION DE LA SANTE DE LA MERE ET DE L'ENFANT</b>	Superviser 30 prestataires de 05 hôpitaux (CHD Ouémé, Lokossa, Goho Cotonou) sur les Soins Après Avortement			2,00		2,00	<b>1,00%</b>
<b>DIRECTION DE LA SANTE DE LA MERE ET DE L'ENFANT</b>	Faire une fois l'an l'audit de la qualité des données de la SMNE dans les 34 ZS		3,00			3,00	<b>1,00%</b>
<b>DIRECTION DE LA SANTE DE LA MERE ET DE L'ENFANT</b>	Disséminer les plans d'accélération des progrès des OMD 4 et 5 et d'opérationnalisation de la feuille de route pour la réduction de la mortalité			6,00		6,00	<b>4,00%</b>
<b>DIRECTION DE LA SANTE DE LA MERE ET DE L'ENFANT</b>	Faire une tournée de suivi de l'opérationnalisation de la stratégie de réduction de la mortalité dans 3 ZS		4,00			4,00	<b>2,00%</b>
<b>DIRECTION DE LA SANTE DE LA MERE ET DE L'ENFANT</b>	Faire le suivi de 50 prestataires formés sur l'audit des décès maternels et néonataux et les SONU dans 5 ZS (DAA, 3A, 2KP, ZOBOZA et PAS		5,00			5,00	<b>4,00%</b>

Programme	Mesures/tâches	Coût prévus en 2014				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>e</sup> trimestre		
<b>TOTAL INTERVENTION A</b>		0,00	27,50	88,00	0,00	115,50	100,00%
<b>Intervention B»: Améliorer la couverture en accouchements assistés</b>							<b>48,00%</b>
<b>DIRECTION DE LA SANTE DE LA MERE ET DE L'ENFANT</b>	Acquérir de carburant et lubrifiant		12,00			12,00	<b>2,00%</b>
<b>DIRECTION DE LA SANTE DE LA MERE ET DE L'ENFANT</b>	Acquérir de pièces de rechange, des pneumatiques pour la maintenance préventive des matériels roulants à deux et à quatre roues		8,00			8,00	<b>3,00%</b>
<b>DIRECTION DE LA SANTE DE LA MERE ET DE L'ENFANT</b>	Appuyer les missions de dépistage et de traitement des fistules obstétricales		2,00			2,00	2,00%
Agence Nationale de Gestion de la Gratuité de Césariennes	Assurer le remboursement les frais de 28350 césariennes	708,75	708,75	708,75	708,75	2835,00	27,00%
	Organiser trimestriellement une mission de validation des césariennes déclarées par les hôpitaux agréés	8,00	8,00	8,00	6,00	28,00	6,00%
	Organiser une tournée d'information des membres du CA dans les 48 centres agréés		8,52			8,52	5,00%
	Régler les contentieux qui naissent de l'opérationnalisation de la mesure de gratuité		1,00			1,00	1,00%
	Organiser deux ateliers départementaux et un atelier national de réflexion sur la gratuité de la césarienne		30,00			30,00	3,00%
	Assurer la sécurité du siège de l'ANGC (Gardiennage)		5,13			5,13	5,00%



Programme	Mesures/tâches	Coût prévus en 2014				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>e</sup> trimestre		
Agence Nationale de Gestion de la Gratuité de Césariennes	Payer le loyer du siège de l'ANGC	6,00	6,00	6,00	6,00	24,00	3,00%
	Réaliser l'audit financier de 2009 à 2012			12,00		12,00	3,00%
	Réaliser l'audit organisationnel et financier de 2013			7,00		7,00	4,00%
	Elaborer le compte de gestion et le compte administratif 2013			1,00		1,00	2,00%
	Elaborer le budget 2015			0,80		0,80	2,00%
	Organiser les sessions du CA au titre de l'année 2014		5,00		5,13	10,13	2,00%
	Assurer l'entretien du matériel, mobilier, logiciel et bâtiment de l'ANGC	1,20	1,20	1,20	2,00	5,60	1,00%
	Acquérir des fournitures bureau, consommables informatiques et carburant pour le fonctionnement de l'ANGC	7,00	6,00	7,00	6,00	26,00	2,00%
	Organiser des voyages d'études et d'échanges pour la Direction de l'ANGC		10,00			10,00	3,00%
	Organiser un voyage d'échanges pour les administrateurs		6,00			6,00	3,00%
	Assurer le paiement des factures d'électricité, d'eau, de presse, d'internet et de téléphone		7,20			7,20	2,00%

Programme	Mesures/tâches	Coût prévus en 2014				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>e</sup> trimestre		
	Réaliser des supervisions conjointes avec la DSME		2,50			2,50	3,00%
	Mettre à jour le manuel de procédure administrative, comptable et financier de l'ANGC		7,00			7,00	2,00%
	Assurer le paiement des charges diverses de fonctionnement		1,00			1,00	2,00%
	Former les administrateurs sur la lecture des Etats Financiers, du budget		10,00			10,00	2,00%
	Former les agents de l'ANGC sur les procédures de passation des marchés publics		5,00			5,00	1,00%
	Recruter le personnel		2,30			2,30	4,00%
	Assurer le personnel et le matériel roulant		7,50			7,50	2,00%
Agence Nationale de Gestion de la Gratuité de Césariennes	Assurer le paiement des charges de personnel y compris le recrutement d'un (01) assistant administratif, deux (02)CVA, un (1) Directeur de la Coopération et de l'Evaluation et un (1) Chef service Qualité ou réglementation et Contentieux.	1,90	1,90	1,90	1,90	7,59	2,00%
Agence Nationale de Gestion de la Gratuité de Césariennes	Acquérir divers équipements pour le fonctionnement		1,05			1,05	1,00%
<b>TOTAL INTERVENTION B</b>		<b>732,85</b>	<b>863,05</b>	<b>753,65</b>	<b>735,77</b>	<b>3083,32</b>	<b>100,00%</b>

Programme	Mesures/tâches	Coût prévus en 2014				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>e</sup> trimestre		
<b>Intervention C»: Améliorer le taux de couverture en planification familiale</b>							18,00%
Programme d'Appui aux Activités de la Santé de la Reproduction	Acquérir des produits contraceptifs		2,00			2,00	37,00%
<b>DIRECTION DE LA SANTE DE LA MERE ET DE L'ENFANT</b>	Acquérir des fournitures consommées et produits d'entretien pour son fonctionnement			10,00		10,00	14,00%
<b>DIRECTION DE LA SANTE DE LA MERE ET DE L'ENFANT</b>	Assurer semestriellement le suivi et la gestion des produits contraceptifs dans les trente quatre (34) Zones Sanitaires		3,00			3,00	17,00%
<b>DIRECTION DE LA SANTE DE LA MERE ET DE L'ENFANT</b>	Faire un suivi de 50 prestataires formés sur la technologie contraceptive dans 3 ZS		3,00			3,00	16,00%
<b>DIRECTION DE LA SANTE DE LA MERE ET DE L'ENFANT</b>	Organiser des séances de Communication pour un Changement de Comportement (CCC) sur la Santé de la Reproduction, des Adolescents et des Jeunes (SRAJ) chez les jeunes scolarisés ou non dans six (6) Zones Sanitaires			5,00		5,00	10,00%
<b>DIRECTION DE LA SANTE DE LA MERE ET DE L'ENFANT</b>	Réaliser 50 émissions sur les radios locales PF, SRAJ, Nutrition et la mortalité maternelle		3,00			3,00	6,00%
<b>TOTAL INTERVENTION C</b>		<b>0,00</b>	<b>11,00</b>	<b>15,00</b>	<b>0,00</b>	<b>26,00</b>	<b>100,00%</b>
<b>TOTAL SANTE MATERNELLE</b>		<b>732,85</b>	<b>901,55</b>	<b>856,65</b>	<b>735,77</b>	<b>3224,82</b>	<b>100,00%</b>

MINISTERE DE LA SANTÉ (volet ENRAYER LE VIH SIDA)

Programme	Mesures/tâches	Coût prévus en 2014				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre		
<b>Intervention A»: Organisation de deux campagnes de dépistage du VIH par département et par an en milieu scolaire, universitaire et chez les jeunes déscolarisés</b>							<b>38%</b>
Cha. : 66 013 636 00 Programme National de Lutte contre le SIDA	<b>Acquérir des ARV</b>					<b>1000</b>	<b>28%</b>
	Acquérir des fournitures de bureau pour le CIPEC Mono-Couffo					<b>1,5</b>	<b>3%</b>
	Acquérir des fournitures de bureau pour le CIPEC Zou-Collines					<b>1,5</b>	<b>3%</b>
	Acquérir des fournitures de bureau pour le CIPEC Borgou-Alibori					<b>1,5</b>	<b>3%</b>
	Acquérir des fournitures de bureau pour le CIPEC Atacora-Donga					<b>1,5</b>	<b>3%</b>
	Acquérir des fournitures de bureau pour le CIPEC Atlantique-Littoral					<b>1,5</b>	<b>2%</b>
	Acquérir des fournitures de bureau pour le CIPEC Ouémé-Plateau					<b>1,5</b>	<b>4%</b>
	Acquérir des fournitures de bureau pour le PNL (Encres pour copieurs, encres pour imprimantes, cartons de rames papiers, classeurs, chrono, consommables de bureau)					<b>10</b>	<b>2%</b>

Programme	Mesures/tâches	Coût prévus en 2014				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre		
	Acquérir du carburant pour le PNLS (groupe électrogène du PNLS, groupe électrogène du Laboratoire de référence du PNLS et pour les activités de supervision et dotation au personnel)					20	3%
	Acquérir du carburant pour CIPEC Atlantique-Littoral					1,5	7%
	Acquérir du carburant pour CIPEC Ouémé-Plateau					1,5	7%
	Acquérir du carburant pour CIPEC Mono-Couffo					1,5	7%
	Acquérir du carburant pour CIPEC Zou-Collines					2	7%
	Acquérir du carburant pour CIPEC Borgou-Alibori					2	7%
	Acquérir du carburant pour CIPEC Atacora-Donga					1,5	7%
	Assurer la maintenance du parc automobile du niveau central					5	7%
<b>TOTAL INTERVENTION A</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1054</b>	<b>100%</b>

Programme	Mesures/tâches	Coût prévus en 2014				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre		
<b>Intervention B»: Sensibilisation des jeunes à travers l'organisation des journées mondiales de lutte contre le Sida</b>							<b>22%</b>
Cha. : 66 013 636 00 Programme National de Lutte contre le SIDA	Acquérir des réactifs pour le suivi biologique des PVVIH			400		400	<b>42%</b>
	Assurer le contrôle de qualité trimestriel des données VIH par CIPEC Atlantique/ Littoral			4		4	<b>8%</b>
	Assurer le contrôle de qualité trimestriel des données VIH par le CIPEC Ouémé/ Plateau				4	4	<b>8%</b>
	Assurer le contrôle de qualité trimestriel des données VIH par le CIPEC Mono/ Couffo				4	4	<b>8%</b>
	Assurer le contrôle de qualité trimestriel des données VIH par le CIPEC Zou/ Collines			4		4	<b>8%</b>
	Assurer le contrôle de qualité trimestriel des données VIH par le CIPEC Borgou/ Alibori			4		4	<b>8%</b>
	Assurer le contrôle de qualité trimestriel des données VIH par le CIPEC Atacora/ Donga			4		4	<b>3%</b>
	Assurer l'entretien des locaux du PNLS (siège du PNLS: R+2, le laboratoire de référence: R+1, le SIDAG: R+1)					10	<b>3%</b>

Programme	Mesures/tâches	Coût prévus en 2014				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre		
	Assurer 2 supervisions du niveau opérationnel par chaque CIPEC (un million par CIPEC)			6		6	3%
	Assurer 2 supervisions au niveau des départements et des sites par le niveau central		10			10	3%
	Faire la maintenance des appareils médico -techniques du Laboratoire de Référence du PNLS	3				3	3%
	Faire la maintenance des appareils médico -techniques du Laboratoire du CIPEC Atlantique-Littoral			1		1	3%
<b>TOTAL INTERVENTION B</b>		<b>3</b>	<b>10</b>	<b>423</b>	<b>18</b>	<b>454</b>	<b>100%</b>
<b>Intervention C»: Organisation de l'enquête de deuxième génération (ESDG) qui permettra de renseigner tous les indicateurs d'impact liés à l'OMD 6</b>							
<b>Intervention D»: Intensification des interventions de lutte contre le Sida en direction des MARP's en contractant des ONG</b>							<b>40%</b>
Cha. : 66 013 636 00 Programme National de Lutte contre le SIDA	Acquérir des consommables pour le suivi biologique des PVVIH		<b>100</b>			100	<b>43%</b>
	Organiser la supervision des gestionnaires d'ARV et des agents de santé prescripteurs d'ARV		<b>5</b>			5	<b>5%</b>

Programme	Mesures/tâches	Coût prévus en 2014				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre		
	Faire la maintenance des appareils médico -techniques du Laboratoire du CIPEC Ouémé-Plateau		1			1	4%
	Faire la maintenance des appareils médico -techniques du Laboratoire du CIPEC Mono-Couffo		1			1	4%
	Faire la maintenance des appareils médico -techniques du Laboratoire du CIPEC Zou-Collines			1		1	4%
	Faire la maintenance des appareils médico -techniques du Laboratoire du CIPEC Borgou – Alibori			1		1	4%
	Faire la maintenance des appareils médico -techniques du Laboratoire du CIPEC Atacora-Donga			1		1	4%
	Faire l’inventaire annuel du matériel du programme et assurer la distribution des équipements		5			5	4%
	Contribuer à la réalisation de l’enquête nationale de sérosurveillance (supervision des sages femmes et des biotechnologistes pour toutes les étapes de l’étude en 2014)		7			7	4%



Programme	Mesures/tâches	Coût prévus en 2014				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre		
	Assurer la communication sur le programme (Production de supports d'information; multiplication de supports, production Echos du programme)			5		5	4%
	Produire et multiplier des outils de collecte de données			6		6	4%
	Effectuer des voyages d'étude et d'échange d'expérience			12		12	4%
	Organiser une journée scientifique nationale sur le SIDA			0		0	4%
	Organiser une Campagne de dépistages en milieu scolaire, universitaire et chez les jeunes déscolarisés par département (Atlaltique littoral et Mono Couffo)			20		20	4%
	Organiser les journées mondiales de lutte contre le Sida au niveau national			10		10	4%
<b>TOTAL INTERVENTION D</b>		<b>0</b>	<b>119</b>	<b>56</b>	<b>0</b>	<b>175</b>	<b>100%</b>
<b>TOTAL ENRAYER SIDA</b>		<b>3</b>	<b>119</b>	<b>56</b>	<b>0</b>	<b>175</b>	<b>100%</b>

MINISTÈRE DE LA SANTÉ (volet Assurer l'accès aux traitements contre le VIH / Sida)

Programme	Mesures/tâches	Coûts prévus en 2014				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>e</sup> trimestre		
<b>Intervention A»: Acquisition des médicaments ARV et des médicaments de prise en charge des infections opportunistes pour les PVVIH</b>							<b>27,00%</b>
Programme National de Lutte contre le SIDA	Acquérir de l'ARV pour le traitement des adultes et des enfants					500	80,00%
Programme National de Lutte contre le SIDA	Faire passer une communication en conseil des Ministres pour solliciter une dérogation spéciale pour l'acquisition des ARV					0	5,00%
Programme National de Lutte contre le SIDA	Plaidoyer auprès du FM pour l'allègement des procédures de validation des commandes faites par le PNLS					0	10,00%
Programme National de Lutte contre le SIDA	Rendre disponibles les ressources pour réaliser les activités connexes à l'acquisition des ARV (approvisionnement des sites, suivi de la gestion des ARV, supervision des agents qui prescrivent ces ARV....)					0,02	5,00%
<b>TOTAL INTERVENTION A</b>		0,000	0,000	0,000	0,000	500,020	<b>100,00%</b>
<b>Intervention B»: Acquisition des réactifs pour le dépistage du VIH et pour le suivi biologiques des PVVIH</b>							<b>33,00%</b>
Programme National de Lutte contre le SIDA	Acquérir des consommables pour le suivi biologique des PVVIH					100	100,00%
<b>TOTAL INTERVENTION B</b>		0	0	0	0	100	<b>100,00%</b>
<b>Intervention C»: Acquisition des consommables pour le suivi biologique des PVVIH</b>							<b>30,00%</b>
Programme National de Lutte contre le SIDA	Prévoir une ligne budgétaire sur PIP pour combler le gap pour l'acquisition des consommables	256,000				256	42,00%

Programme	Mesures/tâches	Coûts prévus en 2014				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>e</sup> trimestre		
Cha. : 66 013 636 00 Programme National de Lutte contre le SIDA	Assurer l'entretien des locaux du CIPEC Atlantique-Littoral		1,500			1,5	8,00%
	Assurer l'entretien des locaux du CIPEC Ouémé-Plateau		1,500			1,5	8,00%
	Assurer l'entretien des locaux du CIPEC Mono-Couffo		1,500			1,5	8,00%
	Assurer l'entretien des locaux du CIPEC Zou-Collines			1,500		1,5	8,00%
	Assurer l'entretien des locaux du CIPEC Borgou-Alibori			1,500		1,5	8,00%
	Assurer l'entretien des locaux du CIPEC Atacora-Donga			1,500		1,5	8,00%
	Assurer les réunions semestrielles avec les démembrés du PNLS (Le niveau central, les CIPEC, les ONG en partenariat avec le PNLS et les PTF)			10,000		10	10,00%
<b>TOTAL INTERVENTION C</b>		<b>256,000</b>	<b>4,500</b>	<b>14,500</b>	<b>0,000</b>	<b>275,000</b>	<b>100,00%</b>
<b>Intervention D»: Recrutement de personnel qualifié pour les sites de prise en charge par des PVVIH</b>							<b>10,00%</b>
	Recrutement de personnel qualifié pour les sites de PEC					PM	100,00%
<b>TOTAL INTERVENTION D</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>100,00%</b>
<b>TOTAL ASSURER</b>		<b>256,000</b>	<b>4,500</b>	<b>14,500</b>	<b>0,000</b>	<b>275,000</b>	<b>100,00%</b>

MINISTÈRE DE LA SANTÉ (Volet lutte contre le paludisme)

Programme	Mesure taches	Coûts prévus en 2014				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>e</sup> trimestre		
<b>Intervention A»: Organisation de la campagne de distribution de masse de 2014 (accès universel)</b>							<b>37%</b>
Programme National de Lutte contre le Paludisme	Mettre en œuvre la prise en charge gratuite des cas de paludisme chez les femmes enceintes et les enfants de moins de cinq ans	25	25	25	25	1000	19%
Programme National de Lutte contre le Paludisme	Contribuer à la mise en œuvre de la campagne de distribution de MIILD aux ménages en 2014		179,764			179,764	20%
Programme National de Lutte contre le Paludisme	Réaliser 06 missions de suivi de la gestion des médicaments, TDR, des MIILD et autres intrants de lutte contre le paludisme par les cellules départementales du PNL		14			14	6%
Programme National de Lutte contre le Paludisme	Réaliser des supervisions trimestrielles des agents chargés de la gestion des ILP dans les CAME, 34 DRZ et FS		10			10	8%
Programme National de Lutte contre le Paludisme	Réaliser 04 supervisions des agents impliqués dans le diagnostic biologique du paludisme dans tous les départements		10			10	8%
Programme National de Lutte contre le Paludisme	Faire semestriellement, le suivi des activités communautaires de lutte contre le paludisme menées par les partenaires dans toutes les 34 ZS		15			15	8%
Programme National de Lutte contre le Paludisme	Contribuer à l'organisation de la Journée Mondiale de lutte contre le paludisme 2014		10			10	8%
Programme National de Lutte contre le Paludisme	Réaliser 02 supervisions semestrielles des agents de santé du secteur public et confessionnel sur la prise en charge du paludisme		14			14	9%

Programme	Mesure taches	Coûts prévus en 2014				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>e</sup> trimestre		
Programme National de Lutte contre le Paludisme	Réaliser 02 supervisions semestrielles des prestataires des maternités sur le traitement Préventif Intermittent à la sulfadoxine pyriméthamine		10			10	11%
Programme National de Lutte contre le Paludisme	Réaliser 04 supervisions trimestrielles des agents de santé sur la prise en charge des cas de paludisme et sur le traitement Préventif Intermittent dans les formations sanitaires (à réaliser par les cellules départementales)		24			24	3%
<b>TOTAL INTERVENTION A</b>		<b>25,00</b>	<b>311,76</b>	<b>25,00</b>	<b>25,00</b>	<b>1286,76</b>	<b>100%</b>
<b>Intervention B»: Maintien de la distribution de routine aux enfants de moins d'un an</b>							<b>28%</b>
Programme National de Lutte contre le Paludisme	Réaliser une étude sur l'infestation palustre chez les enfants de 06 à 59 mois ainsi que les facteurs influençant cette infestation dans les zones de forte et faible résistance des vecteurs du paludisme aux pyréthrinoïdes	33,55				33,55	37%
Programme National de Lutte contre le Paludisme	Réaliser une étude entomologique sur le comportement des vecteurs			12,5		12,5	12%
Programme National de Lutte contre le Paludisme	Réaliser une étude entomologique sur la transmission du paludisme par les vecteurs			8,875		8,875	22%
Programme National de Lutte contre le Paludisme	Suivre les niveaux de résistance aux pyréthrinoïdes au sein des populations d'Anophèles dans des sites sélectionnés		4,9			4,9	14%

Programme	Mesure taches	Coûts prévus en 2014				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>e</sup> trimestre		
Programme National de Lutte contre le Paludisme	Coordination et évaluation final du Projet	50,75				50,75	15%
<b>TOTAL INTERVENTION B</b>		<b>84,300</b>	<b>4,900</b>	<b>21,375</b>	<b>0,000</b>	<b>110,575</b>	<b>100%</b>
<b>Intervention C»): Accès précoce et correct au diagnostic et au traitement des cas de paludisme à tous les niveaux de la pyramide sanitaire</b>							<b>35%</b>
Programme National de Lutte contre le Paludisme	Remboursement PEC gratuite dans les 8 zones sanitaires	38	38	38	38	150	28%
Programme National de Lutte contre le Paludisme	Acquérir des intrants pour le contrôle qualité des CTA, sel de quinine, des TDR et autres par un laboratoire		10			10	4%
Programme National de Lutte contre le Paludisme	Supervision des cellules départementales dans le cadre du bilan de la mise de la prise en charge gratuite du paludisme		3			3	6%
Programme National de Lutte contre le Paludisme	Former les relais communautaires sur la prise en charge gratuite du paludisme chez les enfants de moins de cinq ans (diagnostic et traitement)		10			10	2%
Programme National de Lutte contre le Paludisme	Former les élus locaux, les leaders d'opinion et les religieux sur le mécanisme de suivi évaluation et le mécanisme de remboursement des frais liés à la gratuité		10			10,145	4%
Programme National de Lutte contre le Paludisme	Confectionner et imprimer les supports de données sur la mise en œuvre de la gratuité (Document de stratégie, manuel opérationnel sur la prise en charge gratuite du paludisme, flyers, registre autocarbonnés...)			10		10	5%
Programme National de Lutte contre le Paludisme	Faire le plaidoyer pour la mobilisation des fonds auprès des PTF			5		5	6%

Programme	Mesure taches	Coûts prévus en 2014				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>e</sup> trimestre		
Programme National de Lutte contre le Paludisme	Organiser deux voyages de partage d'expérience avec 2 pays (Burundi et le Sénégal) de la sous région qui ont mis en œuvre la gratuité de la prise en charge du paludisme			17		16,7	4%
Programme National de Lutte contre le Paludisme	Assurer la prise en charge du consultant pour la Confection et installation de base données pour enregistrement de toutes les données financières, épidémiologiques et intrants liées à la gratuité (PNLP national, DDS/PNLP, ZS)		10			10	2%
Programme National de Lutte contre le Paludisme	Acquérir 10 ordinateurs + imprimantes+ ondulateurs+régulateurs+ disque durs externes pour la gestion de la gratuité: Coordination PNL P DDSPNLP		15			15	2%
Programme National de Lutte contre le Paludisme	Assurer le contrôle de qualité des tests de diagnostic rapide (frais de transfert)		2			1,5	2%
Programme National de Lutte contre le Paludisme	Réaliser des audits semestriels de la mise en œuvre de la gratuité dans les ZS		10			10	2%
Programme National de Lutte contre le Paludisme	Réaliser une revue de partage d'information par département avec les principaux acteurs des hôpitaux impliqués dans la PEC gratuite		16			16	2%
Programme National de Lutte contre le Paludisme	Contactualiser avec les ONG et médias de proximité pour les activités a base communautaire en faveur de la prise en charge gratuite chez les cibles		100			100	3%
Programme National de Lutte contre le Paludisme	Superviser les activités des ONG et des radios de proximité		4			4	2%

Programme	Mesure taches	Coûts prévus en 2014				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>e</sup> trimestre		
Programme National de Lutte contre le Paludisme	Assurer le fonctionnement de la coordination et des structures départementales PNLN dans le cadre de la gratuité (Internet, Carburant, téléphone, corporate, entretien des véhicules)		30			30	2%
Programme National de Lutte contre le Paludisme	Acquérir deux (02) véhicules 4*4 Toyota pour la coordination PNLN		69			69	5%
Programme National de Lutte contre le Paludisme	Acquérir trois (03) véhicules 4*4 pick up pour les cellules départementales du PNLN			51		51	4%
Programme National de Lutte contre le Paludisme	Acquérir 34 ordinateurs pour la gestion de la gratuité: 34 points focaux Zones sanitaires	20				20	3%
Programme National de Lutte contre le Paludisme	Faire le bilan de la mise de la prise en charge gratuite du paludisme par département			15		15	3%
Programme National de Lutte contre le Paludisme	Réaliser et diffuser un documentaire avec doublage en langues nationales (Fon, Nago, Adja, Dendi et Bariba) sur la gratuité du paludisme dans les formations sanitaires et hôpitaux		20			20	3%
Programme National de Lutte contre le Paludisme	Réaliser et diffuser par trimestre un publi-reportage des activités du PNLN			9		9	3%
Programme National de Lutte contre le Paludisme	Réaliser des outils de promotion sur la lutte contre le paludisme			4		4	3%
<b>TOTAL INTERVENTION C</b>		<b>57,50</b>	<b>346,15</b>	<b>148,20</b>	<b>37,50</b>	<b>589,35</b>	<b>100,00%</b>
<b>TOTAL LUTTE CONTRE PALUDISME</b>		<b>166,80</b>	<b>662,81</b>	<b>194,58</b>	<b>62,50</b>	<b>1 986,68</b>	<b>100,00%</b>





## MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES TRANSPORTS

Programme	Mesures/tâches	Coûts prévus en 2014				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre		
<b>Intervention A»: Réhabilitation de 10»300 km de pistes rurales dans toutes les communes du Bénin sauf Cotonou</b>							<b>40,00%</b>
PROGRAMME D'APPUI AU SOUS SECTEUR DE TRANSPORT RURAL (PASTR)	Evaluer les Communes bénéficiaires et déterminer les schémas d'itinéraires	50,00	50,00	50,00	0,00	150,00	3,00%
PROGRAMME D'APPUI AU SOUS SECTEUR DE TRANSPORT RURAL (PASTR)	Assister les Communes dans l'élaboration des DAO	0,00	5,00	0,00	0,00	5,00	3,00%
PROGRAMME D'APPUI AU SOUS SECTEUR DE TRANSPORT RURAL (PASTR)	Assister les Communes dans le lancement et le dépouillement des appels d'offres	0,00	5,00	0,00	0,00	5,00	3,00%
PROGRAMME D'APPUI AU SOUS SECTEUR DE TRANSPORT RURAL (PASTR)	Faire la synthèse des dépouillements des appels d'offres	0,00	10,00	0,00	0,00	10,00	5,00%
PROGRAMME D'APPUI AU SOUS SECTEUR DE TRANSPORT RURAL (PASTR)	Faire approuver les contrats de marché par les Elus Locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10,00%
PROGRAMME D'APPUI AU SOUS SECTEUR DE TRANSPORT RURAL (PASTR)	Faire payer les avances de démarrage par le Fonds Routier	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	5,00%
PROGRAMME D'APPUI AU SOUS SECTEUR DE TRANSPORT RURAL (PASTR)	Exécuter les contrats de marché approuvés et faire le suivi du paiement des décomptes par le Fonds Routier	0,00	1 000,00	1 000,00	1 139,95	3 139,95	40,00%
PROGRAMME D'APPUI AU SOUS SECTEUR DE TRANSPORT RURAL (PASTR)	Acquérir des biens d'équipement pour le fonctionnement du programme	0,00	150,00	0,00	0,00	150,00	20,00%

Programme	Mesures/tâches	Coûts prévus en 2014				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre		
PROGRAMME D'APPUI AU SOUS SECTEUR DE TRANSPORT RURAL (PASTR)	Faire le suivi physique d'exécution des travaux	15,00	50,00	50,00	50,00	165,00	5,00%
PROGRAMME D'APPUI AU SOUS SECTEUR DE TRANSPORT RURAL (PASTR)	Elaborer le rapport du premier trimestre 2014	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2,00%
PROGRAMME D'APPUI AU SOUS SECTEUR DE TRANSPORT RURAL (PASTR)	Elaborer le rapport du deuxième trimestre 2014	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2,00%
PROGRAMME D'APPUI AU SOUS SECTEUR DE TRANSPORT RURAL (PASTR)	Elaborer le rapport du troisième trimestre 2014	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2,00%
<b>TOTAL INTERVENTION A</b>		<b>2 065,00</b>	<b>1 270,00</b>	<b>1 100,00</b>	<b>1 189,95</b>	<b>5 624,95</b>	<b>100,00%</b>
<b>Intervention B»: Acquisition et installation de 15 ponts métalliques dans diverses localités du Bénin</b>							<b>25,00%</b>
PROGRAMME D'URGENCE DE DESENCLAVEMENT DANS LES LOCALITES DU BENIN	Elaborer le DAO pour réalisation des appuis	0,00	0,00	0,00	0,00	<b>0,00</b>	<b>2,00%</b>
PROGRAMME D'URGENCE DE DESENCLAVEMENT DANS LES LOCALITES DU BENIN	Sélectionner les entreprises devant réaliser les appuis	0,00	0,00	0,00	0,00	<b>0,00</b>	<b>3,00%</b>
PROGRAMME D'URGENCE DE DESENCLAVEMENT DANS LES LOCALITES DU BENIN	Faire approuver les contrats de marchés relatifs aux appuis	0,00	0,00	0,00	0,00	<b>0,00</b>	<b>5,00%</b>
PROGRAMME D'URGENCE DE DESENCLAVEMENT DANS LES LOCALITES DU BENIN	Payer les avances de démarrage	370,00	700,00	0,00	0,00	<b>1 070,00</b>	<b>10,00%</b>
PROGRAMME D'URGENCE DE DESENCLAVEMENT DANS LES LOCALITES DU BENIN	Réaliser les travaux pour les appuis	0,00	0,00	0,00	0,00	<b>0,00</b>	<b>20,00%</b>

Programme	Mesures/tâches	Coûts prévus en 2014				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre		
PROGRAMME D'URGENCE DE DESENCLAVEMENT DANS LES LOCALITES DU BENIN	Payer les décomptes des entreprises pour la réalisation des appuis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10,00%
PROGRAMME D'URGENCE DE DESENCLAVEMENT DANS LES LOCALITES DU BENIN	Finaliser les DAO pour la fourniture des ponts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5,00%
PROGRAMME D'URGENCE DE DESENCLAVEMENT DANS LES LOCALITES DU BENIN	Sélectionner l'entreprise pour la fourniture des ponts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5,00%
PROGRAMME D'URGENCE DE DESENCLAVEMENT DANS LES LOCALITES DU BENIN	Faire approuver le contrat de marché de l'entreprise sélectionnée pour la fourniture des ponts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5,00%
PROGRAMME D'URGENCE DE DESENCLAVEMENT DANS LES LOCALITES DU BENIN	Réception les ponts métalliques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15,00%
PROGRAMME D'URGENCE DE DESENCLAVEMENT DANS LES LOCALITES DU BENIN	Installer les ponts métalliques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10,00%
PROGRAMME D'URGENCE DE DESENCLAVEMENT DANS LES LOCALITES DU BENIN	Faire le suivi physique d'exécution des travaux	50,00	50,00	0,00	0,00	100,00	5,00%
PROGRAMME D'APPUI AU SOUS SECTEUR DE TRANSPORT RURAL (PASTR)	Acquérir des biens d'équipement pour le fonctionnement du programme	0,00	50,00	0,00	0,00	50,00	5,00%
<b>TOTAL INTERVENTION B</b>		<b>420,00</b>	<b>800,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 220,00</b>	<b>100,00%</b>

Programme	Mesures/tâches	Coûts prévus en 2014				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre		
<b>Intervention C»: Poursuite et achever le désenclavement des localités de So-Ava, Grand-Popo et Aguégus</b>							<b>10,00%</b>
PROGRAMME D'URGENCE DE DESENCLAVEMENT DANS LES LOCALITES DU BENIN	Introduire une communication pour instruire la DNCMP/MEF à autoriser les DDTTP à poursuivre les travaux et approuver tous les contrats en cours au nom des DDTTP	0,00	0,00	0,00	0,00	<b>0,00</b>	<b>20,00%</b>
PROGRAMME D'URGENCE DE DESENCLAVEMENT DANS LES LOCALITES DU BENIN	Notifier le relevé de la décision du Conseil des Ministres à la DNCMP pour obtenir son autorisation d'attribution des marchés aux DDTTP	0,00	0,00	0,00	0,00	<b>0,00</b>	<b>5,00%</b>
PROGRAMME D'URGENCE DE DESENCLAVEMENT DANS LES LOCALITES DU BENIN	Faire approuver les contrats aux trois DDTTP concernés	0,00	0,00	0,00	0,00	<b>0,00</b>	<b>10,00%</b>
PROGRAMME D'URGENCE DE DESENCLAVEMENT DANS LES LOCALITES DU BENIN	Payer les avances de démarrages aux DDTTP	0,00	200,00	0,00	0,00	<b>200,00</b>	<b>5,00%</b>
PROGRAMME D'URGENCE DE DESENCLAVEMENT DANS LES LOCALITES DU BENIN	Faire reprendre les travaux par les DDTTP concernés	0,00	0,00	0,00	0,00	<b>0,00</b>	<b>30,00%</b>
PROGRAMME D'URGENCE DE DESENCLAVEMENT DANS LES LOCALITES DU BENIN	Payer les décomptes introduits par les DDTTP	0,00	0,00	400,00	380,00	<b>780,00</b>	<b>20,00%</b>
PROGRAMME D'URGENCE DE DESENCLAVEMENT DANS LES LOCALITES DU BENIN	Faire le suivi physique d'exécution des travaux	0,00	0,00	10,00	10,00	<b>20,00</b>	<b>10,00%</b>
<b>TOTAL INTERVENTION C</b>		<b>0,00</b>	<b>200,00</b>	<b>410,00</b>	<b>390,00</b>	<b>1 000,00</b>	<b>100,00%</b>

Programme	Mesures/tâches	Coûts prévus en 2014				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre		
<b>Intervention D»: Aménagement et bitumage de la route Akassato-Bohicon</b>							<b>25,00%</b>
TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA ROUTE CALAVI-BOHICON-DAN	Achever les travaux du lot1	0,00	400,00	0,00	0,00	<b>400,00</b>	<b>15,00%</b>
TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA ROUTE CALAVI-BOHICON-DAN	Réceptionner provisoirement les travaux du lot1	0,00	0,00	0,00	0,00	<b>0,00</b>	<b>5,00%</b>
TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA ROUTE CALAVI-BOHICON-DAN	Recenser les personnes affecter par le projet et évaluer les dédommagements	0,00	0,00	0,00	0,00	<b>0,00</b>	<b>10,00%</b>
TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA ROUTE CALAVI-BOHICON-DAN	Valider en Conseil des Ministres les travaux de la Commission d'indemnisation et payer les sinistrés	0,00	200,00	200,00	0,00	<b>400,00</b>	<b>10,00%</b>
TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA ROUTE CALAVI-BOHICON-DAN	Faire approuver les contrats liés au déplacement des réseaux (SBEE, SONEB, BENIN TELECOM, Réseau d'adduction d'eau villageoise) et exécuter les travaux	1 000,00	1 000,00	275,00	0,00	<b>2 275,00</b>	<b>15,00%</b>
TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA ROUTE CALAVI-BOHICON-DAN	Installation du chantier du lot2	0,00	0,00	0,00	0,00	<b>0,00</b>	<b>5,00%</b>
TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA ROUTE CALAVI-BOHICON-DAN	Installation du chantier du lot3	0,00	0,00	0,00	0,00	<b>0,00</b>	<b>5,00%</b>
TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA ROUTE CALAVI-BOHICON-DAN	Alimenter en eau et énergie élection la base d'installation du lot2	0,00	0,00	0,00	0,00	<b>0,00</b>	<b>2,00%</b>
TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA ROUTE CALAVI-BOHICON-DAN	Alimenter en eau et énergie élection la base d'installation du lot3	0,00	0,00	0,00	0,00	<b>0,00</b>	<b>5,00%</b>
TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA ROUTE CALAVI-BOHICON-DAN	Dégager l'emprise sur les lots2 et 3	0,00	0,00	0,00	0,00	<b>0,00</b>	<b>10,00%</b>

Programme	Mesures/tâches	Coûts prévus en 2014				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre		
TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA ROUTE CALAVI-BOHICON-DAN	Aménager les voies de déviations sur les lots 2 et 3	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10,00%
TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA ROUTE CALAVI-BOHICON-DAN	Recherche et constitution de carrières du lot2	0,00	300,00	0,00	0,00	300,00	2,00%
TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA ROUTE CALAVI-BOHICON-DAN	Recherche et constitution de carrières du lot3	0,00	300,00	0,00	0,00	300,00	2,00%
TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA ROUTE CALAVI-BOHICON-DAN	Faire le suivi physique d'exécution des travaux	20,00	30,00	30,00	15,00	95,00	2,00%
TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA ROUTE CALAVI-BOHICON-DAN	Acquérir des biens d'équipement pour le fonctionnement du programme	0,00	15,00	15,00	0,00	30,00	2,00%
<b>TOTAL INTERVENTION D</b>		<b>1 020,00</b>	<b>2 245,00</b>	<b>520,00</b>	<b>15,00</b>	<b>3 800,00</b>	<b>100,00%</b>
<b>TOTAL MTPT</b>		<b>3 505,00</b>	<b>4 515,00</b>	<b>2 030,00</b>	<b>1 594,95</b>	<b>11 644,95</b>	

## MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE MARITIME

Programme	Mesure tâches	Coûts prévus en 2014				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre		
<b>Intervention E»: Huit sites de transport fluvio-lagunaire aménagés à court terme</b>							<b>100,00%</b>
	Faire élaborer et valider les rapports Etudes d'Impact Environnemental (EIE), les rapports provisoires d'Avant-projet Sommaire (APS), les rapports provisoires d'Avant-projet Détaillé (APD), les Dossiers de Consultation des Entreprises (DCE)	0,000	122 458,570	12 541,430	00:00	135 000,000	20,00%
	Lancer l'Appel d'Offres	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	5,00%
	Ouvrir, Analyser, Evaluer les offres et sélectionner les entreprises	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	9,00%
	Recueillir l'avis favorable de la DNCMP	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	5,00%
	Attribuer, négocier et signer le marché	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	5,00%
	Faire exécuter des travaux	0,000	180 000,000	122 750,000	122 750,000	425 500,000	25,00%
	Réceptionner provisoirement	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	1,00%
	Elaborer les TdR (Contrôle des travaux)	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	2,50%
	Elaborer et lancer la Demande de Proposition (DP)	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	2,50%
	Ouvrir, Analyser, Evaluer les offres et adjudication	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	2,00%
	Recueillir l'avis favorable de la CCMP	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	2,00%
	Attribuer, négocier et signer le marché	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	2,00%
	Exécuter le Contrôle des travaux	0,000	12 500,000	12 500,000	12 500,000	37 500,000	2,00%



Programme	Mesure taches	Coûts prévus en 2014				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre		
	Rédiger le rapport de contrôle	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	2,00%
	Organiser des missions de suivi d'exécution des travaux	0,000	3 000,000	3 000,000	2 000,000	8 000,000	5,00%
	Organiser des séances de validation des projets de rapports d'études	0,000	3 500,000	3 500,000	3 000,000	10 000,000	5,00%
	Acquérir les matériels informatiques et équipements de bureau	0,000	1 000,000	1 000,000	993,000	2 993,000	5,00%
<b>TOTAL ECONOMIE MARITIME</b>		<b>0,00</b>	<b>322 458,57</b>	<b>155 291,43</b>	<b>141 243,00</b>	<b>618 993,00</b>	<b>100,00%</b>

## MEPMEDER : secteur eau

Programme	Mesure taches	Coûts prévus en 2014				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre		
<b>Intervention A»: Augmentation du nombre de point d'eau</b>							<b>30,00%</b>
	<b>Réalisation de nouveaux points d'eau</b>	<b>0,000</b>	<b>646,800</b>	<b>1 423,600</b>	<b>1 963,600</b>	<b>4 034,000</b>	
Approvisionnement en Eau Potable en Milieu Rural et Semi-Urbain	Recruter des entreprises dans le cadre des Etudes et contrôles des travaux de réalisation de forages, d'AEV et d'aménagements artésiens sur financement KFW	0,000	0,000	0,000	0,000	<b>0,000</b>	<b>2,00%</b>
Approvisionnement en Eau Potable en Milieu Rural et Semi-Urbain	Réaliser les études et contrôles des travaux de réalisation de forages, d'AEV et d'aménagements artésiens sur financement KFW	0,000	40,000	30,000	30,000	<b>100,000</b>	<b>5,00%</b>
Approvisionnement en Eau Potable en Milieu Rural et Semi-Urbain	Recruter des entreprises pour la réalisation des travaux de forages, de réhabilitation d'AEV, de nouvelles AEV et autres aménagements sur financement KFW	0,000	0,000	0,000	0,000	<b>0,000</b>	<b>5,00%</b>
Approvisionnement en Eau Potable en Milieu Rural et Semi-Urbain	Réaliser les travaux de forages, de réhabilitation d'AEV, de nouvelles AEV et autres aménagements sur financement KFW	0,000	0,000	180,000	720,000	<b>900,000</b>	<b>10,00%</b>
Programme Pluriannuel Eau et Assainissement en milieu Rural (PPEA) : Infrastructures AEP et GIRE	Déléguer les crédits vers les Services déconcentrés de l'eau pour la réalisation de points d'eau (21 AEV) sur PPEA II	0,000	0,000	0,000	0,000	<b>0,000</b>	<b>10,00%</b>
Programme Pluriannuel Eau et Assainissement en milieu Rural (PPEA) : Infrastructures AEP et GIRE	Recruter les entreprises pour les études et le contrôle des travaux de réalisation de points d'eau (21 AEV) sur PPEA II	0,000	0,000	0,000	0,000	<b>0,000</b>	<b>10,00%</b>

Programme	Mesure taches	Coûts prévus en 2014				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre		
Programme Pluriannuel Eau et Assainissement en milieu Rural (PPEA) : Infrastructures AEP et GIRE	Réalisation des études et le contrôle des travaux de réalisation de points d'eau (21 AEV) sur PPEA II	0,000	186,800	373,600	373,600	<b>934,000</b>	<b>5,00%</b>
Programme Pluriannuel Eau et Assainissement en milieu Rural (PPEA) : Infrastructures AEP et GIRE	Réaliser des points d'eau (21 AEV) sur PPEA II	0,000	420,000	840,000	840,000	<b>2 100,000</b>	<b>10,00%</b>
	<b>Réhabilitations et renforcements d'anciens ouvrages hydrauliques</b>	<b>0,000</b>	<b>428,250</b>	<b>129,836</b>	<b>140,000</b>	<b>698,086</b>	
Approvisionnement en Eau Potable en Milieu Rural et Semi-Urbain	Réaliser l'étude diagnostic des ouvrages hydrauliques à réhabiliter (forages, AEV)	0,000	5,000	0,000	0,000	<b>5,000</b>	<b>5,00%</b>
Approvisionnement en Eau Potable en Milieu Rural et Semi-Urbain	Assurer le contrôle des travaux de réhabilitation des ouvrages hydrauliques en panne	0,000	5,000	0,000	0,000	<b>5,000</b>	<b>10,00%</b>
Approvisionnement en Eau Potable en Milieu Rural et Semi-Urbain	Intensifier les travaux de réhabilitations et l'entretien des ouvrages hydrauliques simples en panne (forages)	0,000	40,000	41,000	20,000	<b>101,000</b>	<b>10,00%</b>
Approvisionnement en Eau Potable en Milieu Rural et Semi-Urbain	Réhabiliter d'anciennes AEV pour leur mise en affermage	0,000	0,000	30,000	120,000	<b>150,000</b>	<b>10,00%</b>
Programme Pluriannuel Eau et Assainissement en milieu Rural (PPEA) : Infrastructures AEP et GIRE	Assurer le renforcement des capacités des acteurs institutionnels y compris les Associations de Consommateurs d'Eau Potable (ACEP) sur PPEA II	0,000	63,000	58,836	0,000	<b>121,836</b>	<b>1,00%</b>
Programme Pluriannuel Eau et Assainissement en milieu Rural (PPEA) : Infrastructures AEP et GIRE	Assurer l'assistance conseil aux Communes sur PPEA II	0,000	315,250	0,000	0,000	<b>315,250</b>	<b>2,00%</b>

Programme	Mesure taches	Coûts prévus en 2014				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre		
	<b>Suivi, organisation et gestion des ouvrages</b>	<b>0,000</b>	<b>305,000</b>	<b>0,000</b>	<b>0,000</b>	<b>305,000</b>	
Approvisionnement en Eau Potable en Milieu Rural et Semi-Urbain	Assurer le suivi, la supervision des travaux de réalisation de forages, de réalisation/ réhabilitation d'AEV, et autres aménagements	0,000	30,000	0,000	0,000	<b>30,000</b>	<b>2,00%</b>
Approvisionnement en Eau Potable en Milieu Rural et Semi-Urbain	Réception provisoire et définitive des ouvrages (Forages, AEV) réalisés sur des projets en cours ou achevés	0,000	57,000	0,000	0,000	<b>57,000</b>	<b>2,00%</b>
Programme Pluriannuel Eau et Assainissement en milieu Rural (PPEA) : Infrastructures AEP et GIRE	Couvrir adéquatement les besoins en fonctionnement des services pour Objectif 1	0,000	218,000	0,000	0,000	<b>218,000</b>	<b>1,00%</b>
		<b>0,000</b>	<b>1 380,050</b>	<b>1 553,436</b>	<b>2 103,600</b>	<b>5 037,086</b>	
<b>Intervention B»: Accélération de la mise en œuvre de la GIRE</b>							<b>10,00%</b>
	<b>Produire des données sur les ressources en eau</b>	<b>0,000</b>	<b>0,000</b>	<b>0,000</b>	<b>0,000</b>	<b>0,000</b>	
Programme Pluriannuel Eau et Assainissement en milieu Rural (PPEA) : Infrastructures AEP et GIRE	Mise en place d'un système national d'information sur l'eau	0,000	0,000	0,000	0,000	<b>0,000</b>	<b>3,00%</b>
Programme Pluriannuel Eau et Assainissement en milieu Rural (PPEA) : Infrastructures AEP et GIRE	Elaboration et diffusion des bulletins hydrologiques	0,000	0,000	0,000	0,000	<b>0,000</b>	<b>2,00%</b>
Programme Pluriannuel Eau et Assainissement en milieu Rural (PPEA) : Infrastructures AEP et GIRE	Appui à la collecte des données de bathymétriques	0,000	0,000	0,000	0,000	<b>0,000</b>	<b>3,00%</b>
	<b>Développer un environnement propice pour la GIRE</b>	<b>198,487</b>	<b>410,238</b>	<b>246,364</b>	<b>41,877</b>	<b>896,966</b>	
Programme Pluriannuel Eau et Assainissement en milieu Rural (PPEA) : Infrastructures AEP et GIRE	Finalisation du SDAGE de l'Ouémé, élaboration du Plan Delta et leur mise en œuvre	83,753	251,260	125,630	41,877	<b>502,520</b>	<b>3,00%</b>

Programme	Mesure taches	Coûts prévus en 2014				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre		
Programme Pluriannuel Eau et Assainissement en milieu Rural (PPEA) : Infrastructures AEP et GIRE	Mise en place d'un partenariat avec l'Institut National de l'Eau (INE)	0,000	6,000	6,000	0,000	<b>12,000</b>	<b>2,00%</b>
Programme Pluriannuel Eau et Assainissement en milieu Rural (PPEA) : Infrastructures AEP et GIRE	Recrutement d'entreprises pour l'extension/réhabilitation des stations hydrométriques dans le bassin de l'Ouémé	0,000	0,000	0,000	0,000	<b>0,000</b>	<b>4,00%</b>
Programme Pluriannuel Eau et Assainissement en milieu Rural (PPEA) : Infrastructures AEP et GIRE	Extension/réhabilitation des stations hydrométriques dans le bassin de l'Ouémé	4,260	5,680	4,260	0,000	<b>14,200</b>	<b>5,00%</b>
Programme Pluriannuel Eau et Assainissement en milieu Rural (PPEA) : Infrastructures AEP et GIRE	Recrutement d'entreprises pour la création de piézomètres pour le suivi des eaux souterraines dans le bassin de l'Ouémé et le Delta (Travaux de forages)	0,000	0,000	0,000	0,000	<b>0,000</b>	<b>4,00%</b>
Programme Pluriannuel Eau et Assainissement en milieu Rural (PPEA) : Infrastructures AEP et GIRE	Création de piézomètres pour le suivi des eaux souterraines dans le bassin de l'Ouémé et le Delta (Travaux de forages)	6,616	8,821	6,616	0,000	<b>22,052</b>	<b>4,00%</b>
Programme Pluriannuel Eau et Assainissement en milieu Rural (PPEA) : Infrastructures AEP et GIRE	Réalisation des travaux d'Installation des équipements de suivi des eaux souterraines dans le bassin de l'Ouémé et le Delta	3,358	4,477	3,358	0,000	<b>11,194</b>	<b>5,00%</b>
Programme Pluriannuel Eau et Assainissement en milieu Rural (PPEA) : Infrastructures AEP et GIRE	Réhabilitation du laboratoire de Cotonou	28,500	38,000	28,500	0,000	<b>95,000</b>	<b>4,00%</b>
Programme Pluriannuel Eau et Assainissement en milieu Rural (PPEA) : Infrastructures AEP et GIRE	Mise en place des infrastructures (siège, laboratoire pluridisciplinaire et laboratoires existants)	72,000	96,000	72,000	0,000	<b>240,000</b>	<b>4,00%</b>

Programme	Mesure taches	Coûts prévus en 2014				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre		
	<b>Développer et mettre en œuvre des instruments de Gestion des Ressources en Eau</b>	<b>298,705</b>	<b>661,284</b>	<b>263,841</b>	<b>62,705</b>	<b>1 286,535</b>	
Programme Pluriannuel Eau et Assainissement en milieu Rural (PPEA) : Infrastructures AEP et GIRE	Appui à la mise en œuvre du Plan Intégré de Renforcement des Capacités institutionnelles et organisationnelles du secteur de l'eau et de l'assainissement (PIRC)	0,000	5,000	0,000	0,000	<b>5,000</b>	<b>2,00%</b>
Programme Pluriannuel Eau et Assainissement en milieu Rural (PPEA) : Infrastructures AEP et GIRE	Appui à l'opérationnalisation des organes de la GIRE (CNE, FN Eau, AGE)	33,700	62,400	0,000	28,700	<b>124,800</b>	<b>3,00%</b>
Programme Pluriannuel Eau et Assainissement en milieu Rural (PPEA) : Infrastructures AEP et GIRE	Mise en application de la loi portant gestion de l'eau en République du Bénin	36,505	53,508	51,008	34,005	<b>175,025</b>	<b>5,00%</b>
Programme Pluriannuel Eau et Assainissement en milieu Rural (PPEA) : Infrastructures AEP et GIRE	Mise en œuvre du cadre institutionnel du secteur au niveau des Bassins (Ouémé, Niger, Volta, Mono-Couffo)	223,500	215,667	107,833	0,000	<b>547,000</b>	<b>10,00%</b>
Programme Pluriannuel Eau et Assainissement en milieu Rural (PPEA) : Infrastructures AEP et GIRE	Poursuivre la mise en œuvre du PANGIRE (i) la tenue de la seconde session annuelle du CNE ; ii) la mise en place d'un mécanisme de suivi évaluation du PANGIRE ; iii) la vulgarisation des résultats du SDAGE Ouémé aux bénéficiaires (bassin et sous-bassins) puis iv) la recherche de financement du SDAGE-Mono)	5,000	5,000	0,000	0,000	<b>10,000</b>	<b>3,00%</b>

Programme	Mesure taches	Coûts prévus en 2014				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre		
Programme Pluriannuel Eau et Assainissement en milieu Rural (PPEA) : Infrastructures AEP et GIRE	Acquisition des matériels et divers équipements pour le renforcement du réseau de suivi des eaux de surface et des eaux souterraines ainsi que pour les mesures piézométriques dans le bassin de l'Ouémé et le Delta	0,000	294,710	105,000	0,000	<b>399,710</b>	<b>10,00%</b>
Programme Pluriannuel Eau et Assainissement en milieu Rural (PPEA) : Infrastructures AEP et GIRE	Acquisition d'équipements de laboratoire d'analyse des eaux	0,000	25,000	0,000	0,000	<b>25,000</b>	<b>5,00%</b>
	<b>Assurer le fonctionnement pour les tournées de collecte des données en eau et leurs usages</b>	<b>7,500</b>	<b>7,500</b>	<b>0,000</b>	<b>0,000</b>	<b>15,000</b>	
Gestion des Ressources en Eau	Appui à la mise en place des Systèmes d'Alerte Précoce	2,500	2,500	0,000	0,000	<b>5,000</b>	<b>5,00%</b>
Gestion des Ressources en Eau	Appui aux travaux de modélisation	1,000	1,000	0,000	0,000	<b>2,000</b>	<b>4,00%</b>
Gestion des Ressources en Eau	Fonctionnement et missions de supervision	1,500	1,500	0,000	0,000	<b>3,000</b>	<b>5,00%</b>
Gestion des Ressources en Eau	Acquisition d'équipements de mesures et de suivi	2,500	2,500	0,000	0,000	<b>5,000</b>	<b>5,00%</b>
		<b>504,692</b>	<b>1 079,023</b>	<b>510,205</b>	<b>104,582</b>	<b>2 198,501</b>	
<b>Intervention C»:Renforcement des capacités des communes en tant que maître d'ouvrage et de leurs partenaires clés Grand-Popo et Aguégus</b>							<b>10,00%</b>
	Responsabiliser davantage les communes dans la programmation, la gestion et le suivi par /aux OMD pour contribuer à la réduction des coûts et délais	136,240	552,928	728,904	512,928	1 931,000	
Approvisionnement en Eau Potable en Milieu Rural et Semi-Urbain	Appui à l'intermédiation sociale et à la mise en affermage des ouvrages dans le cadre du Projet Economique Régional/ Hydraulique Villageoise UEMOA Phase 2 (MOD)	5,000	0,000	0,000	0,000	<b>5,000</b>	<b>10,00%</b>

Programme	Mesure taches	Coûts prévus en 2014				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre		
Approvisionnement en Eau Potable en Milieu Rural et Semi-Urbain	Appui à l'identification/sélection des localités à faible taux d'accès à l'eau potable sur le Projet Economique Régional/ Hydraulique Villageoise UEMOA Phase 2 (MOD)	5,000	0,000	5,000	0,000	10,000	10,00%
FADEC-INVESTISSEMENTS-PPEA II	Transférer les ressources financières aux Communes à travers FADEC affecté	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	5,00%
FADEC-INVESTISSEMENTS-PPEA II	Appui à l'amélioration de la performance de l'ImS dans les communes dans le cadre de la Composante: AEP en zone rurale du Sous Programme PPEA II	54,000	40,000	40,000	0,000	134,000	5,00%
FADEC-INVESTISSEMENTS-PPEA II	Etudes et contrôle de la réalisation des travaux de forages et d'AEV en maîtrise d'ouvrage communale dans le cadre de la Composante: AEP en zone rurale du Sous Programme PPEA II	72,240	0,000	0,000	0,000	72,240	15,00%
FADEC-INVESTISSEMENTS-PPEA II	Travaux de réalisation de forages dans le cadre de la Composante: AEP en zone rurale du Sous Programme PPEA II	0,000	79,728	106,304	79,728	265,760	20,00%
FADEC-INVESTISSEMENTS-PPEA II	Travaux de réalisation d'AEV dans le cadre de la Composante: AEP en zone rurale du Sous Programme PPEA II	0,000	433,200	577,600	433,200	1 444,000	20,00%
	<b>Accroître les allocations budgétaires relatives à l'appui conseil au profit des Communes</b>	<b>23,863</b>	<b>23,863</b>	<b>23,863</b>	<b>23,863</b>	<b>95,450</b>	
	Notification des crédits d'appui conseil aux directions départementales	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	5,00%
Fonctionnement des DDERPMEDER	Mise en œuvre du Programme d'Assistance-conseil aux Communes (PAC)	23,863	23,863	23,863	23,863	95,450	10,00%
		<b>160,103</b>	<b>576,791</b>	<b>752,767</b>	<b>536,791</b>	<b>2 026,450</b>	



Programme	Mesure taches	Coûts prévus en 2014				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre		
<b>Intervention D»: Renforcement du système d'information et de suivi évaluation</b>							<b>10,00%</b>
	<b>Renforcer, les capacités techniques (recyclages, formations) des acteurs du suivi-évaluation</b>	0,000					
Approvisionnement en Eau Potable en Milieu Rural et Semi-Urbain	Appui à la révision du cadre programmatique du secteur et à l'élaboration des BPO et de la programmation communale	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	30,00%
Approvisionnement en Eau Potable en Milieu Rural et Semi-Urbain	Appui à l'organisation et la tenue de la revue sectorielle eau et assainissement, des revues trimestrielles et du GSEA	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	10,00%
Approvisionnement en Eau Potable en Milieu Rural et Semi-Urbain	Appui aux activités de Suivi évaluation de l'exécution du BP	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	10,00%
Approvisionnement en Eau Potable en Milieu Rural et Semi-Urbain	Appui aux études spécifiques et de suivi d'impacts des interventions	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	30,00%
Approvisionnement en Eau Potable en Milieu Rural et Semi-Urbain	Mettre en place un cadre de concertation INSAE-Eau et Assainissement	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	20,00%
		0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	
<b>Intervention E»: Renforcement des systèmes d'alimentation en eau potable en milieu urbain et peri-urbain</b>							<b>20,00%</b>
<b>Approvisionnement en eau potable par les eaux souterraines en milieu urbain et périurbain</b>	<b>Renforcement du système d'alimentation en eau potable de la ville de Cotonou et ses Agglomérations : Phase II</b>	1960,515	1960,515	0	0	3921,03	
Approvisionnement en eau potable par les eaux souterraines en milieu urbain et périurbain	Poursuivre les prestations de la Mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage.	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	1,00%

Programme	Mesure taches	Coûts prévus en 2014				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre		
Approvisionnement en eau potable par les eaux souterraines en milieu urbain et périurbain	Poursuivre la mission de maîtrise d'œuvre	0,000	0,000	0,000	0,000	<b>0,000</b>	<b>1,00%</b>
Approvisionnement en eau potable par les eaux souterraines en milieu urbain et périurbain	Réaliser l'audit annuel du projet	0,000	0,000	0,000	0,000	<b>0,000</b>	<b>1,00%</b>
Approvisionnement en eau potable par les eaux souterraines en milieu urbain et périurbain	Réaliser les travaux de construction du Château d'eau, des réseaux primaires et secondaires, de refoulement, d'équipement des forages, de télégestion et d'extension des stations de traitement de Godomey et Védoko	1 960,515	1 960,515	0,000	0,000	<b>3 921,030</b>	<b>10,00%</b>
<b>Approvisionnement en eau potable par les eaux souterraines en milieu urbain et périurbain</b>	<b>Renforcement des systèmes d'alimentation en eau potable des villes de Comè, Grand-Popo, Malanville, Kétou, Bantè</b>	<b>0</b>	<b>723,111</b>	<b>312,457</b>	<b>309,346</b>	<b>1344,914</b>	
Approvisionnement en eau potable par les eaux souterraines en milieu urbain et périurbain	Contrôle et surveillance des travaux du projet	0,000	3,111	3,110	0,000	<b>6,221</b>	<b>2,00%</b>
Approvisionnement en eau potable par les eaux souterraines en milieu urbain et périurbain	Fourniture et de pose de conduites	0,000	720,000	0,000	0,000	<b>720,000</b>	<b>7,00%</b>
Approvisionnement en eau potable par les eaux souterraines en milieu urbain et périurbain	Réception des travaux	0,000	0,000	309,347	309,346	<b>618,693</b>	<b>10,00%</b>

Programme	Mesure taches	Coûts prévus en 2014				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre		
<b>Approvisionnement en eau potable par les eaux souterraines en milieu urbain et périurbain</b>	<b>Réalisation des études techniques détaillées du projet de renforcement du système d'alimentation en eau potable de la ville d'Abomey-Calavi</b>	<b>0</b>	<b>100</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>100</b>	
Approvisionnement en eau potable par les eaux souterraines en milieu urbain et périurbain	Elaborer et signer le contrat du Bureau d'études	0,000	0,000	0,000	0,000	<b>0,000</b>	<b>3,00%</b>
Approvisionnement en eau potable par les eaux souterraines en milieu urbain et périurbain	Réaliser les études hydrogéologiques et études techniques détaillées du projet; Elaborer le DAO et contrôler les travaux de réalisation des forages.	0,000	0,000	0,000	0,000	<b>0,000</b>	<b>15,00%</b>
Approvisionnement en eau potable par les eaux souterraines en milieu urbain et périurbain	Sélectionner l'entreprise et réaliser les forages	0,000	100,000	0,000	0,000	<b>100,000</b>	<b>8,00%</b>
<b>Approvisionnement en eau potable par les eaux souterraines en milieu urbain et périurbain</b>	<b>Avenants aux contrats de marché du projet de renforcement du système d'AEP de la ville de Porto-Novo dans le cadre de la fête de l'indépendance du 1er août 2010</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>38,922</b>	<b>0</b>	<b>38,922</b>	
Approvisionnement en eau potable par les eaux souterraines en milieu urbain et périurbain	Payer le décompte final au bureau de contrôle	0,000	0,000	0,799	0,000	0,799	<b>2,00%</b>
Approvisionnement en eau potable par les eaux souterraines en milieu urbain et périurbain	Réceptionner définitivement les travaux et Payer le décompte final à l'entreprise.	0,000	0,000	38,123	0,000	38,123	<b>8,00%</b>

Programme	Mesure taches	Coûts prévus en 2014				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre		
<b>Approvisionnement en eau potable par les eaux de surface en milieu urbain et périurbain</b>	<b>Projet de réhabilitation du barrage de l'Okpara</b>	<b>0</b>	<b>227,72</b>	<b>492,28</b>	<b>180</b>	<b>900</b>	
Approvisionnement en eau potable par les eaux de surface en milieu urbain et périurbain	Sélection du bureau de contrôle	0,000	0,000	0,000	0,000	<b>0,000</b>	5,00%
Approvisionnement en eau potable par les eaux de surface en milieu urbain et périurbain	Contrôle et surveillance de la réalisation de la 2ème phase des travaux de réhabilitation du barrage de l'Okpara	0,000	22,500	37,500	15,000	<b>75,000</b>	6,00%
Approvisionnement en eau potable par les eaux de surface en milieu urbain et périurbain	Elaboration et signature du contrat de l'entreprise devant fournir les matériaux dans le cadre de la réalisation de la 2ème phase des travaux de réhabilitation du barrage de l'Okpara	0,000	0,000	0,000	0,000	<b>0,000</b>	2,00%
Approvisionnement en eau potable par les eaux de surface en milieu urbain et périurbain	Elaboration et signature du contrat de l'entreprise devant réalisation de la 2ème phase des travaux de réhabilitation du barrage de l'Okpara	0,000	0,000	0,000	0,000	<b>0,000</b>	2,00%
Approvisionnement en eau potable par les eaux de surface en milieu urbain et périurbain	Paiement des avances de démarrage	0,000	205,220	0,000	0,000	<b>205,220</b>	2,00%
Approvisionnement en eau potable par les eaux de surface en milieu urbain et périurbain	Fourniture de matériaux et exécution des travaux	0,000	0,000	454,780	0,000	<b>454,780</b>	10,00%
Approvisionnement en eau potable par les eaux de surface en milieu urbain et périurbain	Réception des travaux et paiement des décomptes	0,000	0,000	0,000	165,000	<b>165,000</b>	5,00%
		1960,515	3011,346	843,659	489,346	6304,866	0,00%

Programme	Mesure taches	Coûts prévus en 2014				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre		
<b>Intervention F» : Amélioration de l'accès des couches défavorisées de la population urbaine et périurbaine à l'eau par les branchements à coût réduits</b>							<b>20,00%</b>
<b>Approvisionnement en eau potable par les eaux souterraines en milieu urbain et périurbain</b>	<b>Acquisition de matériels pour la réalisation de branchements à coûts réduits au profit des couches défavorisées de la population urbaine et péri urbaine.</b>						
Approvisionnement en eau potable par les eaux souterraines en milieu urbain et périurbain	Sélectionner de l'entreprise devant livrer le matériel de branchement	0,000	0,000	0,000	0,000	<b>0,000</b>	<b>51,00%</b>
Approvisionnement en eau potable par les eaux souterraines en milieu urbain et périurbain	Elaborer et signer le contrat	0,000	0,000	0,000	0,000	<b>0,000</b>	<b>2,00%</b>
Approvisionnement en eau potable par les eaux souterraines en milieu urbain et périurbain	Exécuter la commande, Réceptionner le matériel et payer les décomptes	500,000	0,000	750,000	0,000	<b>1 250,000</b>	<b>47,00%</b>
		500	0	750	0	1250	
<b>Intervention G : Sécurisation de l'énergie électrique pour la production de l'eau</b>							<b>0,00%</b>
		0,000	0,000	0,000	0,000	<b>0,000</b>	<b>0,00%</b>
		0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	<b>0,00%</b>
<b>Total Eau</b>		<b>3 125,31</b>	<b>6 047,209</b>	<b>4 410,066</b>	<b>3 234,319</b>	<b>16 816,903</b>	<b>100,00%</b>

Programme	Mesure taches	Coûts prévus en 2014 (en million de FCFA)				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre		
<b>Intervention A»: Développement de l'électrification rurale</b>							<b>50,00%</b>
Renforcement du système de production et de gestion de l'énergie au Bénin	<b>Réaliser les études approfondies de concession d'électrification rurale</b>	40	0	30	30	100	
Renforcement du système de production et de gestion de l'énergie au Bénin	Recrutement du Bureau d'études	0	0	0	0	0	5,00%
Renforcement du système de production et de gestion de l'énergie au Bénin	Réalisation des études	40	0	30	30	100	10,00%
<b>Programme d'action pour l'électrification des localités rurales du Bénin</b>	<b>Electrification de 67 localités rurales par raccordement au réseau conventionnel de la SBEE</b>	<b>300</b>	<b>562</b>	<b>1 739</b>	<b>1 500</b>	<b>4 101</b>	
Renforcement du système de production et de gestion de l'énergie au Bénin	Recrutement de l'entreprise chargée de la réalisation des travaux d'électrification (Signature de contrat)	0	0	0	0	0	5,00%
Renforcement du système de production et de gestion de l'énergie au Bénin	Réalisation des travaux d'électrification	0	162	1 739	1 500	3 401	20,00%
<b>Renforcement du système de production et de gestion de l'énergie au Bénin</b>	<b>Poursuivre et achever les travaux d'électrification par raccordement au réseau conventionnel de la SBEE des 07 localités dans le cadre du projet de Développement de l'Accès à l'Energie Moderne (DAEM)</b>	<b>300</b>	<b>400</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>700</b>	<b>20,00%</b>

Programme	Mesure taches	Coûts prévus en 2014 (en million de FCFA)				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre		
Renforcement du système de production et de gestion de l'énergie au Bénin	<b>Electrification de trois (3) localités rurales sur financement Banque Mondiale (DAEM)</b>	0	150	0	250	400	
	Recrutement de l'entreprise chargée de la réalisation des travaux d'électrification	0	0	0	0	0	5,00%
	Réalisation des travaux d'électrification	0	150	0	250	400	20,00%
Programme d'action pour l'électrification des localités rurales du Bénin	Poursuivre les travaux d'électrification de 22 localités rurales uniquement sur le FER	0	697	523	523	1 743	15,00%
		340	1 409	2 292	2 303	6 344	
<b>Intervention B»: Développement du réseau de distribution de l'électricité en zone urbaine</b>							<b>8,00%</b>
Renforcement du système de production et de gestion de l'énergie au Bénin	<b>Réhabiliter et renforcer le réseau de distribution de la SBEE (volet SBEE du projet DAEM)</b>	0	2 913	0	57	2 970	
Renforcement du système de production et de gestion de l'énergie au Bénin	Réalisation des travaux de renforcement du réseau de distribution de la SBEE	0	952	0	57	1 009	10,00%
Renforcement du système de production et de gestion de l'énergie au Bénin	Acquisition des équipements pour la réhabilitation du réseau de distribution de la SBEE	0	961	0	0	961	10,00%
Renforcement du système de production et de gestion de l'énergie au Bénin	Acquisition et pose de 45 000 kits de branchement	0	1 000	0	0	1 000	10,00%

Programme	Mesure taches	Coûts prévus en 2014 (en million de FCFA)				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre		
Appui à la promotion et au développement de la distribution de l'énergie électrique en milieu urbain et périurbain	<b>Réaménager les réseaux de distribution de la SBEE dans les villes de Porto-Novo, Abomey, Lokossa, Parakou et Calavi, suite aux travaux de 1er août</b>	0	50	100	50	200	
Appui à la promotion et au développement de la distribution de l'énergie électrique en milieu urbain et périurbain	Recruter l'entreprise pour le réaménagement des réseaux de distribution de la SBEE	0	0	0	0	0	10,00%
Appui à la promotion et au développement de la distribution de l'énergie électrique en milieu urbain et périurbain	Réaménager les réseaux de distribution de la SBEE dans les différentes villes identifiées	0	50	100	50	200	20,00%
Appui à la promotion et au développement de la distribution de l'énergie électrique en milieu urbain et périurbain	<b>Renforcer et étendre les réseaux électriques de la SBEE dans les localités du Bénin</b>	1 135	0	550	413	2 097	
Appui à la promotion et au développement de la distribution de l'énergie électrique en milieu urbain et périurbain	Recruter l'entreprise pour la réalisation des travaux	0	0	0	0	0	10,00%
Appui à la promotion et au développement de la distribution de l'énergie électrique en milieu urbain et périurbain	Acquisition de matériels de réseaux HTA et BT pour l'alimentation en énergie électrique de localités	722	0	0	0	722	20,00%



Programme	Mesure taches	Coûts prévus en 2014 (en million de FCFA)				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre		
Appui à la promotion et au développement de la distribution de l'énergie électrique en milieu urbain et périurbain	Réalisation de fouilles, d'installation et de câblage de réseaux électriques	413	0	550	413	1 376	10,00%
		1 135	2 963	650	520	5 267	
<b>Intervention C»): Promotion de l'accès des ménages aux équipements de cuisson à gaz Grand-Popo et Aguégoués</b>							<b>30,00%</b>
Renforcement du système de production et de gestion de l'énergie au Bénin	<b>Promouvoir l'accès des ménages de Cotonou, Abomey Calavi, Bohicon et Lokossa à 12 000 équipements de cuisson à gaz et 5 000 foyers améliorés NANSU</b>	0	22	22	22	65	
Renforcement du système de production et de gestion de l'énergie au Bénin	Organisation sur le terrain de la mise en œuvre des actions de promotion de 8000 équipements de cuisson à gaz et 5000 foyers NANSU à Cotonou et Abomey-Calavi par les ONG d'intermédiation sociale recrutés à cet effet	0	12	12	12	35	50,00%
Renforcement du système de production et de gestion de l'énergie au Bénin	Organisation sur le terrain de la mise en œuvre des actions de promotion de 4000 équipements de cuisson à gaz à Bohicon et Abomey par les ONG d'intermédiation sociale recrutés à cet effet	0	10	10	10	30	50,00%
		0	22	22	22	65	

Programme	Mesure taches	Coûts prévus en 2014 (en million de FCFA)				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre		
<b>Intervention D»: Renforcement du système d'information et de suivi évaluation</b>							<b>12,00%</b>
Renforcement du système de production et de gestion de l'énergie au Bénin	<b>Promouvoir l'accès des ménages de Cotonou, Abomey Calavi, Bohicon et Lokossa à 12 000 équipements de cuisson à gaz et 5 000 foyers améliorés NANSU</b>	0	36	16	16	68	
Renforcement du système de production et de gestion de l'énergie au Bénin	Organisation sur le terrain de la mise en œuvre des actions de promotion de 8000 équipements de cuisson à gaz et 5000 foyers NANSU à Porto-Novo et Parakou par les ONG d'intermédiation sociale recrutés à cet effet	0	0	13	13	26	20,00%
Renforcement du système de production et de gestion de l'énergie au Bénin	Suivi des actions de promotion des équipements de cuisson à gaz et des foyers améliorés	0	0	3	3	6	5,00%
Renforcement du système de production et de gestion de l'énergie au Bénin	Subvention de la diffusion de 8 000 équipements de cuisson à gaz et de 5 000 foyers NANSU aux ménages de Porto-Novo et Parakou	0	36	0	0	36	10,00%
Programme d'action pour l'électrification des localités rurales du Bénin	<b>Renforcer les actions de maîtrise d'énergie</b>	5	24	24	5	58	
Programme d'action pour l'électrification des localités rurales du Bénin	Actualiser les audits énergétiques des bâtiments de l'administration publique	5	0	0	5	10	5,00%
Programme d'action pour l'électrification des localités rurales du Bénin	Réaliser un projet pilote d'éclairage hors réseau de 100 ménages	0	14	14	0	28	10,00%

Programme	Mesure taches	Coûts prévus en 2014 (en million de FCFA)				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre		
Programme d'action pour l'électrification des localités rurales du Bénin	Réaliser les tests de performance du foyer amélioré « atingan do zosi »	0	5	5	0	10	5,00%
Programme d'action pour l'électrification des localités rurales du Bénin	Promouvoir le foyer amélioré « atingan do zosi »	0	5	5	0	10	5,00%
Renforcement du système de production et de gestion de l'énergie au Bénin	<b>Améliorer l'efficacité de l'éclairage et des appareils</b>	<b>85</b>	<b>62</b>	<b>41</b>	<b>12</b>	<b>200</b>	
Renforcement du système de production et de gestion de l'énergie au Bénin	Poursuite de la mise en œuvre du plan de marketing, de sensibilisation en efficacité énergétique et de promotion des équipements efficaces	8	8	8	8	30	5,00%
Renforcement du système de production et de gestion de l'énergie au Bénin	Réalisation d'une étude sur les Normes et l'étiquetage des AFCs et climatiseurs	4	6	6	4	20	5,00%
Renforcement du système de production et de gestion de l'énergie au Bénin	Renforcement des capacités de l'équipe de gestion du sous-volet et des parties prenantes	3	3	5	0	10	5,00%
Renforcement du système de production et de gestion de l'énergie au Bénin	Prise des dispositions au niveau des magasins de la SBEE pour le stockage des ampoules et au niveau des agences SBEE concernés pour la mise en place des stands	5	3	2	0	10	5,00%
Renforcement du système de production et de gestion de l'énergie au Bénin	Organisation de la distribution à prix subventionné des ampoules dans les villes ciblées (Cotonou, Abomey-Calavi, Porto-Novo, Bohicon, Abomey et Parakou)	8	24	8	0	40	5,00%

Programme	Mesure taches	Coûts prévus en 2014 (en million de FCFA)				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre		
Renforcement du système de production et de gestion de l'énergie au Bénin	Organisation des missions de suivi et des activités du Comité Interministériel de facilitation	6	9	6	0	20	5,00%
Renforcement du système de production et de gestion de l'énergie au Bénin	Paiement de la dernière facture relative à l'acquisition de 350 000 AFCs dans le cadre de l'amélioration de l'efficacité énergétique dans le domaine de l'éclairage domestique	7	11	7	0	25	5,00%
Renforcement du système de production et de gestion de l'énergie au Bénin	Acquisition et installation d'équipements d'un laboratoire de tests des ampoules au Bénin	45	0	0	0	45	5,00%
		90	122	81	33	326	0,00%
<b>TOTAL ENERGIE</b>		<b>1 564</b>	<b>4 516</b>	<b>3 045</b>	<b>2 877</b>	<b>12 003</b>	<b>100,00%</b>

ENVIRONNEMENT

Programme	Mesure taches	Coût de réalisation 2014				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre		
<b>Intervention A»: Intervention des actions de reboisement</b>							
	<b>Mesure A: Mettre en œuvre le projet 10 millions d'âmes 10 millions d'arbres</b>						
<b>Projet 10 Millions d'Ames 10 Mimmions d'Arbres</b>	Etude d'identification des essences adaptées à chaque phyto-districts	5	0	0	0	5	2,00%
	Diffusion dans chaque département et au niveau des structures dans chaque phytodistrict de la liste des espèces identifiées	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	2,00%
	Identification de sites potentiels d'utilité publique d'au moins 1 ha par commune	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	2,00%
	Immatriculation d'au moins 10 sites d'utilités publiques sur les 77 identifiés	2,500	2,500	2,500	2,500	10,000	2,00%
	Identification et géoréférencement des sites potentiels de semenciers sur l'étendue du territoire	10,000	0,000	0,000	0,000	10,000	2,00%
	Création / réhabilitation de 15 pépinières dans les écoles de formation professionnelle et centres universitaires (Sékou, Kétou, INA, Adja Ouèrè, Natitingou, Akodéha, Kandi, Djougou) et des structures déconcentrées de la DGFRN	5,000	25,000	0,000	0,000	30,000	2,00%
	Production de 1 500 000 plants dans les écoles de formation professionnelles et structures déconcentrées de la DGFRN	50,000	75,000	25,000	0,000	150,000	2,00%

Programme	Mesure taches	Coût de réalisation 2014				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre		
	Transport de 1500000 plants vers les sites de plantation	0,000	25,000	12,500	0,000	<b>37,500</b>	<b>2,00%</b>
	Identification de 5 sites de jardins botaniques et de plantes médicinales pilotes d'au moins 1 ha et mise en terre des plants	0,000	0,000	0,000	0,000	<b>0,000</b>	<b>2,00%</b>
	Installations de 3 Km de plantations d'alignement	7,000	5,000	3,000	0,000	<b>15,000</b>	<b>2,50%</b>
	Elaboration de 2 guides techniques de production de plants et de réalisation de plantations.	1,000	3,000	3,000	3,000	<b>10,000</b>	<b>2,50%</b>
	Edition, impression et vulgarisation de 2 guides techniques de production de plants et de réalisation de plantations.	2,000	5,000	5,000	3,000	<b>15,000</b>	<b>2,50%</b>
	Formation d'au moins 100 Agents forestiers sur les guides techniques de production de plants et de conduite des plantations forestières	5,000	5,000	0,000	0,000	<b>10,000</b>	<b>2,50%</b>
	Participation d'au moins 4 Agents forestiers à une visite d'échange sur les techniques modernes de production des plants forestiers	0,000	20,000	0,000	0,000	<b>20,000</b>	<b>2,50%</b>
	Elaboration des directives pour le concours de l'établissement scolaire ou universitaire le plus vert	0,000	0,000	0,000	0,000	<b>0,000</b>	<b>2,50%</b>
	Lancement du concours pour la sélection de l'établissement le plus vert est lancé	0,000	5,000	0,000	0,000	<b>5,000</b>	<b>2,50%</b>
	Confection de 8 000 cages de protection des plants en agglomérations	7,000	7,000	6,000	0,000	<b>20,000</b>	<b>2,50%</b>

Programme	Mesure taches	Coût de réalisation 2014				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre		
	Poursuivre l'installation de 1000 ha plants par an						
<b>Office National du Bois (ONAB)</b>	Prospection et parcellisation des zones à reboiser	1,000	2,000	0,000	0,000	3,000	2,50%
	Préparation de 1 000ha de sol forestier	3,000	2,000	0,000	0,000	5,000	2,50%
	Production d'au moins 2 325 000 plants forestiers	75,000	34,200	0,000	0,000	109,200	3,00%
	Réalisation d'une étude socio-économique sur l'actualisation du zonage de la forêt classée de Dogo-Kétou (Cas : Ofè-Otè),	2,000	6,000	0,000	0,000	8,000	2,50%
	Sensibilisation la population riveraine des nouveaux sites en cours de reboisement pour l'extension de la superficie à reboiser	0,500	0,500	0,500	0,500	2,000	2,50%
	Entretien d'au moins 50% de la superficie reboisée par le système taungya	0,500	1,000	1,000	0,500	3,000	2,50%
	Réalisation des plantations forestières sur 1 000 ha	0,000	400,000	300,000	0,000	700,000	3,00%
	Organisation des séances de concertation entre l'ONAB et la DGFRN sur la restauration des forêts classées d'Atchéribé, Dogo-Kétou, Bassila et de Pénésoulou	0,500	0,500	0,500	0,500	2,000	2,50%
	Poursuivre les Activités Alternatives Génératrices de Revenus afin de réduire la pression anthropique sur les ressources nationales (AGR)						

Programme	Mesure taches	Coût de réalisation 2014				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre		
<b>Projet de Gestion des Forêts et Terroirs Riverains (PGFTR)</b>	Edition et diffusion d'une plaquette sur la nouvelle chaîne d'approbation des AGRs	3,000	2,000	0,000	0,000	<b>5,000</b>	<b>1,50%</b>
	Réalisation de l'Analyse financière des microprojets d'AGR	18,000	0,000	0,000	0,000	<b>18,000</b>	<b>2,00%</b>
	Organisation de sessions du comité d'approbation et de sélection des AGRs	5,000	5,000	5,000	0,000	<b>15,000</b>	<b>1,50%</b>
	Mobilisation et mise à disposition des fonds de financement des AGRs	0,000	0,000	200,000	177,000	<b>377,000</b>	<b>2,00%</b>
	Lancement des microprojets d'AGR de la 3 <sup>ème</sup> vague	0,000	0,000	0,000	8,000	<b>8,000</b>	<b>1,50%</b>
	Réalisation d'une étude de référence sur les microprojets sélectionnés	0,000	0,000	3,000	2,000	<b>5,000</b>	<b>1,50%</b>
	Mise à disposition de financement au profit des microprojets d'AGR en retard (de 2012)	15,000	0,000	0,000	0,000	<b>15,000</b>	<b>1,50%</b>
<b>Projet d'Appui à la Préservation et au Développement des Forêts Galeries et Production de Cartographies numériques de base (PAPDFGC)</b>	Accompagnement de la promotion de la transformation des produits agricoles par la mise en place de plateformes multifonctionnelles	10,000	10,000	50,000	10,000	<b>80,000</b>	<b>2,00%</b>
	Promotion des activités de valorisation des produits forestiers non ligneux, de petit élevage (aulacodes, lapin etc.), de pisciculture, l'apiculture, de l'achaticulture et des champignons.	0,000	10,000	20,000	10,000	<b>40,000</b>	<b>2,00%</b>
	Accompagnement de la création des jardins de plantes médicinales dans les localités riveraines des forêts galeries	0,000	5,000	15,000	5,000	<b>25,000</b>	<b>2,00%</b>



Programme	Mesure taches	Coût de réalisation 2014				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre		
	Accompagnement des actions d'utilisation et d'exploitation durables des produits forestiers non ligneux des forêts sacrées.	0,000	5,000	7,000	3,000	15,000	1,50%
<b>Projet d'Appui à la Gestion des Aires Protégées</b>	Poursuite de l'appui aux activités d'information et de sensibilisation sur le projet et les AGR	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	1,50%
	Internalisation du processus AGR	0,000	3,000	3,000	2,000	8,000	1,50%
	Organisation régulière des sessions des comités de présélection et de sélection des micro projets ( MP)	2,000	2,000	2,000	2,000	8,000	1,50%
	Amélioration de la qualité des dossiers des MP	4,000	2,000	2,000	2,000	10,000	1,50%
	Mise en œuvre de la convention tripartite	10,000	10,000	10,000	10,000	40,000	2,00%
	Mise à disposition les ressources nécessaires pour l'exécution des microprojets	30,000	20,000	15,000	15,000	80,000	2,00%
	Appui à la mise en œuvre des microprojets	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	1,50%
	Prise en compte du genre féminin dans le processus de sélection et de financement des AGR	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	1,50%
	Organisation régulière du suivi des AGR	4,000	4,000	3,500	3,500	15,000	1,50%
	Meilleure internalisation du cadre de procédures (sauvegarde sociale) par les acteurs concernés dans la mise en œuvre du projet	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	1,50%
	Elaboration des fiches screening de chaque MP	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	1,50%

Programme	Mesure taches	Coût de réalisation 2014				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre		
	Réalisation des études d'impacts environnementaux simplifiées sur les AGR deuxième génération et les infrastructures	1,000	2,000	1,000	1,000	5,000	1,50%
	Mise en œuvre des mesures d'atténuation préconisées	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	1,50%
	Appui à la mise en place d'une base de données AGR en liaison avec la Banque mondiale (Spécialiste S&E à la mission résidente).	10,000	15,000	0,000	0,000	25,000	1,50%
		<b>289,000</b>	<b>718,700</b>	<b>695,500</b>	<b>260,500</b>	<b>1 963,700</b>	<b>0,00%</b>

Programme	Mesures/tâches	Coût prévus en 2014				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre		
<b>Intervention A : Amélioration du système de drainage des eaux dans les principales villes</b>							<b>65,00%</b>
<b>Sous-Programme Aménagement et Assainissement dans les Villes (SPA AV)</b>	<b>Réaliser les travaux d'ouverture et de calibrage des collecteurs dans les villes de Cotonou et Porto-Novo (Construction des collecteurs primaires à Porto-Novo dans le cadre de la mise en œuvre du projet de pavage et d'assainissement de rues à Porto-Novo)</b>						
Sous-Programme Aménagement et Assainissement dans les Villes (SPA AV)	Réalisation des travaux de construction des collecteurs primaires à Porto-Novo	200,000	350,000	40,000	30,000	620,000	4,00%
Sous-Programme Aménagement et Assainissement dans les Villes (SPA AV)	Organisation des visites de suivi de la réalisation des travaux	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	1,00%
<b>Projet d'Urgence de Gestion Environnementale en Milieu Urbain</b>	<b>Réaliser les travaux d'ouverture et de calibrage des collecteurs dans les villes de Cotonou et Porto-Novo (Réalisation des travaux d'ouverture et de calibrage du collecteur P, d'un bras du collecteur AA, de l'exutoire du collecteur W2 et de l'aval du collecteur Wbis à Cotonou)</b>						
Projet d'Urgence de Gestion Environnementale en Milieu Urbain	Assurer le contrôle des travaux de construction les collecteurs d'assainissement P, AA, W2 et Wbis	0,000	126,000	0,000	126,000	252,000	5,00%
Projet d'Urgence de Gestion Environnementale en Milieu Urbain	Mettre en œuvre et suivre les PGES et PAR sur les collecteurs d'assainissement P, AA, W2 et Wbis et le pont de Fifadji	0,000	44,000	0,000	44,000	88,000	5,00%
Projet d'Urgence de Gestion Environnementale en Milieu Urbain	Poursuivre les travaux de construction des collecteurs d'assainissement P, AA, W2 et Wbis à 60%	0,000	2 575,400	0,000	2 575,400	5 150,800	5,00%

Programme	Mesures/tâches	Coût prévus en 2014				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre		
<b>Projet d'Urgence de Gestion Environnementale en Milieu Urbain</b>	<b>Réaliser les travaux d'ouverture et de calibrage des collecteurs dans les villes de Cotonou et Porto-Novo (Construction à 60 % d'un pont à la place de la digue de Fifadji à Cotonou)</b>						
Projet d'Urgence de Gestion Environnementale en Milieu Urbain	Assurer le contrôle des travaux de construction du pont de Fifadji	0,000	92,000	0,000	92,000	184,000	3,00%
Projet d'Urgence de Gestion Environnementale en Milieu Urbain	Construire à 60% un pont à Fifadji en remplacement de la digue	1 673,000	0,000	1 673,000	0,000	3 346,000	7,00%
<b>Projet d'Urgence de Gestion Environnementale en Milieu Urbain</b>	<b>Réaliser les travaux de voirie et d'assainissement de rues dans les différentes Communes du Bénin (Finalisation de l'étude pour l'actualisation du Plan Directeur d'Assainissement (PDA) pluvial de Cotonou)</b>						
Projet d'Urgence de Gestion Environnementale en Milieu Urbain	Elaborer le rapport préliminaire	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,50%
Projet d'Urgence de Gestion Environnementale en Milieu Urbain	Elaborer le rapport de faisabilité	0,000	300,000	0,000	0,000	300,000	0,50%
Projet d'Urgence de Gestion Environnementale en Milieu Urbain	Elaborer le rapport définitif de l'étude	0,000	0,000	0,000	300,000	300,000	0,50%
Projet d'Urgence de Gestion Environnementale en Milieu Urbain	Approuver le rapport définitif de l'étude	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,50%

Programme	Mesures/tâches	Coût prévus en 2014				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre		
<b>Sous-Programme Aménagement et Assainissement dans les Villes (SPA AV)</b>							
Sous-Programme Aménagement et Assainissement dans les Villes (SPA AV)	Faire signer et enregistrer l'avenant n°1 relatif au marché des chantiers abandonnés à Malanville	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	1,00%
Sous-Programme Aménagement et Assainissement dans les Villes (SPA AV)	Poursuivre et achever les travaux déjà engagés à Malanville	0,000	70,000	25,000	0,000	95,000	1,00%
Sous-Programme Aménagement et Assainissement dans les Villes (SPA AV)	Achever les travaux en cours à Savalou et y réaliser de nouveaux collecteurs de drainage des eaux usées vers l'exutoire	50,000	50,000	50,000	50,000	200,000	1,00%
<b>Sous-Programme Aménagement et Assainissement dans les Villes (SPA AV)</b>	<b>Réaliser les travaux de voirie et d'assainissement de rues dans les différentes Communes du Bénin (Réalisation des travaux abandonnés à Parakou et à Natitingou)</b>						
Sous-Programme Aménagement et Assainissement dans les Villes (SPA AV)	Relancer les travaux du projet d'aménagement de voies urbaines à Parakou initié dans le cadre des festivités du 1er Août en 2008	80,000	120,000	0,000	0,000	200,000	3,00%
Sous-Programme Aménagement et Assainissement dans les Villes (SPA AV)	Réaliser les travaux de pavage du tronçon RNIE3-carrefour basilique-montagne à Natitingou	40,000	0,000	40,000	0,000	80,000	1,00%
<b>Sous-Programme Aménagement et Assainissement dans les Villes (SPA AV)</b>	<b>Réaliser les travaux de voirie et d'assainissement de rues dans les différentes Communes du Bénin (Appui au Programme de Développement Touristique de la Route des Pêches)</b>						
Sous-Programme Aménagement et Assainissement dans les Villes (SPA AV)	Appuyer la réalisation des enquêtes commodo et incommodo dans la zone du programme	3,000	2,000	0,000	0,000	5,000	0,50%

Programme	Mesures/tâches	Coût prévus en 2014				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre		
Sous-Programme Aménagement et Assainissement dans les Villes (SPA AV)	Réaliser une étude sur le prix de cession des terres et immeubles au m2	3,000	2,000	0,000	0,000	5,000	0,50%
<b>Sous-Programme Aménagement et Assainissement dans les Villes (SPA AV)</b>	<b>Réaliser les travaux de voirie et d'assainissement de rues dans les différentes Communes du Bénin (Poursuite des travaux du Projet de pavage de rues et d'assainissement dans la ville de Porto-Novo)</b>						
Sous-Programme Aménagement et Assainissement dans les Villes (SPA AV)	Paver et assainir la rue Pharmacie Adjibadé-Carrefour Dodji Rails	100,000	100,000	0,000	0,000	200,000	2,00%
Sous-Programme Aménagement et Assainissement dans les Villes (SPA AV)	Réaliser les travaux d'éclairage public des voies	50,000	50,000	0,000	0,000	100,000	1,50%
Sous-Programme Aménagement et Assainissement dans les Villes (SPA AV)	Organisation des visites de suivi de la réalisation des travaux	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	1,50%
<b>Sous-Programme Aménagement et Assainissement dans les Villes (SPA AV)</b>	<b>Réaliser les travaux de voirie et d'assainissement de rues dans les différentes Communes du Bénin (Mise en œuvre des travaux du projet de pavage de rues et d'assainissement dans la ville d'Abomey-Calavi)</b>						
Sous-Programme Aménagement et Assainissement dans les Villes (SPA AV)	Exécuter les travaux de pavage de rues et d'assainissement dans la ville d'Abomey-Calavi	190,000	3 300,000	3 110,000	0,000	6 600,000	3,00%
Sous-Programme Aménagement et Assainissement dans les Villes (SPA AV)	Réaliser les activités de la composante «Renforcement des capacités de la Mairie d'Abomey-Calavi»	40,000	20,000	5,000	0,000	65,000	1,00%

Programme	Mesures/tâches	Coût prévus en 2014				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre		
Sous-Programme Aménagement et Assainissement dans les Villes (SPA AV)	Réaliser les travaux d'accompagnement au profit de la ville de Abomey-Calavi	0,000	100,000	0,000	0,000	100,000	1,00%
<b>Sous-Programme Aménagement et Assainissement dans les Villes (SPA AV)</b>	<b>Réaliser les travaux de voirie et d'assainissement de rues dans les différentes Communes du Bénin (Réalisation des travaux du Projet de pavage de rues et d'assainissement dans les villes de Tchaourou, Savè et Kétou (phase 1))</b>						
Sous-Programme Aménagement et Assainissement dans les Villes (SPA AV)	Païement des dettes liées à la réalisation des travaux	100,000	280,000	150,000	0,000	530,000	0,50%
Sous-Programme Aménagement et Assainissement dans les Villes (SPA AV)	Réception définitive des travaux	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,50%
Sous-Programme Aménagement et Assainissement dans les Villes (SPA AV)	Suivi de l'achèvement des activités des autres composantes du projet	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	1,00%
<b>Sous-Programme Aménagement et Assainissement dans les Villes (SPA AV)</b>	<b>Réaliser les travaux de voirie et d'assainissement de rues dans les différentes Communes du Bénin (Mise en œuvre du Projet de pavage de rues et d'assainissement dans les villes de Tchaourou, Savè et Kétou (2ème phase) et de Kpomassè)</b>						
Sous-Programme Aménagement et Assainissement dans les Villes (SPA AV)	Réalisation des études techniques détaillées de faisabilité du projet et actualisation des DAO des travaux dans les villes de Tchaourou, Savè et Kétou (2ème phase) et de Kpomassè	150,000	0,000	0,000	0,000	150,000	1,00%

Programme	Mesures/tâches	Coût prévus en 2014				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre		
Sous-Programme Aménagement et Assainissement dans les Villes (SPA AV)	Recrutement des entreprises devant exécuter les travaux	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	1,00%
Sous-Programme Aménagement et Assainissement dans les Villes (SPA AV)	Exécution des travaux sur le terrain	0,000	1 210,000	600,000	300,000	2 110,000	4,00%
Sous-Programme Aménagement et Assainissement dans les Villes (SPA AV)	Réaliser les travaux d'accompagnement au profit de la ville de Tchaourou, Savè et Kétou et de Kpomassè	0,000	100,000	50,000	30,000	180,000	2,00%
<b>Sous-Programme Aménagement et Assainissement dans les Villes (SPA AV)</b>	<b>Réaliser les travaux de voirie et d'assainissement de rues dans les différentes Communes du Bénin (Mise en œuvre du projet de pavage de rues et d'assainissement dans les villes de Kandi et Savalou et de construction d'un collecteur d'assainissement de crête à Bohicon)</b>						
Sous-Programme Aménagement et Assainissement dans les Villes (SPA AV)	Réalisation des études techniques détaillées de faisabilité du projet et actualisation des DAO des travaux	150,000	0,000	0,000	0,000	150,000	2,00%
Sous-Programme Aménagement et Assainissement dans les Villes (SPA AV)	Recrutement des entreprises devant exécuter les travaux	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	1,00%
Sous-Programme Aménagement et Assainissement dans les Villes (SPA AV)	Exécution des travaux sur le terrain	0,000	1 930,000	1 000,000	20,000	2 950,000	4,00%



Programme	Mesures/tâches	Coût prévus en 2014				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre		
<b>Sous-Programme Aménagement et Assainissement dans les Villes (SPA AV)</b>	<b>Réaliser les travaux de voirie et d'assainissement de rues dans les différentes Communes du Bénin (Mise en œuvre du projet de pavage de rues et d'assainissement dans les villes de Dassa-Zoumè, Bohicon, Ouidah, Sakété et Pobè (phase1))</b>						
Sous-Programme Aménagement et Assainissement dans les Villes (SPA AV)	Réalisation des études techniques détaillées de faisabilité du projet et actualisation des DAO des travaux de pavage de rues et d'assainissement dans les villes de Dassa-Zoumè, Bohicon, Ouidah, Sakété et Pobè (phase1)	100,000	0,000	0,000	0,000	100,000	1,00%
Sous-Programme Aménagement et Assainissement dans les Villes (SPA AV)	Recrutement des entreprises devant exécuter les travaux	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	1,00%
Sous-Programme Aménagement et Assainissement dans les Villes (SPA AV)	Exécution des travaux sur le terrain	0,000	430,000	560,000	0,000	990,000	3,00%
Sous-Programme Aménagement et Assainissement dans les Villes (SPA AV)	Réaliser les travaux d'accompagnement au profit de la ville de Dassa-Zoumè, Bohicon, Ouidah, Sakété et Pobè	0,000	70,000	50,000	0,000	120,000	2,00%
<b>Projet d'Appui aux Communes</b>	<b>Réaliser les travaux de voirie et d'assainissement de rues dans les différentes Communes du Bénin (Amélioration du réseau de voiries urbaines dans les Communes)</b>						
Projet d'Appui aux Communes	Réaliser les travaux d'assainissement et de rechargement de rues dans la ville de Cotonou	0,000	120,000	100,000	0,000	220,000	0,50%
Projet d'Appui aux Communes	Appuyer la réhabilitation et l'entretien des espaces verts de certaines places publiques dans la ville de Cotonou	5,000	5,000	0,000	0,000	10,000	0,25%

Programme	Mesures/tâches	Coût prévus en 2014				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre		
Projet d'Appui aux Communes	Appuyer la ville de Cotonou dans la propreté des voies et le dégagement des chaussées et trottoirs	50,000	150,000	40,000	40,000	280,000	0,25%
Projet d'Appui aux Communes	Réaliser les rechargements et reprofilages de rue à Adankomè, Honmè Maria Tokpa, Iléfiè et à Djègandaho dans la ville de Porto-Novo	0,000	20,000	30,000	0,000	50,000	0,50%
Projet d'Appui aux Communes	Réaliser la construction de dalots dans les quartiers de Zongo et de Titirou dans la ville de Parakou	0,000	50,000	0,000	0,000	50,000	0,50%
Projet d'Appui aux Communes	Réaliser le réchargement et reprofilage de rue à Za-Kpota	0,000	40,000	0,000	0,000	40,000	0,50%
Projet d'Appui aux Communes	Construire les caniveaux trapézoïdaux à Zongo dans la ville de Parakou	0,000	40,000	0,000	0,000	40,000	0,50%
Projet d'Appui aux Communes	Réaliser le réchargement et l'assainissement de la rue Koussô-Bokérou-Soria dans la Commune de Pèrèrè	0,000	40,000	0,000	0,000	40,000	0,50%
Projet d'Appui aux Communes	Réaliser le pavage et l'assainissement de la rue RNIE1-Hôtel de ville dans la Commune de Grand-popo	40,000	60,000	0,000	0,000	100,000	0,50%
Projet d'Appui aux Communes	Réaliser le pavage et l'assainissement de la rue Base des Forces Navales-Auberge dans la Commune de Grand-popo	0,000	50,000	0,000	0,000	50,000	0,25%
Projet d'Appui aux Communes	Réaliser les réchargements et l'assainissement de rue dans la ville de Zogbodomey	0,000	20,000	0,000	0,000	20,000	0,25%
Projet d'Appui aux Communes	Réaliser les réchargements et l'assainissement de rue dans la ville de Bohicon	10,000	20,000	0,000	0,000	30,000	0,50%
<b>Projet d'Aménagement URbain et d'Appui à la Décentralisation</b>	<b>Réaliser les travaux de voirie et d'assainissement de rues dans les différentes Communes du Bénin (Réalisation des travaux de voirie et d'assainissement pour les rues disposant d'études technique)</b>						

Programme	Mesures/tâches	Coût prévus en 2014				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre		
Projet d'Aménagement URbain et d'Appui à la Décentralisation	Assurer le contrôle des travaux de pavage et d'assainissement dans les villes	0,000	0,000	25,000	25,000	50,000	2,00%
Projet d'Aménagement URbain et d'Appui à la Décentralisation	Mettre en œuvre et suivre les PGES et PAR	0,000	10,000	20,000	20,000	50,000	2,00%
Projet d'Aménagement URbain et d'Appui à la Décentralisation	Exécuter les travaux de pavage et d'assainissement	0,000	0,000	400,000	0,000	400,000	3,00%
<b>Projet d'Aménagement URbain et d'Appui à la Décentralisation</b>	<b>Réaliser les travaux de voirie et d'assainissement de rues dans les différentes Communes du Bénin (Réalisation des travaux de voirie et d'assainissement pour les rues ne disposant pas d'études technique)</b>						
Projet d'Aménagement URbain et d'Appui à la Décentralisation	Réaliser les études techniques et assurer le contrôle des travaux de voirie et d'assainissement dans les dix villes	0,000	120,000	140,000	140,000	400,000	5,00%
Projet d'Aménagement URbain et d'Appui à la Décentralisation	Réaliser les études d'Impact Environnemental et Social (IES) et faire le suivi des PGES et PAR	0,000	60,000	20,000	20,000	100,000	2,00%
<b>Programme Spécial de Réhabilitation de la ville de Porto-Novo</b>	<b>Réaliser les travaux de voirie et d'assainissement de rues dans les différentes Communes du Bénin (Construction des amorces d'Agbokou)</b>						
Programme Spécial de Réhabilitation de la ville de Porto-Novo	Elaboration et lancement DAO pour la construction	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,50%
Programme Spécial de Réhabilitation de la ville de Porto-Novo	Ouverture, Analyse, Evaluation et Sélection des offres	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,50%

Programme	Mesures/tâches	Coût prévus en 2014				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre		
Programme Spécial de Réhabilitation de la ville de Porto-Novo	Avis favorable de la CCMP	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,25%
Programme Spécial de Réhabilitation de la ville de Porto-Novo	Attribution, négociation et signature du marché	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,25%
Programme Spécial de Réhabilitation de la ville de Porto-Novo	Exécution des travaux	0,000	0,000	159,120	0,000	159,120	0,50%
<b>Programme Spécial de Réhabilitation de la ville de Porto-Novo</b>	<b>Réaliser les travaux de voirie et d'assainissement de rues dans les différentes Communes du Bénin (Pavage de la ruelle longeant la clôture Est de la Cour Suprême)</b>						
Programme Spécial de Réhabilitation de la ville de Porto-Novo	Installation des équipements sur le site	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,50%
Programme Spécial de Réhabilitation de la ville de Porto-Novo	Réalisation des travaux	10,880	0,000	0,000	0,000	10,880	1,00%
Programme Spécial de Réhabilitation de la ville de Porto-Novo	Réception définitive des travaux	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,50%
<b>Programme Spécial de Réhabilitation de la Cité Historique d'Abomey</b>	<b>Réaliser les travaux de voirie et d'assainissement de rues dans les différentes Communes du Bénin (Poursuite des travaux confortatifs du projet de pavage et d'assainissement de rues dans la ville d'Abomey)</b>						
Programme Spécial de Réhabilitation de la Cité Historique d'Abomey	Payer les dettes liées aux travaux de pavage et d'assainissement de rues dans la ville d'Abomey	560,000	800,000	0,000	0,000	1 360,000	1,00%

Programme	Mesures/tâches	Coût prévus en 2014				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre		
Programme Spécial de Réhabilitation de la Cité Historique d'Abomey	Exécuter les travaux d'éclairage public	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	2,00%
<b>Sous-total B</b>		<b>3 604,880</b>	<b>12 926,400</b>	<b>8 287,120</b>	<b>3 812,400</b>	<b>28 630,800</b>	<b>1,000</b>
<b>Intervention C : Amélioration du système de gestion des déchets solides et des eaux usées</b>							<b>25,00%</b>
<b>Sous-Programme Aménagement et Assainissement dans les Villes (SPA AV)</b>	<b>Construire des points de regroupement des déchets et aménager les voies d'accès (Réalisation des activités de la composantes «Renforcement des capacités de la Mairie de Porto-Novo»)</b>						
Sous-Programme Aménagement et Assainissement dans les Villes (SPA AV)	Construction ou réhabilitation des centres de dépôt intermédiaires	15,000	0,000	20,000	0,000	35,000	2,50%
Sous-Programme Aménagement et Assainissement dans les Villes (SPA AV)	Acquisition des bacs à ordures	10,000	10,000	0,000	0,000	20,000	2,50%
Sous-Programme Aménagement et Assainissement dans les Villes (SPA AV)	Renforcement des capacités des agents de la mairie	10,000	20,000	0,000	0,000	30,000	2,50%
Sous-Programme Aménagement et Assainissement dans les Villes (SPA AV)	Réaliser les travaux d'accompagnement au profit de la ville de Porto-Novo	20,000	20,000	10,000	0,000	50,000	2,50%
<b>Projet d'Urgence de Gestion Environnementale en Milieu Urbain</b>	<b>Construire des points de regroupement des déchets et aménager les voies d'accès (Construction des points de regroupement et aménager les voies d'accès)</b>						

Programme	Mesures/tâches	Coût prévus en 2014				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre		
Projet d'Urgence de Gestion Environnementale en Milieu Urbain	Poursuivre la réalisation des études techniques et assurer le contrôle des travaux de réhabilitation et de construction de points de regroupement des déchets solides ménagers	200,000	400,000	200,000	201,440	1 001,440	6,00%
Projet d'Urgence de Gestion Environnementale en Milieu Urbain	Poursuivre la réalisation des études d'Impact Environnemental et Social (IES) et faire le suivi des PGES sur les points de regroupement et centres de transfert	25,000	15,000	10,000	0,000	50,000	6,00%
<b>Projet d'Urgence de Gestion Environnementale en Milieu Urbain</b>	<b>Construire des points de regroupement des déchets et aménager les voies d'accès (Appui aux Directions des Services Techniques (DST) des Mairies bénéficiaires)</b>						
Projet d'Urgence de Gestion Environnementale en Milieu Urbain	Former le personnel des Directions Techniques des Communes et les autres acteurs de la gestions des déchets à la gestion des déchets solides	0,000	40,000	30,000	20,000	90,000	1,00%
Projet d'Urgence de Gestion Environnementale en Milieu Urbain	Acquérir des bacs à ordures	0,000	48,000	0,000	0,000	48,000	2,00%
<b>Projet d'Urgence de Gestion Environnementale en Milieu Urbain</b>	<b>Construire des points de regroupement des déchets et aménager les voies d'accès (Appui au MUHA dans l'exécution du PUGEMU)</b>						
Projet d'Urgence de Gestion Environnementale en Milieu Urbain	Réaliser l'étude pour l'élaboration des textes d'application du décret sur la gestion des déchets solides	0,000	24,000	0,000	0,000	24,000	1,00%
Projet d'Urgence de Gestion Environnementale en Milieu Urbain	Vulgariser les textes et publications sur l'environnement	0,000	0,000	8,000	0,000	8,000	0,50%
Projet d'Urgence de Gestion Environnementale en Milieu Urbain	Appuyer le Cabinet du MUHA et à la DGDU pour le suivi des activités du PUGEMU	2,000	2,000	2,000	2,000	8,000	0,50%

Programme	Mesures/tâches	Coût prévus en 2014				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre		
Projet d'Urgence de Gestion Environnementale en Milieu Urbain	Construire des points de regroupement des déchets et aménager les voies d'accès (Appui aux ONG de pré collecte)						
Projet d'Urgence de Gestion Environnementale en Milieu Urbain	Acquérir des équipements pour les ONG de pré-collecte des déchets ménagers	0,000	0,000	400,000	0,000	400,000	2,00%
Projet d'Urgence de Gestion Environnementale en Milieu Urbain	Développer les capacités des acteurs de la filière déchets solides	0,000	100,000	75,000	75,000	250,000	1,00%
<b>Projet d'Urgence de Gestion Environnementale en Milieu Urbain</b>	<b>Construire des points de regroupement des déchets et aménager les voies d'accès (Poursuite de la sensibilisation grand public sur les déchets)</b>						
Projet d'Urgence de Gestion Environnementale en Milieu Urbain	Poursuivre l'exécution du contrat signé à cet effet	0,000	50,000	50,000	50,000	150,000	2,00%
<b>Projet d'Urgence de Gestion Environnementale en Milieu Urbain</b>	<b>Construire des points de regroupement des déchets et aménager les voies d'accès (Poursuite de la mission d'assistance technique pour la mise en œuvre du plan d'actions à court terme de la stratégie nationale de l'assainissement des eaux usées en milieu urbain)</b>						
Projet d'Urgence de Gestion Environnementale en Milieu Urbain	Poursuivre l'exécution du contrat signé à cet effet	0,000	50,000	50,000	32,000	132,000	5,00%
<b>Projet d'Urgence de Gestion Environnementale en Milieu Urbain</b>	<b>Construire des points de regroupement des déchets et aménager les voies d'accès (Elaboration des Plans Directeurs de gestion des eaux usées pour le Grand Cotonou et Porto-Novo)</b>	<b>0,000</b>					

Programme	Mesures/tâches	Coût prévus en 2014				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre		
Projet d'Urgence de Gestion Environnementale en Milieu Urbain	Recevoir l'avis de non objection de la Banque Mondiale sur les TdR	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,40%
Projet d'Urgence de Gestion Environnementale en Milieu Urbain	Lancer le processus de sélection de cabinet	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,40%
Projet d'Urgence de Gestion Environnementale en Milieu Urbain	Signer le contrat	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,40%
Projet d'Urgence de Gestion Environnementale en Milieu Urbain	Réaliser l'étude	0,000	0,000	276,856	0,000	276,856	2,00%
Projet d'Urgence de Gestion Environnementale en Milieu Urbain	Valider le rapport provisoire de l'étude	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,40%
Projet d'Urgence de Gestion Environnementale en Milieu Urbain	Réception du rapport définitif de l'étude	0,000	0,000	0,000	415,284	415,284	0,40%
<b>Projet d'Urgence de Gestion Environnementale en Milieu Urbain</b>	<b>Construire des points de regroupement des déchets et aménager les voies d'accès (Poursuite de la formation des principaux acteurs de la filière de gestion des eaux usées)</b>						
Projet d'Urgence de Gestion Environnementale en Milieu Urbain	Poursuivre les formations théoriques (au Bénin) pour les acteurs de la gestion des eaux usées	0,000	12,000	0,000	0,000	12,000	2,00%
Projet d'Urgence de Gestion Environnementale en Milieu Urbain	Réaliser les formations pratiques (extérieur) pour les acteurs de la gestion des eaux usées	0,000	25,000	50,000	25,000	100,000	2,00%
<b>Projet d'Appui aux Communes</b>	<b>Construire des points de regroupement des déchets et aménager les voies d'accès (Renforcement du système de gestion des déchets dans les communes du Bénin)</b>						



Programme	Mesures/tâches	Coût prévus en 2014				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre		
Projet d'Appui aux Communes	Acquérir des conteneurs de déchets de capacités 30 m3 au profit de la ville de Cotonou	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	4,00%
Projet d'Appui aux Communes	Acquérir de bacs à ordures de volume compris entre 5 et 8 m3 munis de roulettes au profit de la ville de Porto-Novo	0,000	30,000	0,000	0,000	30,000	3,00%
Projet d'Appui aux Communes	Acquérir des poubelles publiques au profit de la ville de Porto-Novo	0,000	20,000	0,000	0,000	20,000	4,00%
Projet d'Appui aux Communes	Acquérir de petits matériels d'assainissement au profit des Communes	0,000	20,000	0,000	0,000	20,000	4,00%
<b>Projet d'Urgence de Gestion Environnementale en Milieu Urbain</b>	<b>Construire une cellule supplémentaire au LES de Ouèssè et aménager la voie d'accès au LES de Ouèssè</b>						
Projet d'Urgence de Gestion Environnementale en Milieu Urbain	Poursuivre le contrôle des travaux de construction d'une cellule supplémentaire et de réhabilitation de la voie d'accès à la décharge de Ouèssè	42,200	43,000	42,000	42,000	169,200	0,50%
Projet d'Urgence de Gestion Environnementale en Milieu Urbain	Réaliser le suivi des PGES sur les travaux de construction d'une cellule supplémentaire et de réhabilitation de la voie d'accès à la décharge de Ouèssè	9,000	9,000	9,000	9,000	36,000	0,50%
Projet d'Urgence de Gestion Environnementale en Milieu Urbain	Poursuivre et achever les travaux de construction d'une cellule supplémentaire à la décharge de Ouèssè	500,000	0,000	496,000	0,000	996,000	1,00%
Projet d'Urgence de Gestion Environnementale en Milieu Urbain	Poursuivre et achever les travaux de réhabilitation de la voie d'accès à la décharge de Ouèssè	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,50%
Projet d'Urgence de Gestion Environnementale en Milieu Urbain	Prononcer la réception provisoire des travaux	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,50%
<b>Projet d'Urgence de Gestion Environnementale en Milieu Urbain</b>	<b>Appuyer la Mairie de Porto-Novo à rendre opérationnel le Centre d'Enfouissement Technique (CET) de Takon</b>						

Programme	Mesures/tâches	Coût prévus en 2014				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre		
Projet d'Urgence de Gestion Environnementale en Milieu Urbain	Appui à l'opérationnalisation du CET de Takon	0,000	150,000	0,000	0,000	150,000	1,00%
	<b>Sous-total C</b>	<b>833,200</b>	<b>1 088,000</b>	<b>1 728,856</b>	<b>871,724</b>	<b>4 521,780</b>	<b>0,640</b>
<b>Intervention D : Promotion de l'offre de logements à moindre coût au plus grand nombre</b>							<b>10,00%</b>
<b>Projet de Viabilisation des Sites devant Abriter les Logements Economiques</b>	<b>Viabiliser les sites de construction des logements économiques à Parakou, Abomey-Calavi, Abomey, Kandi, Savè, Djougou, Savalou, Sèmè-Podji, Pobè, Natitingou, Tchaourou et Dassa-Zounmè (Viabilisation des sites d'accueil des logements)</b>						
Projet de Viabilisation des Sites devant Abriter les Logements Economiques	Assurer les travaux de nettoyage et de délimitation des sites (Natitingou, Bohicon, Savè, kandi et Savalou)	30,000	40,963	0,000	0,000	70,963	3,50%
Projet de Viabilisation des Sites devant Abriter les Logements Economiques	Assurer les travaux d'entretien des sites abritant les logements	6,000	6,000	7,000	0,000	19,000	3,50%
Projet de Viabilisation des Sites devant Abriter les Logements Economiques	Faire les levées topographiques (altimétriques, planimétrie, implantation et bornage)	67,53	0,000	0,000	0,000	67,535	3,50%
Projet de Viabilisation des Sites devant Abriter les Logements Economiques	Faire les études géotechniques sur les sites de construction de logements économiques	24,12	0,000	0,000	0,000	24,120	3,50%
Projet de Viabilisation des Sites devant Abriter les Logements Economiques	Faire l'étude technique pour les travaux d'assainissement et de voirie	29,20	0,000	0,000	0,000	29,195	3,50%

Programme	Mesures/tâches	Coût prévus en 2014				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre		
Projet de Viabilisation des Sites devant Abriter les Logements Economiques	Faire les études pour les travaux d'aménée d'électricité et d'eau	64,27	0,000	0,000	0,000	64,272	3,50%
Projet de Viabilisation des Sites devant Abriter les Logements Economiques	Faire l'étude architecturale et d'ingénierie	22,57	0,000	0,000	0,000	22,573	3,50%
Projet de Viabilisation des Sites devant Abriter les Logements Economiques	Assurer l'alimentation électrique de la station de pompage d'eau sur le site de Ouedo	40,000	27,535	0,000	0,000	67,535	3,50%
Projet de Viabilisation des Sites devant Abriter les Logements Economiques	Mettre en place le réseau d'électricité sur le site de Natitingou	0,000	0,000	0,000	39,24	39,237	3,50%
Projet de Viabilisation des Sites devant Abriter les Logements Economiques	Assurer l'aménée d'énergie électrique sur le site de Djougou	0,000	16,000	99,774	0,000	115,774	3,50%
Projet de Viabilisation des Sites devant Abriter les Logements Economiques	Assurer la distribution d'énergie électrique sur le site de Djougou	0,000	0,000	67,73	0,000	67,732	3,50%
Projet de Viabilisation des Sites devant Abriter les Logements Economiques	Mettre en place le réseau d'électricité sur le site de Kandi	0,000	0,000	54,000	36,052	90,052	3,50%
Projet de Viabilisation des Sites devant Abriter les Logements Economiques	Mettre en place le réseau d'électricité sur le site de Savè	0,000	0,000	41,000	36,826	77,826	3,00%

Programme	Mesures/tâches	Coût prévus en 2014				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre		
Projet de Viabilisation des Sites devant Abriter les Logements Economiques	Assurer l'amenée d'eau sur le site de Djougou	0,000	20,500	80,802	0,000	101,302	3,00%
Projet de Viabilisation des Sites devant Abriter les Logements Economiques	Assurer la distribution d'eau sur le site de Djougou	0,000	0,000	62,71	0,000	62,711	3,00%
Projet de Viabilisation des Sites devant Abriter les Logements Economiques	Mettre en place le réseau d'eau sur le site de Natitingou	0,000	0,000	0,000	24,09	24,092	3,00%
Projet de Viabilisation des Sites devant Abriter les Logements Economiques	Mettre en place le réseau d'eau sur le site de Savè	0,000	0,000	30,000	18,239	48,239	3,00%
Projet de Viabilisation des Sites devant Abriter les Logements Economiques	Mettre en place le réseau d'eau sur le site de Kandi	0,000	0,000	30,000	18,239	48,239	3,00%
Projet de Viabilisation des Sites devant Abriter les Logements Economiques	Assurer les travaux d'assainissement et d'aménagement des voies sur le site de OUEDO	0,000	125,870	503,481	0,000	629,351	4,00%
Projet de Viabilisation des Sites devant Abriter les Logements Economiques	Assurer les travaux d'assainissement et d'aménagement des voies sur le site de Natitingou	0,000	0,000	0,000	43,42	43,415	3,00%
Projet de Viabilisation des Sites devant Abriter les Logements Economiques	Assurer les travaux d'assainissement et d'aménagement des voies sur le site de Djougou	0,000	19,000	75,967	0,000	94,967	4,00%

Programme	Mesures/tâches	Coût prévus en 2014				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre		
Projet de Viabilisation des Sites devant Abriter les Logements Economiques	Assurer les travaux d'assainissement et d'aménagement des voies sur le site Savè	0,000	0,000	14,500	58,351	72,851	4,00%
<b>Projet de Viabilisation des Sites devant Abriter les Logements Economiques</b>	<b>Viabiliser les sites de construction des logements économiques à Parakou, Abomey-Calavi, Abomey, Kandi, Savè, Djougou, Savalou, Sèmè-Podji, Pobè, Natitingou, Tchaourou et Dassa-Zounmè (Contrôle et suivi-évaluation des activités)</b>						
Projet de Viabilisation des Sites devant Abriter les Logements Economiques	Assurer le contrôle et le suivi des travaux d'aménée et de distribution de l'eau et de l'électricité	0,000	10,656	10,656	10,656	31,967	1,25%
Projet de Viabilisation des Sites devant Abriter les Logements Economiques	Assurer le contrôle géotechnique des travaux de bâtiments	0,000	3,216	3,216	3,216	9,648	1,25%
Projet de Viabilisation des Sites devant Abriter les Logements Economiques	Assurer le contrôle et suivi technique des travaux de bâtiments	0,000	3,216	3,216	3,216	9,648	1,25%
Projet de Viabilisation des Sites devant Abriter les Logements Economiques	Assurer le contrôle et suivi technique des travaux de voirie	0,000	14,590	14,590	14,590	43,769	1,25%
Projet de Viabilisation des Sites devant Abriter les Logements Economiques	Assurer le contrôle géotechnique des travaux de voirie	0,000	11,256	11,256	11,256	33,767	1,25%

Programme	Mesures/tâches	Coût prévus en 2014				Total 2014	Poids
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre		
Projet de Viabilisation des Sites devant Abriter les Logements Economiques	Organiser des missions de suivi-évaluation et de contrôle	2,000	2,000	2,000	2,000	8,000	1,25%
Projet de Viabilisation des Sites devant Abriter les Logements Economiques	Rédiger les rapports d'évaluation	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	1,25%
Projet de Viabilisation des Sites devant Abriter les Logements Economiques	Transmettre périodiquement les rapports à la DPP	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	1,25%
Projet de Viabilisation des Sites devant Abriter les Logements Economiques	Appuyer le Cabinet du MUHA dans le suivi évaluation des activités du projet	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	1,25%
<b>Projet de Viabilisation des Sites devant Abriter les Logements Economiques</b>	<b>Adopter et mettre en œuvre l'option «Location-Vente» pour la cession des logements économiques construits</b>						
Projet de Viabilisation des Sites devant Abriter les Logements Economiques	Adoption et mise en œuvre de l'option «Location-Vente»	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	15,00%
	<b>Sous-total D</b>	<b>285,694</b>	<b>300,802</b>	<b>1 111,901</b>	<b>319,385</b>	<b>2 017,782</b>	<b>1,013</b>
	<b>TOTAL MUHA 2014</b>	<b>4 723,774</b>					

# TABLE DES MATIERES

<b>AVANT PROPOS</b> .....	<b>3</b>
<b>SOMMAIRE</b> .....	<b>4</b>
<b>GLOSSAIRE</b> .....	<b>5</b>
<b>LISTE DES TABLEAUX</b> .....	<b>6</b>
<b>RESUME EXECUTIF</b> .....	<b>7</b>
<b>INTRODUCTION</b> .....	<b>11</b>
<b>I. METHODOLOGIE DE SUIVI DU PLAN D' ACTIONS : UN CADRE DE SUIVI RENFORCÉ</b> .....	<b>12</b>
1. Calcul du TEP d'une intervention au cours d'une période .....	13
2. Calcul du TEP d'un ministère au cours d'une période .....	14
3. Calcul du TEP d'un OMD au cours d'une période .....	14
4. Calcul du TEP du Plan d'Actions au cours d'une période .....	15
<b>II. ANALYSE DE LA PROGRAMMATION DES INTERVENTIONS DU PLAN D' ACTIONS DANS LE BUDGET 2014</b> .....	<b>16</b>
1. Situation des OMD au Bénin .....	16
2. Programmation des OMD dans le budget 2014 .....	17
2.1. Programmation budgétaire de l'OMD 1 .....	18
2.2. Programmation budgétaire de l'OMD 2 et 3 .....	18
2.3. Programmation budgétaire de l'OMD 4 .....	19
2.4. Programmation budgétaire de l'OMD 5 .....	19
2.5. Programmation budgétaire de l'OMD 6 .....	19
2.6. Programmation budgétaire de l'OMD 7 .....	20
<b>III. NIVEAU DE REALISATION DU PLAN D' ACTIONS DE L' INITIATIVE 1000 JOURS PAR OMD AU 31 MARS 2014</b> .....	<b>21</b>
1. Situation de réalisation des OMD au Bénin .....	21
2. Niveau de réalisation des OMD dans le budget 2014 .....	23
2.1 Niveau de réalisation des interventions de l'OMD 1 .....	23
2.2 Niveau de réalisation des interventions de l'OMD 2 et de l'OMD 3 .....	24
2.3 Niveau de réalisation des interventions de l'OMD 4 .....	29

2.4 Niveau de réalisation des interventions de l'OMD 5 .....	29
2.5 Niveau de réalisation des interventions de l'OMD 6 .....	30
2.6 Niveau de réalisation des interventions de l'OMD 7 .....	33
<b>IV. ENSEIGNEMENTS TIRÉS DES PERFORMANCES ENREGISTRÉES AU PREMIER TRIMESTRE 2014</b> .....	<b>39</b>
1. Au niveau Central .....	39
1.1. Au titre de l'écart entre réalisation financière et physique .....	39
1.2. Au titre des interventions/Mesures/Tâches/Actions non exécutées .....	40
1.3. Au titre des fortes contraintes .....	40
1.4. Observations spécifiques .....	40
2. Au niveau déconcentré .....	41
3. Au niveau décentralisé .....	41
<b>V. PROPOSITION DE RECOMMANDATIONS</b> .....	<b>43</b>
<b>CONCLUSION</b> .....	<b>45</b>
<b>ANNEXES</b> .....	<b>46</b>
ANNEXE 1 : Structures consultées et rencontrées dans le cadre de la rédaction du rapport de suivi ...	46
ANNEXE 2 : PROGRAMMATION DES INTERVENTIONS .....	48



